

N°103

à babord !

REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

À RAS BORD !



- + FEUX EN CALIFORNIE
- + CHARGE CONTRE L'ASSURANCE-CHÔMAGE
- + L'ÉTHIQUE DU CARE
- + ÉLECTIONS AU MEXIQUE

SYNDICATS

Retour sur les grèves du secteur public de 2023 : Vers une renaissance syndicale 6
Émile Lacombe

ENVIRONNEMENT

(Re)devenir écologiste 8
Quentin Lehmann

SORTIE DES CALES

Feux en Californie. Une recette bien humaine du désastre 10
Jade Almeida

SANTÉ

Pas de profit sur la maladie ! 12
Entrevue avec Réjean Leclerc

REGARDS FÉMINISTES

Petit éloge de la bravoure 14
Kharoll-Ann Souffrant

TRAVAIL

Entrevue : Dossier Noir de l'Assurance-Chômage 2024-2025 16
Avec Roxane Bélisle
Propos recueillis par Isabelle Bouchard

OBSERVATOIRE DES LUTTES

Animal Liberation Front : La clef de voûte du Green Scare aux États-Unis 18
Ève Lynn Smollett

TRAVAIL

Les limites de « l'entreprise citoyenne » 20
Thomas Collombat

MÉMOIRE DES LUTTES

Max Chancy, militant et pédagogue socialiste 22
Alexis Lafleur-Paiement

CULTURE NUMÉRIQUE

Entrevue : Le fédivers, un réseau social libre et résistant 24
Avec Evan Prodromou
Propos recueillis par Yannick Delbecque

MINI-DOSSIER

L'éthique du care, partout, tout le temps ! 26
Coordonné par Isabelle Bouchard,
Alexia Leclerc, Selena Phillips-Boyle et
Angelo Soares

COUP D'ŒIL

Offrez un abonnement en cadeau ! 52

INTERNATIONAL

Palestine, Liban, Syrie : Réflexions diasporiques 54
Youssef al-Bouchi

Élections aux États-Unis et ailleurs dans le monde : Ce qui a changé 57
Claude Vaillancourt

L'éveil d'une nouvelle gauche au Mexique : Un mouvement progressiste indépendant gagne en force au Mexique 60
Alexy Kalam et Daniel Arellano Chávez

CULTURE

Entrevue : Des livres militants pour une édition engagée 63
Avec Antoine Deslauriers et
Alexis Lafleur-Paiement.
Propos recueillis par Louise Nachet

Recensions 66

À tout prendre ! 70
Ramon Vitesse

DOSSIER

À RAS BORD !

Coordonné par Louise Nachet et Ramon Vitesse
Illustrations : Ramon Vitesse



32

Être freegan : Vivre des rejets de la société de consommation 34
Simon Paré-Poupart

Mercier-Hochelaga-Maisonneuve : Au front pour la salubrité 37
André Philippe Doré

Les chimères de l'économie circulaire 40
Louise Nachet

Un monde jetable... 42
Simon Ian

Bombance et « déchets » alimentaires 44
Ramon Vitesse

Entrevue : Libérer le Nord du nucléaire 46
Avec Brennain Lloyd. Propos recueillis par Louise Nachet

Entrevue : La récupération au service de la solidarité sociale 49
François. Propos recueillis par Louise Nachet

Élections municipales 2025 : Tendre vers le zéro déchet 51
Jean-Yves Desgagnés

ÉDITORIAL

ENTREtenir l'OPTIMISME DE LA VOLONTÉ / DéPASSER LE PESSIMISME DE LA RAISON

Nous vivons des temps sombres. Dans de nombreux pays, des gouvernements autoritaires, voire fascistes, prennent le pouvoir, comme c'est notamment le cas aux États-Unis, notre puissant voisin du sud. Ce gouvernement par et pour les milliardaires s'annonce d'une brutalité jamais vue depuis des décennies.

Cette communion entre les Zuckerberg, Bezos et autres barons voleurs de la techno d'une part, et le réseau de l'extrême droite européenne et latino-américaine d'autre part, est moins étonnante qu'il n'y paraît. Certes, par le passé, les élites de ces entreprises technologiques ont pourtant prétendu avoir des sympathies pour le parti démocrate et une certaine forme de progressisme. Mais les masques sont aujourd'hui tombés: on voit se déployer une convergence paisible entre un modèle de société fondé sur la hiérarchie raciale, la binarité des genres et l'exploitation de classe et l'idéologie accélérationniste, extractiviste et techno-fasciste cultivée depuis longtemps à la Silicon Valley.

Le deuxième mandat de Trump s'annonce bien différent du premier. Les médias et les grandes entreprises libérales semblent cette fois-ci beaucoup plus conciliantes avec les stratégies des républicains. Dès les premiers jours de sa présidence, les politiques d'Équité, Diversité et Inclusion, critiquées depuis des années (par la droite, mais aussi à l'occasion par la gauche), ont fait l'objet d'un nombre de décrets important. Ainsi, ces programmes se voient interdits tant au niveau de la fonction publique fédérale américaine que dans l'armée. À l'inverse, les personnes trans sont directement ciblées par ces nouvelles mesures discriminatoires.

Dans ce contexte, les multinationales américaines ne se soumettent pas simplement à Trump: elles participent à cette reconfiguration du pouvoir, y voyant des avantages économiques. Le capitalisme, même celui en apparence «diversitaire» ou «woke», s'accommode bien de la montée du fascisme.

Qu'advient-il des subjectivités militantes dans ce contexte si difficile? Les espaces pour se rencontrer, qu'ils soient numériques ou même physiques, semblent se rétrécir. On observe une migration importante vers différents réseaux sociaux, et par là-même une fragmentation des solidarités. Notre rapport au monde devient une expérience de plus en plus solitaire, et donc anxiogène. Combien de temps peut durer ce repli sur soi?

S'il est vrai qu'il faut prendre soin de sa santé mentale et s'offrir les repos et ressourcements nécessaires, l'isolement et le déni ne peuvent pas être bénéfiques à terme. Face aux crises

et aux assauts, la solidarité et l'action demeurent des ressources puissantes, tant pour les collectivités que pour les individus. Les forces de gauche doivent resserrer les rangs, mettre de côté les querelles de chapelle et lutter pour les droits des personnes déjà marginalisées, contre qui la violence ne fait que croître.

Il importe aussi de ne pas se contenter de résister aux attaques et de bloquer des reculs. Nous devons continuer de faire vivre les propositions radicales et émancipatrices, qui seules peuvent ultimement nous sortir de l'emprise de cette haine et de cette répression.

Antonio Gramsci disait qu'il faut savoir conjuguer le pessimisme de la raison et l'optimisme de la volonté. Gramsci savait de quoi il parlait, puisqu'il s'était lui-même confronté à l'un des initiateurs du fascisme, Benito Mussolini. Plus que jamais, il nous faut entretenir cet optimisme de la volonté. Pour sa part, Angela Davis référait récemment à Martin Luther King en disant que «*face aux déceptions finies, nous avons besoin d'espoir infini*». L'espoir n'est pas de la naïveté: il est cet horizon qui nous permet de garder le cap au milieu des plus violentes tempêtes. 

Collectif À babord!

Un espace ouvert pour le débat
politique et l'intervention sociale

info@ababord.org

www.ababord.org

Facebook : [revueababord](https://www.facebook.com/revueababord)

Bluesky :
[@revueababord.bsky.social](https://bsky.app/profile/revueababord.bsky.social)



à babord!

REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

La revue *À babord!* est une publication indépendante, sans but lucratif, paraissant quatre fois par année depuis sa fondation en 2003. Elle est éditée par des militantes et des militants de toutes origines, proposant une révolution dans l'organisation de notre société, dans les rapports entre hommes et femmes et dans nos liens avec la nature. La revue a pour but d'informer, de formuler des analyses et des critiques sociales et d'offrir un espace ouvert pour débattre et favoriser le renforcement des mouvements sociaux d'origine populaire. *À babord!* veut appuyer les efforts de celles et ceux qui dénoncent les injustices et organisent la rébellion.

Condition d'utilisation des articles de la revue

À babord! valorise la libre circulation et le partage des idées critiques. De même, il est fondamental que toute reproduction d'une partie ou de la totalité d'un article publié dans la revue par les auteur-trices respecte les règles de l'art en matière d'intégrité intellectuelle. Conséquemment, les articles de la revue peuvent être reproduits à condition d'en citer la source.

COLLECTIF DE RÉDACTION ◀

Valérie Beauchamp, Caroline Brodeur,
Isabelle Bouchard, Wilfried Cordeau,
Philippe de Grosbois, Yannick Delbecque,
Ariane Des Rochers, Elisabeth Doyon,
Maël Foucault, Nathalie Garceau, Nicolas Lacroix,
Maxime Laprise, Alexia Leclerc, Louise Nachet,
Jacques Pelletier, Selena Phillips-Boyle,
Samuel Raymond, Claude Vaillancourt,
Ramon Vitesse

COMITÉ D'ÉDITION

Valérie Beauchamp, Elisabeth Doyon,
Louise Nachet (secrétaire de rédaction),
Ramon Vitesse

RÉVISION LINGUISTIQUE

Ariane Des Rochers, Maël Foucault,
Laure Gosselin, Nicolas Lacroix

COLLABORATIONS SPÉCIALES

Youssef al-Bouchi, Jade Almeida, Roxane Bélisle,
Agnès Berthelot-Raffard, Arellano Chávez,
Thomas Collombat, Jean-Yves Desgagnés,
Antoine Deslauriers, André Philippe Doré,
François, Simon Ian, Alexy Kalam,
Émile Lacombe, Alexis Lafleur-Paiement,
Réjean Leclerc, Quentin Lehmann, Brennain Lloyd,
Patrick Martin, Emilie Morand, Premilla Nadasen,
Simon Paré-Poupard, Evan Prodomou,
RÉCIFS, Ève Lynn Smollett, Angelo Soares,
Kharoll-Ann Souffrant

VISUELS

Archives d'Adeline Magloire Chancy, Wasfi
Akab, Daniel Arellano Chávez, Elisabeth Doyon,
Nicolas Lacroix, Ligue 33, M éditeur, Mouvement
autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE),
Simon Paré-Poupard, Selena Phillips-Boyle,
André Query, Johana Utrera, Ramon Vitesse,
We The Nuclear Free North, Wikimedia Commons,
[www.uppertal](http://www.uppertal.com)

PRODUCTION ET INFOGRAPHIE

Anne-Laure Jean

La revue *À babord!* est imprimée par
Héon & Nadeau Ld

La revue est archivée numériquement par Érudit
erudit.org et par Les classiques des sciences
sociales **classiques.uqac.ca**

Le site de la revue est hébergé par **Koumbit.org**

À babord!

Revue À babord!

Montréal

N° 103 - Printemps 2025

4 fois par année

(Imprimé) ISSN 1710-209X | ISBN 978-2-925225-24-9

(En ligne) ISSN 1710-2103 | ISBN 978-2-925225-25-6

Dépôt légal bibliothèque nationale du Québec.

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.

Canada

Érudit

**La revue À bâbord!
est disponible
sur Érudit!**

Votre revue rejoint cette plateforme de la recherche québécoise et sera accessible parmi d'autres revues savantes et culturelles.

**[www.erudit.org
/fr/revues/babord/](http://www.erudit.org/fr/revues/babord/)**

**LANCEMENT
DU NUMÉRO 103**

**N°103
à bâbord!**
REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

À RAS BORD!



PASSEZ NOUS VOIR!

Retrouvez toutes les informations sur notre site Web et notre page Facebook!
ababord.org / [revueababord](https://www.facebook.com/revueababord)

LES BRÈVES

VIDÉOTHÈQUE ENGAGÉE

Le Centre de formation populaire et Pair ont récemment lancé la nouvelle plateforme Ripostes, le seul média en ligne entièrement consacré au milieu communautaire québécois. S'y trouve une vidéothèque destinée à diffuser et collectiviser les productions vidéo des organismes d'action communautaire autonome (ACA). Pour soutenir la valorisation et le renforcement de l'ACA partout au Québec: ripostes.media

RÉCIT-TÉMOIGNAGE

Nous tenons à souligner la publication récente du livre *La force de ceux qui n'en ont plus* de Claude Vaillancourt, membre du collectif de la revue *À bâbord!*, aux éditions Somme Toute. Un récit et une réflexion empathique, engagée et nécessaire sur le thème du suicide à travers trois récits de vie.

RETOUR SUR LES GRÈVES DU SECTEUR PUBLIC DE 2023

VERS UNE RENAISSANCE SYNDICALE

Émile Lacombe, enseignant en arts plastiques au Centre de services scolaires de Montréal

L'année 2024 a vu se conclure les négociations avec le Front commun du secteur public, tandis que les nouvelles réformes néolibérales de la CAQ continuent à mettre à mal les services publics. En réponse, une contre-attaque syndicale non négligeable s'organise.

Cette situation n'est pas nouvelle, mais elle porte le potentiel d'un renouveau du mouvement syndical chez les travailleur-euses de l'État. Depuis l'adoption, il y a 40 ans, de la *Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic*, les rondes de négociation ont donné lieu à peu de confrontations directes entre l'État patronal et les centrales syndicales. En effet, ces dernières, par peur de mesures répressives (comme des lois forçant le retour au travail) ou de l'imposition par décret de conventions collectives, ont eu très peu recours à la grève¹. Les dispositions concernant les services essentiels prévues dans la *Loi*, l'encadrement de l'exercice du droit de grève, et la création d'ententes nationales et locales sont autant de facteurs qui ont mené à créer des négociations factices entre l'État et ses travailleur-euses. Les négociations d'ententes locales avec les centres de services scolaires, produit de la loi susmentionnée, en sont un bon exemple. Lors de celles-ci, le syndicat n'a pas le droit d'exercer légalement son droit de grève. Toutefois, ces négociations ont un impact considérable sur le travail des enseignant-es².

L'État, dans son rôle de législateur, règle le cadre juridique des négociations de façon à lier les mains des travailleur-euses et à limiter le rapport de force qu'ils et elles peuvent exercer sans transgresser ses lois patronales. Ainsi, en toute impunité, et parfois même avec l'aval des directions syndicales³, les gouvernements ont adopté des mesures d'austérité et une série de lois visant à dégrader les conditions de travail dans le secteur public, par l'introduction de



Manifestation du Front commun 2023 - 23 septembre 2023. Photo: André Query

principes inspirés de la nouvelle gestion publique. On parle ici de mesures visant à centraliser davantage les institutions publiques sous la coupe des gouvernements, et au recours à la sous-traitance par le privé. La fin des élections dans les commissions scolaires et l'augmentation du recours aux cliniques privées en santé en sont deux exemples. On connaît l'incidence que ces mesures ont eue sur une brève période: les problèmes massifs de désertion des milieux de l'enseignement et de la santé par le personnel qualifié, la dégradation des services aux patient-es et la création du système d'éducation le plus inégalitaire au pays.

LE FRONT COMMUN DE 2023

Quelques circonstances ont toutefois permis au dernier Front commun de changer un peu le ton imposé par la *Loi sur le régime de négociation*. En 2020, la pandémie de COVID-19 a mis en lumière l'importance du rôle des travailleur-euses de première ligne dans le secteur public. Dans les années suivantes, l'inflation grimpante a poussé plusieurs travailleur-euses du secteur privé, alors en négociation, à demander de meilleures conditions de travail. Cela a donné lieu à une augmentation considérable des jours de grève au Québec⁴. Le contexte était donc favorable à un Front commun de grande ampleur. Dans presque tous les

syndicats, l'envergure de l'appui aux votes de grève a été historique, à la surprise du gouvernement et peut-être même de certains syndicats⁵. Très peu de préparation a été faite en amont des négociations pour mobiliser les membres et les mener vers la grève en comparaison aux Fronts communs de 1972 ou de 1976 par exemple⁶.

Le débrayage des travailleur·euses du Front commun, de la FAE et de la FIQ en 2023 se démarque par sa longueur (22 jours de grève pour la FAE) et la créativité des moyens de pression employés. Les enseignant·es ont occupé les bureaux du Conseil du trésor à Montréal, bloqué un terminal du port de Montréal et organisé de grandes manifestations rassemblant différents acteurs de la société civile. Sur les lignes de piquetage, on entendait des travailleur·euses prendre des positions inédites, notamment le désir d'en finir avec l'école à trois vitesses⁷. Toutefois, force est de constater que le Front commun, faute de préparation et de coordination, n'a pas réussi à canaliser cette énergie et à la faire aboutir sur une vraie transformation du régime d'austérité.

Il est important de souligner tout de même les gains historiques obtenus dans les ententes. Au niveau économique, les augmentations salariales et la mesure de protection contre l'inflation brisent des dizaines d'années d'augmentations rachitiques de 0 à 1% par année. Au niveau politique, le mouvement syndical a réémergé comme une force sérieuse dans l'espace public. Même si le potentiel incarné par le Front commun n'a pas été réalisé en entièreté, cette mobilisation nous permet de tirer plusieurs leçons pour la suite des choses.

LA MOBILISATION CONTINUE !

En effet, ce dernier Front commun a créé un momentum dans la mobilisation contre les réformes néolibérales de la CAQ en galvanisant les syndiqué·es et en confirmant l'appui de la population à leurs revendications. En effet, bien qu'un an se soit écoulé depuis la signature des ententes de principe, les centrales syndicales continuent d'accumuler des moyens de pression et des mobilisations contre le bulldozer de



Manifestation du Front commun 2023 - 23 septembre 2023. Photo: André Querry

la CAQ. La taille de ces mobilisations est importante à souligner: la campagne « Pas de profit sur la maladie » de la CSN a ainsi rassemblé des milliers de personnes au Colisée de Trois-Rivières. De plus, elles peuvent se targuer d'atteindre parfois leur cible! La mobilisation d'enseignant·es dans la région de Montréal a forcé la CAQ à revoir ses coupures et à réinvestir dans les programmes de francisation. Ces campagnes témoignent d'un mouvement syndical qui arrive à se relever tranquillement des revers subis depuis les années 1980, et d'une base qui commence à se mobiliser et à participer à la vie syndicale. Maintenant, pour passer à l'offensive, il faudra se doter d'un projet de société pour le mouvement des travailleur·euses de l'État. Comme Jean-Marc Piotte le soulignait en 1973, notre victoire en dépend:

« Dans le secteur public, la grève entraîne des économies pour l'État et des pertes de salaire pour les travailleurs. Ceci ne signifie pas que la grève est un instrument inefficace dans le secteur public: cela indique seulement que la grève, comme les autres moyens de lutte, ne peut y avoir un sens et une efficacité que si elle est pensée politiquement⁸. »

Cette politisation de la vie syndicale, la base ne doit pas attendre de la recevoir des conseils exécutifs. Des initiatives inspirantes dans cette direction ont vu le jour l'année dernière à l'Alliance des professeures et des professeurs de Montréal. Le caucus uni de la base enseignante a mené une campagne contre la fermeture des classes d'adaptation scolaire, et la création

du caucus du secteur public d'Alliance ouvrière a rassemblé des travailleur·euses de différentes accréditations syndicales. **à b**

1. Cela fait partie d'une tendance nationale à la baisse des heures grevées depuis 1981, voir Gouvernement du Canada, « Jours non travaillés en raison de grèves et de lock-out, 1976 à 2021 », 30 mai 2022. En ligne: www150.statcan.gc.ca/n1/pub/14-28-0001/2020001/article/00017-fra.htm.

2. On y négocie par exemple le dépassement du nombre d'élèves, la répartition des heures de travail dans le calendrier scolaire et le cadre des affectations de contrats.

3. On pense notamment à la participation des centrales syndicales au « nouveau pacte social » pour le déficit zéro de Lucien Bouchard, qui a servi de prétexte pour d'importantes coupes budgétaires.

4. Caillou, A. (2024, novembre 15). « Pourquoi les grèves sont-elles en hausse au Québec ? » *Le Devoir*. En ligne: www.ledevoir.com/economie/823786/pourquoi-greves-sont-hausse-quebec

5. Le plan d'action mobilisation adopté par le conseil fédératif de la FAE en février 2023 ne comprenait pas l'organisation d'assemblées pour tenir des votes de grève.

6. Le Front commun de 1972 est précédé par la publication de trois manifestes des grandes centrales syndicales (CSN, FTQ, CEQ) exposant leur projet politique. En 1976, les grandes centrales constituent un conseil d'orientation qui sera la structure décisionnelle du Front commun. Celle-ci est composée de 750 travailleur·euses.

7. Pour d'autres exemples, lire le texte de Marion Miller, « 22 jours de grève », dans le numéro 100 d'À bâbord !.

8. Piotte, J-M. *La lutte syndicale (chez les enseignants)*. Les éditions Parti Pris, Montréal, 1973, p. 157.

(RE)DEVENIR ÉCOLOGISTE

Quentin Lehmann*

Depuis une dizaine d'années, deux tendances écologistes contradictoires s'intensifient en Occident¹. D'un côté, les pouvoirs politiques et économiques font de l'écologie un outil discursif pour justifier un renouveau capitaliste marqué par le colonialisme, l'extractivisme et un regain industriel. De l'autre, des mouvements écologistes radicaux ré-émergent autour de la volonté de renverser ces systèmes tout en imaginant d'autres manières d'habiter le monde. Cette polarisation redéfinit les cadres de l'action écologiste et façonnera sans aucun doute l'avenir du Québec.

Pour comprendre ce clivage, il est essentiel de relire l'histoire écologiste avec un regard critique. Cela fait plus de cinquante ans, depuis la publication du rapport Meadows en 1972, que des lanceur·euses d'alerte attirent l'attention sur les catastrophes écologiques en cours. Depuis, des interventions de toutes sortes se sont multipliées au nom de l'écologie et des courants de pensée souvent contradictoires ont émergé.

C'est en réponse au premier mouvement écologiste anti-industriel né durant les années 1960 que les pouvoirs politiques occidentaux ont tenté de trouver des solutions aux problèmes écologiques. Cette période interventionniste a vu naître des ministères de l'environnement et des politiques visant à encadrer la croissance économique, sans toutefois en remettre en cause les fondements. À partir de la fin des années 1970, avec l'avènement du néolibéralisme, la situation est renversée. L'économie de marché néoclassique passe de la principale cause à l'unique solution faisant des enjeux écologiques une nouvelle externalité à internaliser.

Dans la foulée des années 1990, les pouvoirs politiques et économiques répondent aussi aux problèmes écologiques par l'institution du « développement durable ». Cette idéologie cornucopienne² étouffera les mouvements écologistes radicaux tout en laissant la place à un mouvement environnementaliste réformiste, axé sur les changements climatiques et soucieux d'accompagner plutôt que de contester les pouvoirs économiques.

Malgré l'annulation de certains projets et l'obtention de quelques cadres réglementaires arrachés par les mouvements

sociaux et la société civile, la destruction de notre monde se poursuit. Aujourd'hui, la majorité du mouvement mise surtout sur la transition socio-écologique, l'innovation social-démocrate et le citoyenisme pour transformer nos systèmes. En continuité avec le développement durable et le système économique néolibéral, ces paradigmes d'action ont le même défaut de désirer des changements sans mettre radicalement en cause les rapports de domination et sans constituer de contre-pouvoir politique et économique.

Ce demi-siècle de réformisme ne nous a pas permis de sortir de l'impasse actuelle : les crises écologiques s'exacerbent, le pouvoir économique et politique des corporations se renforce, l'impérialisme extractiviste s'accroît, et l'écologie en devient le principal pantin. Cette lecture historique de l'évolution de l'écologisme en Occident, mais surtout de sa réappropriation par le capitalisme, met ainsi en lumière les insuffisances du mouvement.

DÉPASSER L'ENVIRONNEMENTALISME

En 2019, l'indifférence des décideur·euses politiques envers les revendications du mouvement *Fridays for Future* a nourri un terreau fertile pour l'émergence de nouvelles formes de lutte. Depuis la pandémie, un double mouvement s'est mis en place : une écologisation des mouvements radicaux traditionnels (mouvements anarchistes, féministes radicaux, communistes, révolutionnaires, autonomistes, etc.) et une radicalisation de nombreux écologistes³.

Des mouvements comme les *Soulèvements de la Terre* ou *Ende Gelände*

incarnent en Europe cette dynamique en expérimentant depuis quelques années de nouvelles modalités d'action⁴. Cette transformation du mouvement environnementaliste modéré et réformiste vers un mouvement écologiste radical s'observe aussi au Québec. Elle s'incarne par l'intensification des actions, l'intégration plus large d'un vocabulaire théorique anticapitaliste et anticolonialiste, la solidarisation avec d'autres luttes et le changement d'interlocuteur des nouvelles organisations militantes.

Ce dernier élément est exceptionnel. Historiquement, les mouvements environnementalistes revendiquent presque exclusivement des changements aux gouvernements et se contentent de dénoncer les pratiques des corporations. Ce nouvel écologisme privilégie quant à lui des actions directes de masse ciblant les infrastructures économiques des entreprises. Il fait l'usage de nouvelles tactiques, tel que le *désarmement*. Jusqu'alors tabou dans une majorité de cercles écologistes, ce mode d'action s'inscrit dans la pratique luddiste, syndicaliste et anarchiste du sabotage d'infrastructure. Cette transformation marque le passage d'une posture revendicatrice de « quémandage » à la volonté explicite d'incarner un contre-pouvoir matériel au modèle économique dominant. Par exemple, les Soulèvements de la Terre visent à la fois le démantèlement des infrastructures du complexe agro-industriel, et la création d'une paysannerie autonome enracinée dans le territoire.

Une autre particularité qui définit ce renouveau écologiste est la *composition* entre les forces vives autour de luttes territorialisées. Composer, c'est entre autres la

capacité de dépasser les différences organisationnelles, identitaires, idéologiques ou tactiques entre des groupes ayant des objectifs de lutte communs. Dès lors, on ne cherche plus à seulement tolérer avec appréhension ou dédain les tactiques et stratégies d'autres groupes, mais on s'attelle plutôt à les conjuguer aux siennes et à se transformer collectivement. Dans cette logique, la capacité organisationnelle et financière ou le niveau de radicalité d'un groupe ne lui offre pas un avantage sur les autres, car ces caractéristiques sont des forces et des faiblesses à combler par la diversité en présence.

RECONSIDÉRER NOS INTENTIONS

Plus le temps avance, plus l'ampleur de la catastrophe écologique (extinction de masse, crises alimentaires, migrations forcées) contraste avec la modestie des pratiques dominantes du mouvement environnementaliste (lettres ouvertes, innovation technologique, consultations publiques, manifestations encadrées). Cette dissonance croissante appelle à élargir nos horizons de lutte.

Il faut avant tout reconsidérer nos objectifs et reconnaître les causes politico-économiques sous-jacentes de la catastrophe en dépassant les analyses strictement techniques ou uniquement écologiques. L'économie capitaliste, le culte de la croissance et du matérialisme, les relations de pouvoir asymétriques, ainsi que les systèmes d'exploitation et d'extraction coloniaux sont les racines de ces nombreuses crises. Intervenir de toutes les manières possibles sur celles-ci devrait être la priorité stratégique de nos mouvements.

Cela pourrait commencer par la remise en question de la propriété privée de la terre, l'expropriation des multinationales et la socialisation territorialisée des moyens de production. On peut aussi penser à la gestion collective et démocratique des communs, au remplacement du libre-marché par des mécanismes participatifs ou à la décentralisation des pouvoirs politiques en collaboration avec les communautés autochtones. Ces quelques perspectives post-capitalistes devraient cependant toujours se réfléchir dans une logique de substitution aux systèmes dominants, plutôt que seulement dans une logique de juxtaposition.

FAIRE MOUVEMENTS

Au Québec, nous avons une économie du Nord global profitant de la mondialisation néolibérale, mais aussi une économie fondée sur des logiques extractivistes semblables à celles des pays du Sud. L'exploitation extractiviste est un pilier central du capitalisme et du colonialisme: sans elle, ces systèmes vacillent. La matérialité des infrastructures extractivistes (leur omniprésence sur le territoire et la vulnérabilité de leurs chaînes logistiques) constitue une opportunité d'intervention radicale tant locale qu'internationale. Cette réalité particulière nous permet d'envisager le mouvement écologiste local comme une force pouvant provoquer des pertes financières critiques à l'existence de plusieurs corporations industrielles mondialisées.

En s'assumant pleinement, un tel front écologiste pourrait alors devenir l'une des forces majeures pour déstabiliser les pouvoirs économiques dominants et désamorcer les crises. Dans cette perspective,

lutter contre l'accaparement des terres, en soutien au mouvement *Land Back*, ne relève pas seulement d'un objectif moral, mais représente une stratégie de lutte clé. Opposer à l'économie de marché une résistance matérielle et symbolique, tout en bâtissant des alternatives pour habiter et vivre autrement le territoire. L'écologisme comme force politique peut incarner un souffle régénérateur, ravivant les flammes d'un mouvement radical et ouvrant la voie à des utopies réelles. **am**

* L'auteur, diplômé en science politique, est étudiant à la maîtrise en sciences de l'environnement à l'UQAM, militant dans les milieux écologistes anticapitalistes et chargé de la mobilisation jeunesse au Front commun pour la transition énergétique.

Illustration : Élisabeth Doyon

1. Ce texte se concentre sur l'écologisme et l'environnementalisme en Occident, soit dans les pays colonisateurs ou profitant du colonialisme. Il serait faux de prétendre que l'hypothèse et la lecture écologistes proposées dans ce texte s'appliquent aux Suds, surtout lorsque l'on considère les logiques coloniales et impérialistes de centre-périphérie centrales aux crises écologiques.

2. Renvoie au mythe de la corne d'abondance, ici cela signifie une croyance en des ressources illimitées et en des innovations permanentes pour résoudre l'ensemble des problèmes rencontrés par l'humanité.

3. Voir Robineau C. *Pour une sociologie des écologistes radicaux. Quelques éléments programmatiques*. e-cadernos CES [Internet]. 15 déc 2020;(34).

4. Ces modalités d'action sont nouvelles dans le mouvement écologiste contemporain et occidental, mais pas dans l'histoire de toutes les luttes.



FEUX EN CALIFORNIE

UNE RECETTE BIEN HUMAINE DU DÉSASTRE

Jade Almeida

Les mêmes flammes qui dévastent les maisons des puissants de Californie sont celles que l'État américain a allumées dans la destruction de Gaza. Un lien saisissant entre écocide et génocide, où la violence envers l'humain se conjugue à la violence envers la terre.

La Californie brûle. Le mardi 7 janvier 2025, le *Palisades Fire* érupte dans le quartier huppé de *Pacific Palisades*. Le même jour, deux autres incendies majeurs éclatent : l'*Eaton Fire* et le *Hurst Fire*. Le 9 janvier 2025, les pompiers californiens annoncent avoir épuisé les réserves d'eau. Le 10 janvier 2025, *The New York Times* déclare que les incendies de

Palisades et *Eaton* font désormais partie des cinq feux les plus destructeurs de l'histoire de l'État. Le 11 janvier 2025, plus de 14 000 hectares de terrains ont brûlé, 150 000 personnes ont été évacuées, 11 ont été tuées, 13 sont portées disparues et, à l'heure où sont écrites ces lignes, les incendies ne sont toujours pas sous contrôle. Pourtant, face à cette apocalypse en cours, la scène médiatique semble plus préoccupée par les maisons de luxe englouties par les flammes que par les conséquences sociales, politiques et écologiques du désastre.

Les images qui circulent sur les réseaux sociaux sont dignes des pires films catastrophes : des forêts rougeoyantes, des structures qui s'effondrent, des maisons engouffrées dans les flammes, la silhouette de pompiers ou de citoyen·nes, plongé·es dans le noir, la cendre qui voltige sous fond de la décadence financière que représente Los Angeles. Justice poétique ou simple ironie de l'histoire ?

QUAND LES PLUS VULNÉRABLES BRÛLENT EN PREMIER

Dans cette guerre contre le feu, une main-d'œuvre invisible dans la narration dominante lutte dans des conditions extrêmes : les prisonnier·ères. Depuis 1915, la Californie fait appel aux détenu·es pour combattre les incendies, une pratique controversée qui semble se perpétuer malgré

les critiques. Les prisonnier·ères, bien souvent payé·es à peine un dollar de l'heure, risquent leur vie pour éteindre les flammes. Un rapport de 2018¹ a révélé que ces travailleur·euses étaient quatre fois plus susceptibles de se blesser que les professionnel·les. Le système carcéral californien s'illustre ainsi une fois de plus comme une machine d'exploitation, dans laquelle le corps des détenu·es devient une ressource sacrificielle pour la gestion des urgences.

Même lorsque ce sont les pompier·ères professionnel·les qui sont mobilisé·es, la réalité du financement et de la gestion de ces services reste nébuleuse. Karen Bass, la mairesse de Los Angeles, est critiquée pour avoir effectué des coupes budgétaires dans les services de lutte contre les incendies, au profit de la police. Si des annonces récentes suggèrent une augmentation des salaires pour les pompier·ères, l'indignation reste vive. Le vrai problème, c'est la manière dont l'État gère sa propre sécurité. Dans une Californie où l'industrie de la tech, les studios d'Hollywood et les résidences de luxe prospèrent, il est clair que les ressources publiques ne sont pas allouées en priorité pour protéger la vie des plus vulnérables et l'environnement californien.

L'impact des incendies ne se limite pas à la destruction de maisons ou d'espaces naturels. Les feux, à l'instar de ce que l'on observe dans de nombreuses crises environnementales, exacerbent les inégalités sociales. Les communautés marginalisées, souvent les plus pauvres et les plus exposées, sont les premières à être touchées.



Illustration : Ramon Vitesse

Les quartiers où vivent les minorités raciales, les familles immigrantes et les populations précaires se trouvent généralement dans les zones les plus vulnérables aux incendies, en raison de politiques foncières et de logement discriminatoires. Des compagnies d'assurance commencent déjà à annoncer qu'elles ne couvriront pas les pertes liées aux incendies. Et dans une scène d'horreur encore plus perverse, certains discours abjects tentent de faire porter la responsabilité des feux aux personnes sans-abri, comme si la violence des flammes était le résultat d'un quelconque choix personnel.

Le véritable coût de ces incendies va bien au-delà des chiffres liés à la reconstruction. Il s'agit de la dégradation de la qualité de vie des populations locales, de la contamination de l'eau, de la perte de terres agricoles cruciales et du risque de glissements de terrain. Historiquement, les peuples autochtones de Californie avaient une approche profondément respectueuse et intégrée de la gestion des feux. Loin d'être associé au désastre, le feu faisait partie de leur relation stable et durable avec la terre. Ces communautés utilisaient des feux contrôlés pour gérer les écosystèmes, prévenir les incendies incontrôlables, et favoriser la régénération des sols et de la végétation. Cette pratique, qui faisait partie d'une gestion holistique de l'environnement, a été systématiquement réprimée par les autorités coloniales, qui ont imposé des politiques d'extraction et de destruction des terres. Aujourd'hui, alors que les incendies ravagent à nouveau la Californie, ce sont ces mêmes terres ancestrales, déjà maltraitées par des siècles de colonisation, qui sont détruites. Les conditions climatiques extrêmes, produites et renforcées par les choix politiques et économiques des États-Unis, rendent ces événements inévitables.

DU FEU DE GAZA À CELUI DE LOS ANGELES : UN RETOUR DE BÂTON TRISTEMENT POÉTIQUE

Difficile de ne pas voir un lien saisissant entre les incendies qui ravagent Los Angeles et le rôle des États-Unis dans le soutien financier, politique et militaire du


génocide en Palestine. La scène est presque trop parfaite dans son ironie tragique: ces flammes qu'on a vues pendant plus d'un an dévorer des tentes de réfugié-es, dévorent avec la même intensité des maisons estimées à des millions de dollars, propriétés de célébrités ayant ouvertement soutenu l'injustifiable destruction de la population palestinienne.

Les États-Unis, ce pays qui verse des milliards de dollars en bombes sur Gaza, est aussi celui dont les terres brûlent aujourd'hui sous les effets d'une crise écologique dont ils sont lourdement responsables. Car un génocide, ce n'est pas seulement la destruction d'êtres humains, c'est aussi un écocide², un massacre de la nature et un pillage des ressources naturelles qui impacte toute l'humanité. Les bombes larguées sur Gaza ont non seulement dévasté la vie des Palestinien·nes, mais elles ont aussi un impact profond sur l'environnement, sur l'air, sur l'eau et sur la terre. Tout comme le déracinement systématique des oliviers, c'est une violence écologique et symbolique qui s'inscrit dans une logique de colonisation, où la terre, la nature et les racines sont utilisées comme armes pour maintenir l'occupation. La crise écologique mondiale, alimentée par des politiques impérialistes et des industries extractivistes, fait aujourd'hui face à une nouvelle forme de violence: les incendies ravageurs qui frappent le cœur même de l'Empire. Les flammes en Californie ne sont que l'extension d'un désastre global, où l'exploitation humaine et la dégradation écologique se croisent pour mener à une violence sans fin.

QUE L'EMPIRE BRÛLE

La Californie, tout comme les États-Unis, se trouve aujourd'hui à la croisée des chemins. Un gouvernement obsédé par la militarisation et la répression ne peut que mener à un monde qui brûle. L'écocide, la militarisation et l'exploitation des ressources ne sont pas des concepts abstraits – ce sont des réalités qui se manifestent brutalement, ici et maintenant.

Les puissant·es de ce monde se croient-ils à l'abri, enfermé·es dans des bulles d'argent et d'isolement, à tel point

que l'horreur commise ailleurs, dans les ruines de Gaza, ne viendrait jamais les rattraper chez eux? Croient-ils vraiment que l'écocide continu, la militarisation, le pillage des ressources naturelles et l'exploitation systématique des plus pauvres d'entre nous peuvent se dérouler sans conséquences? Comme si ces incendies n'étaient qu'une simple malchance, un événement sans rapport avec l'injustice mondiale et la crise climatique qu'ils ont contribué à nourrir. Ces feux n'épargneront ni leurs villes, ni leurs quartiers de luxe. Si la symbolique reste forte de voir le monde des puissant·es brûler, il nous reste à nous organiser afin qu'iels ne nous emportent pas dans les flammes. Car ce sont les plus opprimé·es, celles et ceux qui ont vu leur existence réduite à néant par ce système, qui seront à nouveau laissés·es dans les cendres. Il nous faut profiter de ce chaos, non pour repartir dans la même logique, mais pour imposer une réorganisation radicale. C'est dans les ruines du vieux monde qu'il nous faudra construire le nôtre. 

1. Vesoulis, A. (2018, 16 novembre) « Inmates Fighting California Wildfires Are More Likely to Get Hurt, Records Show ». *Time*. time.com/5457637/inmate-firefighters-injuries-death/

2. L'écocide désigne la destruction massive et délibérée de l'environnement naturel, souvent dans le but de réaliser des objectifs politiques, économiques ou militaires. Il s'agit d'un acte de dévastation écologique qui entraîne des dommages graves, irréversibles et à grande échelle sur les écosystèmes, la biodiversité, les sols, l'eau et l'air, affectant directement la santé et la survie des populations humaines et animales.



Photo : wwwuppertal (CC BY 2.0)

ENTREVUE

PAS DE PROFIT SUR LA MALADIE !

Avec Réjean Leclerc, président de la Fédération de la santé et des services sociaux (FSSS-CSN)
Propos recueillis par Isabelle Bouchard ◀

Le 23 novembre dernier, la CSN réunissait plus de 4 000 personnes au Colisée Vidéotron de Trois-Rivières pour un réseau de la santé et des services sociaux vraiment public en opposition au sombre avenir que nous préparent le gouvernement et le privé. *À bâbord!* est allé à leur rencontre.

À bâbord! : Qu'est-ce que la FSSS? Comment se fait-il que la lutte au maintien d'un réseau de la santé et des services publics soit chapeauté par la CSN? Est-ce un défi important de mobiliser l'ensemble des membres de la CSN sur un enjeu plus propre à la Fédération de la santé?

Réjean Leclerc : La FSSS est l'une des 8 fédérations affiliées à la CSN. Nous représentons près de 145 000 membres sur les quelques 330 000 de la CSN. D'abord initiée par la FSSS, la lutte s'est déployée dans toute la CSN parce que nous avons décidé d'en faire une priorité en instance confédérale (toutes les fédérations de la CSN ainsi que les conseils fédéraux) et ce, compte tenu des enjeux tant au niveau des membres que de la population.

De manière générale, il y a toujours un défi à mobiliser les membres et ce, pour toutes sortes de raisons. Cela étant, la CSN n'hésite pas à mettre les moyens pour atteindre les objectifs fixés dans le cadre

du mandat de priorisation voté en instance confédérale. Tous les membres de la CSN répondent présents. Il en va de la survie du modèle québécois de la santé et des services sociaux qui repose sur les valeurs de démocratie, de décentralisation, de déprivatisation, et d'action sur les déterminants de la santé. En plus de 100 ans d'histoire, la CSN ne craint pas de relever les défis de cette nature!

AB! : En quoi le recours au privé en matière de santé et de services sociaux est-il responsable de la crise actuelle?

R. L. : D'abord, les coûts explosent à cause du lien de dépendance du gouvernement face à des fournisseurs privés qui ne cherchent qu'à maximiser leur profit. On l'a notamment vu avec les agences de main d'œuvre indépendantes. D'ailleurs, en contexte d'austérité, pourquoi le gouvernement ne cherche-t-il pas à récupérer de l'argent payé en trop auprès des fournisseurs privés au lieu de couper dans le

secteur public, fragilisant ainsi dangereusement ce dernier? Ensuite, il ne revient pas au privé de déterminer l'organisation des services et des soins à la population. La qualité des services se détériore parce qu'elle est axée sur une logique de commercialisation de la maladie. Les ordres professionnels se plaignent d'ailleurs du peu de contrôle qu'ils ont sur ces fournisseurs au regard de la qualité des soins et des services. C'est une crise qui perdure, faut-il le rappeler!

AB! : Dans le discours commun, la pratique en privé est vue comme une soupape à un réseau public qui en arrache. Vous prétendez le contraire. Comment expliquer ce renversement du discours?

R. L. : Depuis aussi longtemps que je me souviens, la FSSS et la CSN luttent toujours contre la privatisation des services publics. Nous sommes constant-es à ce chapitre et ce, depuis le début. C'est au

Québec où le privé se développe le plus au Canada. Or, selon plusieurs études, le privé ne rend pas le réseau plus efficace. Les temps d'attente ne diminuent pas, et mettent à mal l'accessibilité pour le monde ordinaire. Prétendre que le privé agit en complémentarité avec le public est une espèce d'insulte intellectuelle. Le privé vient plutôt vampiriser les ressources financières et humaines du secteur public. Il n'y a aucune saine concurrence en pareilles circonstances. On le voit avec l'exode des médecins et autres professionnel·les vers le privé. Les réformes du gouvernement ne visent pas l'efficacité du réseau public mais son affaiblissement et sa douce privatisation à l'américaine avec les conséquences tragiques que l'on connaît et qui vont s'exacerber.

Dans un moment de lucidité, s'il en est un, le ministre Dubé exprimait en novembre dernier vouloir sevrer le réseau de la santé du recours au privé. Nous sommes bien d'accord avec lui! Malheureusement, on lui a certainement recommandé de se rétracter. Aussi bon communicateur puisse-t-il être, il est peu probable, de mon point de vue, qu'il se soit fourvoyé dans son commentaire initial. Je crois qu'il exprimait le fond de sa pensée avant de se rétracter publiquement.

AB ! : À votre avis et selon celui de vos membres, quels sont les trois principaux problèmes qui caractérisent la gestion du réseau public de la santé et des services sociaux ?

R. L. : Premièrement, les réformes néolibérales et centralisatrices qui se succèdent ont des effets délétères pour le réseau parce qu'elles ne reposent pas sur des données probantes, ni sur l'expérience de terrain du personnel. Ce faisant, le gouvernement se donne une fausse légitimité en ayant tous les pouvoirs à l'Assemblée nationale mais sans le vote populaire et majoritaire qui vient avec (ex. : 90 sièges pour la CAQ en 2022 avec seulement 41% des votes populaires). Autrement dit, ces réformes autoritaires se font sans débat, ni négociation avec les principaux concernés que sont la population et le personnel.

Deuxièmement, nous identifions le manque de courage des gouvernements pour endiguer l'évasion fiscale et faire en sorte que la fiscalité favorise la juste contribution des mieux nantis (entreprises et individus) afin de réduire les inégalités sociales à travers un réseau de santé et services sociaux public, gratuit, accessible et universel. Le désengagement constant du gouvernement concernant le maintien du réseau public est aussi un problème. En effet, il laisse de plus en plus de place au privé (augmentation du financement de 52,6% au privé en 40 ans), avec les conséquences que l'on connaît aujourd'hui.

AB ! : Quelles sont les principales solutions mises de l'avant dans votre campagne ?

R. L. : Nos revendications sont les suivantes: mettre fin à l'exode des médecins vers le secteur privé, cesser d'octroyer des permis de cliniques privées à but lucratif et décréter un moratoire sur tous les projets de privatisation du travail et des tâches effectuées par le personnel du réseau public.

Nous nous en remettons aux solutions énoncées par l'IRIS dans leur publication *Remèdes pour révolutionner le système de santé au Québec*, et qui consistent en six éléments. Créer 400 pôles sociaux pour le contact entre le réseau et la population est le premier. Puis, viser une répartition 50-50 pour les dépenses en santé et en services sociaux (50% préventif et 50% curatif). Doubler urgemment les investissements dans quatre domaines prioritaires que sont la santé mentale, la santé publique, les services à domicile, ainsi que le secteur communautaire. On souhaiterait aussi ajouter 100 000 personnes aux effectifs du réseau public. Il va de soi que pour nous, il faut déprivatiser les services de santé et les services sociaux car il est inacceptable de faire des profits sur la maladie. Finalement, il nous semble intéressant de démedicaliser le réseau notamment en salariant les médecins et en réduisant leur rémunération.

AB ! : Quelles sont les suites de cette mobilisation? Peut-on imaginer une grève pour la santé ?

R. L. : Compte tenu du privé qui vampirise les ressources, encouragé par un ministre de la Santé et une PDG de Santé Québec pro-privatisation, l'amélioration du réseau public passe par de meilleures solutions fiscales pour une meilleure justice sociale. On ne peut plus tolérer l'attitude gouvernementale complaisante face à l'échappement fiscal alors que certain·es de nos concitoyen·nes meurent dans nos rues, faute de soins et de services. Le droit en santé n'étant pas pleinement affirmé, les gouvernements poursuivront leur austérité à l'égard du plus important poste budgétaire au Québec. Le régime parlementaire actuel centralise trop le pouvoir dans les mains de bien peu de personnes qui nous imposent leur vision néolibérale, générant ainsi de plus en plus d'injustices. Forte de ce constat, parions que la mobilisation citoyenne prendra de l'ampleur dans un horizon plus ou moins rapproché. Mais est-ce que cela va converger jusqu'à une grève pour sauvegarder le réseau public? L'avenir nous le dira bien assez tôt.





Photo : wwwuppertal (CC BY 2.0)

PETIT ÉLOGE DE LA BRAVOURE

Kharoll-Ann Souffrant

Le courage ne se trouve pas seulement dans les coups d'éclat au téléjournal du soir. Il s'incarne aussi dans les petits gestes de droiture du quotidien à l'abri des regards.

Dans son récent essai, *Les engagements ordinaires – Lutter de mères en filles*, l'auteure Mélikah Abdelmoumen rend hommage aux combattantes qui travaillent loin des projecteurs, ces femmes ignorées des manuels d'histoire: «Dans l'ombre des grandes figures de proue du militantisme, il y a une foule de *nobodies* œuvrant sur le terrain, des gens ordinaires pour qui prendre la parole dans l'espace public ne fait même pas partie du champ des possibles (tout le monde n'a pas accès à une tribune). Plus encore, pour cette majorité silencieuse, ce ne sont généralement pas les grands principes et les grandes idées qui ont propulsé l'engagement, mais

quelque chose de beaucoup plus terre à terre» (p. 18).

Une perspective faisant écho à celle de Rosalind Hampton et Désirée Rochat¹ dans un récent texte portant sur le leadership des femmes noires à Montréal: «Les définitions étroites de l'activisme, du leadership et de la politique tendent à négliger l'organisation sociale et politique quotidienne des femmes et à délimiter la sphère politique présumée. Les féministes noires ont remis en question les constructions patriarcales de l'activisme et du leadership, qui privilégient notamment la confrontation directe avec les autorités, les porte-paroles masculins

charismatiques et très en vue, et l'engagement politique par le biais d'institutions reconnues et validées par l'État» (p. 150, traduction libre).

Quand on parle de la bravoure et d'engagement politique, ce sont les coups d'éclat, les manifestations, les casseroles et les prises de parole assumées dans les médias qui sont généralement reconnues et célébrées. Personne ne parle du courage du quotidien, celui de personnes qui peinent à mettre un pas devant l'autre. Ces personnes qui tentent de passer au travers de chaque journée, chaque heure, chaque minute sans que quiconque ne vienne les ovationner.

MÉDAILLER LES MÈRES

J'ai toujours eu un sentiment ambivalent face aux médailles de bravoure que plusieurs États et gouvernements décernent pour ces individus qui osent se mettre à risque pour le bien commun. Or, dans une situation de danger absolu, il a été maintes fois démontré qu'on ne contrôle pas sa réaction instinctive. Il ne s'agit pas d'une question de volonté, mais plutôt de survie. *Fight, flight or freeze*. Combien de victimes de violences sexuelles s'en veulent d'avoir figé alors que c'est ce qui se produit dans la majorité des cas d'agressions sexuelles?

Dans son essai *La puissance des mères*, la politologue et militante écologiste, féministe et antiraciste franco-marocaine Fatima Ouassak propose de concevoir les mères d'enfants des quartiers populaires comme des actrices politiques révolutionnaires. Elle qui dénonce le processus de «désenfantisation» que subissent les enfants racisés, elle nous rappelle que la parentalité – et en l'occurrence ici, la maternité – est une forme d'engagement politique en bonne et due forme face à une société oppressante envers la prunelle de leurs yeux.

ESPACES SÉCURITAIRES ET ESPACES DE COURAGE


Chaque fois que j'enseigne, je dis à mes étudiant·es de manière très sincère que je ne crois pas aux espaces dits sécuritaires. Ma longue expérience au sein des mouvements sociaux m'a appris à la dure que les rapports de pouvoir et la violence existent même dans les espaces les plus «progressistes». Parler d'espaces sécuritaires est même souvent pris à la blague pour plusieurs militantes de longue date qui n'auront aucune gêne à dire que les espaces les plus oppressants psychologiquement étaient des espaces qui affirmaient être sécuritaires³. Très souvent, je fais lire en début de session ce billet de blogue⁴ d'Élise Ahenkorah intitulé «*Safe and Brave Spaces Don't Work (and What You Can Do Instead)*» dans lequel elle déplore également le concept d'espaces de courage. Un espace de courage place la responsabilité sur les personnes marginalisées de faire preuve de courage en partageant des expériences intimes, douloureuses et personnelles

pour éduquer autrui sans prendre en compte à quel point il peut être difficile et insécurisant de faire preuve d'une telle vulnérabilité. Elle affirme que le simple fait d'exister en tant que femme noire et queer est la forme de courage la plus absolue. Ahenkorah parle plutôt de mettre en place des espaces d'imputabilité faisant écho au concept de *safer space*. On peut «tendre vers» mais croire que l'on est à l'abri d'exercer de la violence et de reproduire des rapports de domination, des abus de pouvoir, de la domination et de la violence parce que nous serions «du bon côté de l'histoire» est naïf voire malhonnête.

LE COURAGE DE L'HUMILITÉ

Mes expériences au sein du milieu communautaire et institutionnel à titre de travailleuse sociale et d'intervenante m'ont appris une chose précieuse: l'humilité par rapport à ce que l'on pense savoir. Trop souvent, ce que les gens qualifient «d'intégrité politique» relève plutôt de l'arrogance intellectuelle. Avoir travaillé avec autant de personnes avec des parcours et des expériences de vie variées et multiples m'a appris à me décentrer de mes propres convictions pour voir l'autre, avec une véritable curiosité. En sciences sociales et en matière d'équité, il n'y a rien de plus dangereux qu'une rigidité dans nos convictions, surtout lorsque l'on ne vit pas soi-même les oppressions que nous sommes en train d'aborder. L'humilité n'est pas à confondre avec la modestie que l'on prescrit souvent aux femmes. L'humilité peut être vertueuse, gracieuse et assumée tout à la fois. Un mélange d'équilibre entre un amour-propre et une ouverture à apprendre. Il n'est pas suffisant de lire des livres sur des enjeux d'équité ou d'enseigner sur ces thématiques. Le savoir expérientiel (le nôtre et celui des autres) est ce qui permet de développer cette posture d'humilité.

À la fin décembre 2024, j'ai été invitée pour ouvrir la 75^e édition du Parlement jeunesse du Québec à titre de lieutenant-gouverneure. Mon discours a tourné autour du pouvoir du langage, de la parole et des mots pour promouvoir des valeurs telles que le respect, la dignité, la liberté et la

justice. Dès les premières minutes de mon allocution, je me suis surprise moi-même en ayant les larmes aux yeux au moment où je remerciais les jeunes pour leur soutien et leur solidarité. Je le dis et je pense: la seule et unique raison pour laquelle j'existe dans cette province est grâce à la jeunesse québécoise. Iels ont été celles et ceux qui ont amplifié ma voix et qui m'ont ouvert des portes. Iels ont permis que mon travail et mes prises de parole des vingt dernières années ne soient pas effacées à l'instar de nombreuses femmes noires dans l'histoire du Québec. Tout vient à point à qui sait atteindre et j'ai confiance en cette génération, celle qui sera bientôt aux commandes et avec laquelle je marche. Après mon allocution, la première ministre de la simulation et première femme noire à occuper ce rôle en 75 ans du Parlement jeunesse, Attou Mamat, a livré un discours poignant sur le courage dans la vulnérabilité. La capacité à se remettre en question, à confronter nos idées à celles des autres. En écoutant ses mots, ma gêne d'avoir eu les larmes aux yeux s'est dissipée. Le courage est probablement la capacité à se présenter telles que nous sommes vraiment, dans tous nos travers et avec toutes nos forces, dans un monde qui est hostile à notre simple existence. 

1. hampton, rosalind, & Roach, D. (2019). «To Commit and to Lead : Black Women Organizing across Communities in Montreal». Dans T. Kitossa, E. S. Lawson, & P. S. S. Howard (Éds.), *African Canadian Leadership : Continuity, Transition, and Transformation* (p. 149-169). University of Toronto Press.

2. L'autrice utilise ce terme, à l'instar du concept d'adultification, pour parler du fait que la société et ses institutions retirent souvent le droit à l'innocence aux enfants racisés.

3. Almeida, J., & Lopez, M. (2022). «Milieux de travail féministes : «safe space» pour les femmes noires?» Dans C. Kuptsch & É. Charest (Éds.), *Le futur de la diversité* (p. 189-204). Presses de l'Université du Québec/International Labour Organization.

4. Ahenkorah, E. (2020, septembre 21). «Safe and Brave Spaces Don't Work (and What You Can Do Instead)». *Medium*. En ligne: medium.com/@elise.k.ahen/safe-and-brave-spaces-dont-work-and-what-you-can-do-instead-f265aa339aff

ENTREVUE

DOSSIER NOIR DE L'ASSURANCE-CHÔMAGE 2024-2025

Avec Roxane Bélisle, co-coordonnatrice du Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE)
Propos recueillis par Isabelle Bouchard ◀

Le 29 octobre dernier avait lieu le lancement du Dossier noir de l'assurance-chômage 2024-2025, organisé par le Mouvement autonome et solidaire des sans-emploi (MASSE). Quels sont les principaux faits saillants de ce dossier ?

À bâbord !: Pouvez-vous nous présenter les origines et la mission du MASSE ?

Roxane Bélisle : Le MASSE c'est un regroupement national qui rassemble 17 organismes de défense des droits des chômeurs et des chômeuses au Québec et au Nouveau-Brunswick. On a fêté cette année les 25 ans du regroupement ! C'est donc depuis 1999, après une série de réformes dévastatrices pour le régime d'assurance-chômage, que le MASSE et ses groupes membres luttent pour la mise en place d'un régime d'assurance-chômage accessible, juste, universel et non discriminatoire. On a d'ailleurs choisi de continuer d'appeler ça de l'assurance-chômage, plutôt que d'utiliser le terme assurance-emploi, dont l'utilisation marque la transformation idéologique d'un régime de protection sociale vers un système de régulation de la main-d'œuvre.



AB !: Quelle a été votre démarche et votre méthode pour rédiger ce dossier ?

R. B. : Pour rédiger le dossier, on a commencé par sonder nos groupes membres, qui sont sur le terrain et font face, toutes les semaines, à des histoires d'horreur. Quels sont les principaux problèmes rencontrés par les chômeurs et les chômeuses ? Qu'est-ce qui, dans la loi ou dans le traitement de leurs dossiers, les empêche d'avoir accès à l'assurance-chômage ? À quels préjugés ou à quelles formes de discriminations sont-ils et elles confronté-es ? On a recueilli plusieurs témoignages, puis on les a triés par thématiques et on les a anonymisés.

Ce qui se dégage de ces témoignages, c'est un programme d'assurance-chômage obsolète qui n'arrive pas à jouer convenablement son rôle de protection sociale en cas de perte d'emploi et une interface de service qui ne peut pas répondre adéquatement aux requêtes des prestataires. Au contraire, ce sont trop souvent les personnes les plus vulnérables qui sont laissées de côté par le régime et le programme contribue davantage à creuser les inégalités sociales qu'à les atténuer.

AB !: Ce dossier noir de l'assurance-chômage conclut aussi qu'en 2025, l'assurance-chômage est encore sexiste. En quoi exactement et comment y remédier ?

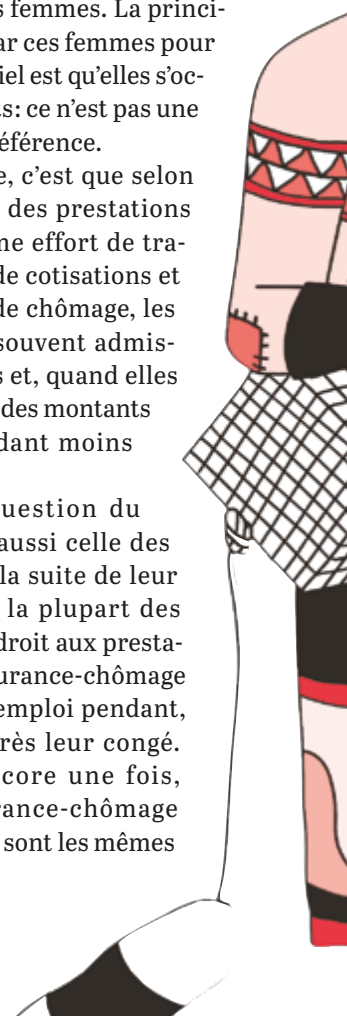
R. B. : Avant 1996, l'admissibilité à l'assurance-chômage se basait sur le nombre de semaines travaillées. Il fallait avoir entre 12 et 20 semaines pour se qualifier,

autrement dit, entre 180 et 300 heures de travail. Actuellement, l'admissibilité se base sur le nombre d'heures travaillées et le taux de chômage de votre région.

À première vue, l'admissibilité basée sur les heures travaillées semble neutre, elle s'applique autant aux hommes qu'aux femmes. Toutefois, pour les personnes travaillant à temps partiel, obtenir le nombre d'heures exigées est beaucoup plus long qu'avant et parfois même impossible. Or, environ 75 % des personnes travaillant à temps partiel sont des femmes. La principale raison évoquée par ces femmes pour travailler à temps partiel est qu'elles s'occupent de leurs enfants: ce n'est pas une simple question de préférence.

Ce qu'on constate, c'est que selon la méthode de calcul des prestations actuelle, pour le même effort de travail, le même niveau de cotisations et une même situation de chômage, les femmes sont moins souvent admissibles aux prestations et, quand elles le sont, elles reçoivent des montants moins élevés et pendant moins longtemps.

Au-delà de la question du temps partiel, il y a aussi celle des congés parentaux. À la suite de leur congé de maternité, la plupart des femmes n'auront pas droit aux prestations régulières d'assurance-chômage si elles perdent leur emploi pendant, ou peu de temps, après leur congé. À première vue, encore une fois, ces règles de l'assurance-chômage paraissent neutres: ce sont les mêmes



pour tout le monde. Ce sont toutefois en très grande majorité les femmes qui s'absentent du travail après la naissance d'un enfant. Au Québec, les mères prennent en moyenne 45,2 semaines de prestations du RQAP, comparativement à 6,7 semaines en moyenne pour les pères. Ces derniers, s'ils se retrouvent sans emploi, seront donc admissibles au chômage, loin d'avoir plafonné le maximum de 50 semaines.

Pour les travailleuses de l'industrie saisonnière, s'absenter du travail en raison d'une grossesse peut avoir de lourdes conséquences financières. Certaines femmes doivent prévoir leur grossesse en fonction des saisons pour ne pas perdre leurs prestations régulières, ce qui est préoccupant.

AB! : Quand on pense à l'assurance-chômage, on pense à de longs délais de traitement. Est-ce encore le cas? Comment cela s'incarne dans la réalité des personnes en situation de chômage?

R. B. : Les chômeurs et les chômeuses sont en effet encore confronté-es à d'importants délais dans le traitement de leurs demandes. Il suffit parfois d'un petit détail qui sort de l'ordinaire, d'une erreur dans le dossier, ou parfois d'aucune raison apparente, pour qu'une demande d'assurance-chômage soit mise sur la glace et prenne plusieurs semaines, voire plusieurs mois, avant d'être traitée. Pendant l'attente, ce sont des prestataires qui se retrouvent sans aucun revenu, avec des factures qui continuent toutefois de s'accumuler.



Au MASSE, on considère que les délais de traitement à l'assurance-chômage ne sont pas un simple accroc chez Service Canada, ou uniquement un enjeu de service ou de bureaucratie, mais plutôt un symptôme criant des défaillances du système. La *Loi sur l'assurance-emploi* est excessivement compliquée. On croit qu'une simplification de la loi et des conditions d'admissibilité au régime pourrait régler une panoplie de problèmes, autant au niveau de la discrimination que des délais de traitement. Plutôt que d'ajouter des exceptions et de complexifier le régime encore davantage, nous proposons de le simplifier en établissant un critère d'admissibilité unique à 350h.

AB! : Selon vous, la loi de l'assurance-chômage est-elle discriminatoire? Quels témoignages avez-vous recueillis en ce sens?

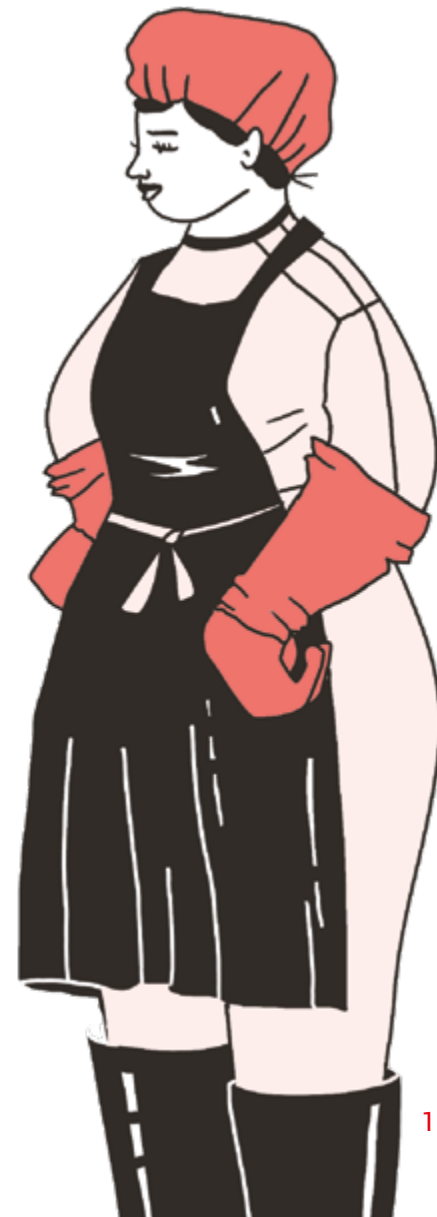
R. B. : Le MASSE dénonce depuis sa création le caractère discriminatoire de la *Loi sur l'assurance-emploi*. Les témoignages du Dossier noir font état de discrimination envers les femmes, mais aussi envers toutes les personnes qui occupent des emplois précaires, à temps partiel, à contrat ou saisonniers. Ce sont souvent des personnes immigrantes, racisées, vulnérables, étudiantes ou âgées qui occupent ces emplois et qui n'arrivent pas à avoir droit à une protection en cas de chômage. Ironiquement, ce sont les personnes qui en auraient le plus besoin qui sont privées de la protection sociale offerte par le régime.

La question de l'assurance-chômage est particulièrement problématique dans les régions dont l'économie repose sur l'industrie saisonnière. Plusieurs travailleurs et travailleuses de ces régions dépendent de l'assurance-chômage pour passer au travers de la basse saison. Le régime n'est pourtant pas adapté à cette réalité. Le nombre de semaines de prestation auxquelles ils et elles ont droit dépend du taux de chômage régional et ils et elles sont à risque de se retrouver chaque année dans le «trou noir» de l'assurance-chômage, une période durant laquelle ils et elles n'ont droit à aucune prestation alors que la saison de travail n'a pas encore recommencé.

AB! : Comment votre dossier a-t-il été reçu par les médias, par vos membres, par le politique?

R. B. : L'assurance-chômage, ce n'est pas toujours un sujet «à la mode», autant pour la classe politique que pour les médias traditionnels. Depuis la pandémie, on parle davantage de pénurie de main-d'œuvre ou de travailleur-euses temporaires et c'est parfois difficile de faire entendre nos revendications. Pourtant, que le taux de chômage soit élevé ou qu'il soit bas, le caractère discriminatoire de la *Loi sur l'assurance-emploi* reste le même. Les situations vécues par les chômeurs et les chômeuses doivent être dénoncées, même en temps de pénurie de main-d'œuvre et même si les élu-es refusent d'en parler. **AB!**

Illustrations : MASSE



ANIMAL LIBERATION FRONT

LA CLEF DE VOÛTE DU *GREEN SCARE* AUX ÉTATS-UNIS

Ève Lynn Smollett, finissante en science politique à l'Université de Moncton

Au début des années 1990, le *Animal Liberation Front* devient un acteur majeur dans la lutte pour les droits des animaux aux États-Unis. Par ses actions de sabotage et de libération d'animaux captifs, le mouvement catalyse le « Green Scare », une série de mesures visant à marginaliser l'extrême gauche.

Apparu dans les années 1970 en Angleterre, le *Animal Liberation Front* (ALF) incarne un militantisme radical pour la libération animalière en cherchant à affaiblir tous ceux qui participent à l'exploitation des animaux. Gagnant en popularité aux États-Unis dès la fin des années 1970, le mouvement s'impose alors comme une des forces d'extrême gauche les plus polarisantes de la cause des droits animaliers.

RACINES ET VISION PHILOSOPHIQUE

Les racines de l'ALF remontent au XIX^e siècle, avec la fondation de la *Royal Society for the Prevention of Cruelty to Animals* (1824) en Grande-Bretagne et de la *American Society for the Prevention of Cruelty to Animals* (1867) aux États-Unis, deux organisations pionnières pour l'avènement de lois contre la cruauté animalière. Des mouvements plus radicaux naissent dans le contexte britannique. Le *Hunt Saboteur Association* (1962) et *Bands of Mercy* (1973), par exemple, font la promotion de la *direct action* comme tactique de lutte pour les droits animaliers. Influencé par une volonté d'adopter des tactiques radicales et par l'ouvrage philosophique précurseur *Animal Liberation* de Peter Singer (1975), Ronnie Lee (ancien membre du *Hunt Saboteur Association*) fonde l'ALF en Grande-Bretagne en 1976. L'ALF gagnera en popularité en Amérique de Nord dès 1977, avant de s'y établir en 1979.

L'ALF est essentiellement un mouvement anarchique mondial consacré à la libération animalière. Sa principale tactique est de causer des désagréments et des



dommages économiques aux personnes et aux entreprises qui participent à l'exploitation des animaux, tout en démontrant le caractère violent de la société industrielle actuelle. La stratégie de l'ALF repose sur quatre éléments: (1) libérer les animaux de la violence et de la misère, (2) infliger des dommages auprès des entreprises et des individus qui profitent de la souffrance et de l'exploitation animalière, (3) jeter la lumière sur les cruautés dissimulées contre les animaux par le moyen d'actions non violentes, et (4) prendre toutes les précautions nécessaires afin d'éviter de faire mal à des animaux ou des individus. Selon l'ALF, les militants anarchistes seraient moralement obligés d'agir, puisque les animaux n'ont pas les moyens de se défendre. Enfin, il s'agit d'un front composé de membres autonomes et anonymes, unis par la cause, pouvant agir au nom de l'ALF à n'importe quel moment.

L'ACTIVISME RADICAL DE L'ALF

Entre 1990 et 2010, l'ALF est devenu l'un des mouvements de défense des droits animaliers les plus célèbres et controversés aux États-Unis. Le FBI estime qu'entre 1990 et 2004, l'ALF et le *Earth Liberation Front* (ELF), un mouvement d'activisme environnemental d'extrême gauche, auraient mené entre 1200 et 1400 actes qualifiés d'«écoterroristes». Selon le FBI, près de 600 actes criminels auraient causé environ 40 millions de dollars en dommages entre 1996 et 2002. Les actions allaient de la libération d'animaux (telle la libération de 10000 visons du Arritola Mink Ranch en Oregon le 30 mai 1997¹), à la destruction totale d'entreprises (on peut citer l'incendie d'un abattoir de chevaux à Redmond, Oregon, le 21 juillet 1997, qui a engendré près d'un milliard de dollars de dommages et a causé la fermeture définitive de l'abattoir²), en passant par la publication de dossiers de laboratoires (telle la publication de dossiers faisant état de sévices envers des primates dans un laboratoire de l'Université de Pennsylvanie en 1984, qui a engendré sa fermeture³). Entre 1995 et 2010, 239 actes criminels et attentats à la bombe ont été attribués à l'ALF et l'ELF, dont 108 spécifiquement à l'ALF⁴. Les cibles incluaient des institutions gouvernementales, tels que des postes de gardes forestiers et des services de police, des entreprises privées de conditionnement de viande, des fermes, des stations de ski, et même le bombardement d'une douzaine de laboratoires de recherches en 2001 afin de

libérer une centaine d'animaux au Centre médical de l'Université de New York.

GREEN SCARE ET MUSÈLEMENT DE L'EXTRÊME GAUCHE

L'ALF a rapidement été dépeint par le gouvernement américain comme une menace intérieure sérieuse. L'intensification de ses actions dans les années 2000, combinées au contexte post 11 septembre, a engendré le *Green Scare* (expression rappelant le *Red Scare* des années 1950). En 2002, le FBI place la lutte contre l'écoterrorisme dans ses priorités absolues dépassant même les suprémacistes blancs et les regroupements anti-avortement.

Le *USA Patriot Act*, promulgué en 2001, va définir le terrorisme comme « l'utilisation illégale [...] de la violence pour contraindre le gouvernement ou la population civile dans le cadre d'un objectif politique et social »⁵. Très vite, les actions de l'ALF vont se retrouver dans le collimateur de l'État américain. Cette priorisation envers l'ALF soulève pourtant des questions. Entre 2002 et 2018, près de 80% des meurtres liés à l'extrémisme aux États-Unis sont liés à des idéologies d'extrême droite, et moins de 3% à des idéologies d'extrême gauche. Aucun de ces meurtres n'émanait de l'ALF, ce dernier n'ayant jamais tué ou blessé d'individus. Le choix de cibler l'ALF reflète donc une redéfinition stratégique de la notion de violence

par l'État américain et de criminalisation des mouvements sociaux.

Adopté en 2006, le *Animal Enterprise Terrorism Act* (AETA) vise alors à caractériser des actions souvent non violentes, comme la libération d'animaux, comme étant « terroristes » et permet de poursuivre les activistes qui nuisent aux entreprises commerciales ou universitaires. Sous l'AETA, toute infraction causant plus de 10 000 \$ en dommages corporels ou économiques devient passible de deux ans d'emprisonnement, et jusqu'à 20 ans si les pertes dépassent d'un million de dollars ou causent des blessures graves. Cette loi, bien que rarement appliquée agit surtout sur le plan symbolique (sur 70 poursuites contre des écologistes radicaux recensées en 2019 par *The Intercept*, seules 18 l'invoquent, souvent pour des libérations d'animaux ou des encouragements au sabotage). En exagérant l'idée d'une menace terroriste, l'État a non seulement protégé l'industrie animalière, mais a également affaibli le militantisme environnemental et animalier en créant un environnement hostile à la gauche radicale.

VERS UN NOUVEL ÉLAN MILITANT ?

Au fil des décennies, l'ALF a incarné un activisme radical pour les droits des animaux, suscitant à la fois l'admiration et la controverse. La législation et la répression mise en place par l'appareil étatique américain, surtout à travers l'AETA, ont cherché à étouffer ses actions. L'ALF a effectivement ralenti ses actions: entre 2011 et 2021, celui-ci a revendiqué seulement 31 des 117 actions attribuées aux militants des droits animaliers. Malgré cela, le mouvement a sensibilisé le public à la question des droits animaliers, et a permis d'alimenter le débat quant à la libération des animaux. En 2022, selon l'institut de sondage YouGov, près de 46% d'Américain-es jugent les lois contre la cruauté animale insuffisantes⁶. Le débat continue de s'étendre, notamment dans les milieux universitaires, où des ouvrages comme *Zoopolis: une théorie politique des droits des animaux* de Sue Donaldson et Will Kymlicka explorent l'octroi de la citoyenneté à certains animaux. Cet éveil témoigne d'une



Visuel: livre *Animal Liberation Front : Complete US Diary of Actions*, p.48 et 26.

sensibilisation croissante, qui pourrait marquer une nouvelle ère pour la libération animalière.

1. Peter Young, *Animal Liberation Front : Complete US Diary of Actions*, Warcry, 2021, p. 62.
2. Peter Young, *op. cit.*, p. 7.
3. Peter Young, *op. cit.*, p. 63.
4. Chermak, Steven M., Joshua Freilich, Celinet Duran, et William S. Parkin. *An Overview of Bombing and Arson Attacks by Environmental and Animal Rights Extremists in the United States, 1995-2010, Final Report to the Resilient Systems Division, Science and Technology Directorate, U.S. Department of Homeland Security*. College Park, MD: START, 2013.
5. Committee on Environment and Public Works, *Eco-Terrorism Specifically Examining The Earth Liberation Front And The Animal Liberation Front*, U.S. Government Publishing Office, One Hundredth Ninth Congress (First Session), États-Unis, 2007. Traduction libre.



Visuel: livre *Animal Liberation Front : Complete US Diary of Actions*, p.48 et 26.

LES LIMITES DE « L'ENTREPRISE CITOYENNE »

Thomas Collombat

Installée depuis 2018 au Québec, la multinationale française Décathlon ne propose pas que du matériel de course à pied, de camping ou de hockey. Elle vend aussi l'idée d'« entreprise citoyenne », engagée pour le développement durable et l'amélioration de la société. Une équipe de chercheur·euses français·es est allée tester cette idée sur le terrain et en révéler les limites.

Karel Yon, chercheur au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), est un des membres de Citindus, l'équipe de recherche s'étant penchée sur le cas de Décathlon. Il est venu en 2024 présenter les résultats de ce projet dans le cadre d'un séminaire du Centre de recherche sur les innovations sociales (CRISES) et nous relatons ici quelques-uns des constats qu'il a partagés.

ÉCONOMIE DE LA VERTU

Il faut tout d'abord comprendre que Décathlon appartient à un empire industriel français, celui de la famille Mulliez (également propriétaire de la chaîne de supermarchés Auchan), ayant de fortes racines dans le catholicisme social. Ce contexte explique la tendance historique du groupe à une certaine forme de bienveillance sociale pouvant à l'occasion tourner au paternalisme à l'égard de ses employé·es. Quand cette tendance en rencontre une autre beaucoup plus récente, celle de la responsabilité sociale des entreprises ou encore de l'« économie de la vertu », elle débouche parfois sur des changements importants dans les entreprises du groupe. Dès le départ, Décathlon déclare ainsi que son mandat est de « démocratiser l'accès au sport » par l'offre de produits abordables. À partir du début des années 2000, Décathlon pose plusieurs gestes afin de se positionner comme « entreprise citoyenne » : adoption d'une charte sociale, lancement d'une fondation, création d'un service de développement durable et même d'un cabinet-conseil interne afin d'appuyer les

initiatives des salarié·es allant dans le sens des valeurs de l'entreprise.

Dans les faits, l'implication des travailleur·euses de Décathlon est une composante majeure de la stratégie de l'entreprise. C'est là que la figure du « bon Décathlonien », l'employé·e modèle qui s'engage dans une multitude d'initiatives en dehors du cadre formel de son travail, mais toujours au nom de l'entreprise, a un impact direct sur les conditions de travail.

ENGAGEMENT SOCIAL OU TRAVAIL GRATUIT ?

Sous couvert de volontariat, la stratégie d'entreprise citoyenne crée en fait des attentes chez la direction pour que les employé·es s'engagent de façon bénévole au-delà des obligations de leur contrat de travail. Ces attentes sont intériorisées au point où, comme en a témoigné une employée interviewée par l'équipe Citindus, la progression dans l'entreprise peut être bloquée pour quelqu'un·e qui ne fait « que son travail ». Ces exigences débouchent bien entendu sur des situations hautement problématiques. On parle ainsi d'une gratuitisation du travail au cours de laquelle les employé·es sont appelé·es à agir de façon bénévole, mais au bénéfice de la stratégie d'entreprise. Cet engagement est souvent obtenu en mobilisant les convictions personnelles des salarié·es, notamment leur attachement au sport et à sa démocratisation. La nature de ces activités les rapproche souvent du *care* et donc des fonctions sociales traditionnellement occupées par les femmes et historiquement dévalorisées sur le plan salarial

au nom de la « vocation » des travailleuses à prendre soin de leur prochain. Il y a donc bien une grille d'analyse féministe à poser sur la stratégie d'« entreprise citoyenne » de Décathlon, qui repose sur le travail gratuit des activités de *care*, même si celles-ci diffèrent de celles plus souvent étudiées dans le domaine de l'éducation, de la santé ou des services sociaux.

Autre limite importante de ce « modèle » : son impact sur la représentation des salarié·es. Malgré son discours de responsabilité sociale, Décathlon n'est pas un environnement particulièrement propice à la vie syndicale. Dans les pays où une représentation salariale est obligatoire, comme en France, l'entreprise encourage certain·es employé·es à occuper les postes de représentant·es du personnel, mais en promouvant une conception de ce rôle comme un relai de la direction et de ses orientations plutôt que comme la voix indépendante des travailleur·euses face à leur employeur. Dans un autre pays où les chercheur·euses de Citindus ont investigué l'activité de Décathlon, le Mexique, la situation est encore pire. L'entreprise y a signé un « contrat de protection » pour installer un syndicat fantoche dans l'entreprise afin d'empêcher la création d'une authentique organisation indépendante et représentative des travailleur·euses. Cette pratique est malheureusement courante au Mexique et dénoncée depuis des années par le Bureau international du travail. La contradiction devient ici évidente : au discours de la responsabilité sociale et citoyenne se heurte le refus d'une organisation autonome et porteuse d'émancipation. S'il doit



Photo : Wikimedia Commons (CC BY 2.0)


y avoir « citoyenneté », elle reste sous le contrôle étroit de l'employeur.

MIRAGES DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Toutefois, ce mouvement n'est pas sans connaître de résistance interne. Étonnamment, celle-ci s'enracine parfois dans les valeurs mêmes de l'entreprise. Des cadres convaincus par le discours de développement durable de Decathlon ont ainsi progressé au sein de ses structures pour finalement la quitter, car ils considéraient que l'entreprise n'allait pas assez loin dans son engagement social et environnemental. De façon similaire, des grèves de salarié·es de Decathlon déclenchées par la Confédération française démocratique du travail (CFDT, habituellement considérée comme plutôt modérée dans le champ syndical français) portaient un discours en phase avec les objectifs de l'entreprise citoyenne, mais en réclamant que les efforts faits en ce sens soient reconnus à leur juste valeur, notamment salariale.

Au final, les chercheur·euses de Citindus offrent un bilan relativement nuancé. Tout en gardant un sain

scepticisme quant aux vertus de la responsabilité sociale des entreprises, ils et elles reconnaissent que dans un cas comme celui de Decathlon, des salarié·es peuvent s'engager de bonne foi dans des activités de développement durable (social comme environnemental) pilotées par leur entreprise et y trouver une forme de satisfaction. De même, le discours de l'entreprise citoyenne ne semble pas être qu'un écran de fumée. En effet, il a conduit à la mise en place de réels processus qui ont donné un certain poids aux enjeux de développement durable dans la structure décisionnelle de l'entreprise. Toutefois, dès

qu'elle est questionnée de façon un peu plus fondamentale, cette logique révèle que les engagements envers le développement durable passeront toujours après la nécessité du profit. Cette hiérarchie s'observe bien au travers de l'étude. De la même façon que les « gourous » de la réorganisation du travail dans les années 1990 prétendaient changer l'entreprise capitaliste par l'*empowerment* des salarié·es, « l'entreprise citoyenne » ne modifie pas les logiques fondamentales de pouvoir dans les milieux de travail, et ne rend certainement pas caduques les luttes des salarié·es. 

POUR EN SAVOIR PLUS

Maxime Quijoux et Karel Yon, « Servir l'entreprise pour mieux défendre les salarié·es ? Les formes plurielles du syndicalisme d'entreprise dans une multinationale d'articles de sports », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 252, n°2, 2024, p. 48-69.

Pierre Rouxel, « La managérialisation de la question sociale dans une multinationale de la distribution sportive », *Les Mondes du travail*, n° 30, 2023, p. 89-101.

Pierre Rouxel et Karel Yon, « Ce qu'une multinationale "citoyenne" fait aux citoyens. La managérialisation d'engagements salariés au Mexique », *Cultures & Conflits*, n° 130, 2023, p. 43-68.

MAX CHANCY, MILITANT ET PÉDAGOGUE SOCIALISTE

Alexis Lafleur-Paiement, membre du collectif Archives Révolutionnaires*

Max Chancy (1928-2002), philosophe et militant socialiste, a consacré sa vie à la défense des droits démocratiques du peuple haïtien, à la construction d'une société égalitaire, ainsi qu'au développement d'une pédagogie émancipatrice. D'abord actif en Haïti, il est forcé à l'exil en 1965, en raison de la dictature de François Duvalier. Il s'installe alors au Québec d'où il organise un réseau de solidarité, tout en participant à la création de la Maison d'Haïti et en s'engageant dans la transformation du système d'éducation québécois. Après la chute de la dictature en 1986, il retrouve son pays qu'il faut dorénavant reconstruire.

Max Chancy est né en 1928 à Jacmel en Haïti, mais a principalement été élevé dans la famille de sa mère à Port-au-Prince¹. Dans ce milieu intellectuel rassemblé autour de l'imprimerie du grand-père, il s'initie rapidement aux idées progressistes. Il est lauréat de la première promotion de l'École normale supérieure d'Haïti en 1947, tout en animant avec quelques ami-es un groupe de réflexion littéraire et sociale, appelé sobrement *NOUS*. C'est aussi l'époque où il se fiance avec Adeline Magloire qui deviendra sa compagne pour la vie. En 1950, grâce à ses excellents résultats, il obtient une bourse pour étudier à Paris, y découvrant le marxisme et les mouvements anti-coloniaux par l'entremise de militant-es français-es et ouest-africain-es. Après trois ans d'études, Chancy rentre en Haïti afin de participer à la construction d'un réseau scolaire laïc et démocratique. Mais le climat social est à l'affrontement entre les élites conservatrices et un mouvement populaire qui désire instaurer un état social. Dans ce contexte, le régime autoritaire de Paul Magloire (1950-1956) entrave les efforts des progressistes. Chancy profite donc d'une nouvelle bourse pour compléter un doctorat en philosophie à l'Université de Mayence (Allemagne).

LUTTER CONTRE LA DICTATURE, MALGRÉ LA PRISON ET L'EXIL

À son deuxième retour au pays, Max Chancy découvre un climat encore plus délétère, marqué par l'imposition de la dictature de Duvalier père (1957-1971). «Le choc fut



Élisabeth Philibert, Adeline Magloire Chancy et Max Chancy, 1980. Photo : Archives d'Adeline Magloire Chancy

brutal, nous avons compris d'un coup la répression sauvage, le traitement fait aux opposants, la milice des *tontons macoutes* en action.²» Max Chancy s'implique alors à tous les niveaux pour lutter contre le gouvernement. En plus de ses activités syndicales, il rejoint le noyau clandestin du Parti populaire de libération nationale (PPLN). Cette organisation marxiste-léniniste, fondée en 1954, s'inspire des différentes luttes révolutionnaires en cours ou victorieuses (comme à Cuba) pour lancer des opérations de déstabilisation du régime duvaliériste. Dès 1959, son action militante entraîne son licenciement de l'enseignement public, bien que son engagement révolutionnaire demeure secret. Privé de revenus, Chancy survit grâce à des contrats de tutorat,

mais consacre le plus clair de son temps à l'organisation politique. Il contribue à la grève étudiante de 1960 et anime, à partir de 1962, le journal illégal *Haïti demain*, organe du PPLN. Adeline Magloire Chancy, pour sa part, participe au comité révolutionnaire *Femme patriote*. Tous deux travaillent aussi, avec des camarades de plusieurs groupes, à mettre sur pied un front démocratique unifié. L'arrestation de Max Chancy, en octobre 1963, interrompt le projet.

Après plusieurs mois d'incarcération et de torture, Chancy est relâché, mais sa liberté est relative puisqu'il fait l'objet d'une surveillance particulière. À l'été 1965, une nouvelle vague de répression frappe le PPLN. Chancy est informé que la

police le cherche pour l'exécuter. Lui et sa famille sont alors cachés par les réseaux du parti et exfiltrés du pays, avant d'arriver au Canada où ils demandent l'asile politique. Les Chancy s'installent à Montréal et sont rapidement embauchés dans le système scolaire québécois. Il n'empêche que la priorité demeure d'organiser la résistance, ce à quoi sert le fameux appartement du 798 avenue Champagnieur, souvent considéré comme la « première Maison d'Haïti³ ». Cet objectif implique l'envoi de fonds et d'imprimés aux militant-es resté-es en Haïti, le soutien aux prisonnier-ères politiques, l'aide envers les autres exilé-es et la dénonciation tous azimuts du régime de Duvalier. « Les grands enjeux de l'heure étaient la ligne politique face à la dictature et au terrorisme d'État qui ne laissaient d'autre voie que la lutte armée à ceux qui refusaient l'embrigadement et rêvaient d'une nouvelle Haïti.⁴ » Le rôle de Max Chancy est déterminant puisqu'il demeure un cadre dirigeant du PPLN, devenu en 1969 le Parti unifié des communistes haïtiens (PUCH).

DÉMOCRATISER L'ÉDUCATION POUR ÉTABLIR UNE SOCIÉTÉ JUSTE

Bien que le gouvernement du Canada refuse de régulariser son statut jusqu'en 1982, Max Chancy s'investit dans plusieurs projets destinés aux communautés migrantes comme à l'ensemble des jeunes du Québec. En 1972, un groupe de militantes et de militants (Nirva Casséus, le couple Chancy, Charles Dehoux, Pierre Normil, etc.) fonde la Maison d'Haïti pour offrir des services aux nouveaux-elles arrivant-es et pour défendre les intérêts démocratiques du peuple haïtien. En sus, l'organisme se concentre sur l'éducation populaire pour aider les personnes ayant une faible scolarité, pour développer la conscience politique de la communauté et pour garder vivante la culture haïtienne auprès de la jeunesse. Max Chancy s'implique particulièrement dans la lutte contre les déportations de réfugié-es politiques et dans l'animation de cercles politiques destinés aux adolescent-es. Embauché comme professeur de philosophie au cégep Édouard-Montpetit




Max Chancy, 1985 Photo : Wikimedia Commons (CC BY-SA 4.0)

(Longueuil), Chancy milite aussi dans son syndicat où il tente de rattacher les luttes économiques aux combats politiques. En compagnie de Michel Chartrand, il participe à l'organisation d'une Conférence internationale de solidarité ouvrière (juin 1975) à Montréal, qui rassemble plus de 600 personnes venues de trois continents avec l'objectif d'unir leurs forces pour lutter contre l'impérialisme.

C'est d'ailleurs comme enseignant progressiste et militant pour une éducation démocratique que Chancy se fait connaître dans les années 1980. Ayant mené plusieurs enquêtes sur l'intégration des immigrant-es dans le système scolaire, il est nommé au Conseil supérieur de l'éducation (CSE) du Québec pour développer une politique à ce sujet. Il rédige un rapport intitulé *L'école québécoise et les communautés culturelles*, rendu public en février 1985. Parmi ses 61 recommandations, il suggère de réviser le matériel didactique pour qu'il tienne compte de la diversité culturelle et d'offrir des formations aux enseignant-es concernant les enjeux propres aux différentes communautés. Le rapport souligne aussi le lien entre l'immigration et la pauvreté, conséquence de la division raciale du travail. Cette situation implique une sous-scolarisation chez les migrant-es à laquelle le gouvernement est sommé de répondre par des programmes spécifiques. L'objectif est de briser le cercle vicieux qui renvoie de la pauvreté à l'éducation lacunaire, et vice-versa⁵.

À la même époque, la situation commence à bouger en Haïti. En 1971, Jean-Claude Duvalier a succédé à son père, tout

en maintenant son régime despotique. Mais, à partir des années 1980, plusieurs organisations politiques et syndicales défient le régime. À l'automne 1985, une révolte populaire s'étend depuis les campagnes jusqu'aux principales villes. L'année suivante, le dictateur est forcé de quitter le pouvoir et le pays. Max Chancy rentre immédiatement en Haïti pour participer à l'effort de reconstruction. Il reprend ses activités d'enseignement et, comme dirigeant du PUCH, il travaille à l'unité de la gauche haïtienne dans un contexte qui reste chaotique. Malheureusement, une maladie cérébrale ralentit considérablement ses activités à partir du début des années 1990, jusqu'à ce qu'il doive se retirer entièrement de la vie politique. Son combat pour une Haïti démocratique et socialiste est depuis poursuivi par ses camarades. Ceci dit, le parcours de Max Chancy demeure exemplaire et nous pouvons reprendre à son endroit les mots qu'il réservait à Jacques Stephen Alexis: « il est devenu ainsi pour le mouvement révolutionnaire haïtien le symbole du militant qui a vécu pleinement ce qu'il pensait et ce qu'il disait, qui a réalisé l'adéquation entre la théorie et la pratique⁶ ». 

* En ligne : archivesrevolutionnaires.com

1. La principale source biographique demeure MAGLOIRE CHANCY, Adeline. *Max Chancy (1928-2002)*, Port-au-Prince, Fondation Gérard Pierre-Charles, 2007.

2. MAGLOIRE CHANCY. *Max Chancy*, 2007, page 17.

3. NOËL, Julie. « Le 798, Champagnieur ou la première Maison d'Haïti », 11 septembre 2018. En ligne : ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/le-798-champagnieur-ou-la-premiere-maison-dhaïti

4. MAGLOIRE CHANCY. *Max Chancy*, 2007, page 23.

5. NOËL, André. « Québec reconnaît le besoin d'adapter l'école à la nouvelle réalité multiculturelle », *La Presse*, 23 février 1985, page A5.

6. Cité dans MAGLOIRE CHANCY. *Max Chancy*, 2007, page 88.

ENTREVUE

LE FÉDIVERS, UN RÉSEAU SOCIAL LIBRE ET RÉSISTANT

Avec Evan Prodromou, développeur et défenseur du logiciel libre
Propos recueillis par Yannick Delbecque ◀

Depuis l'achat de X/Twitter par le fasciste Elon Musk, plusieurs campagnes ont appelé à quitter ce réseau social pour s'établir ailleurs. Plusieurs personnes et organisations se sont installées dans le « fédivers », un réseau social décentralisé formé d'une constellation de serveurs indépendants et interconnectés. Evan Prodromou est le Montréalais à l'origine de la création du protocole *ActivityPub*, un élément technique central du fédivers. Il est codirecteur du *Social Web Working Group* du *World Wide Web Consortium* (W3C), une organisation qui développe et établit les standards techniques permettant au Web de fonctionner. *À bâbord!* est allé à sa rencontre.

À bâbord! : Quel rôle *ActivityPub* joue-t-il dans le fédivers ?

Evan Prodromou : *ActivityPub* est l'infrastructure réseau qui permet aux 30000 serveurs du fédivers de rester connectés. Elle permet aux personnes utilisatrices d'un serveur de suivre celles d'autres serveurs, de partager des contenus, de répondre par des commentaires, d'aimer et de partager.

C'est cette infrastructure qui permet la décentralisation du fédivers. Aucun serveur du fédivers n'est responsable de l'ensemble de son fonctionnement, comme c'est le cas pour les réseaux sociaux commerciaux. Au contraire, chaque serveur est indépendant et se connecte librement avec les autres. Toute personne ayant vu son compte supprimé par une grande plateforme sociale, qui a été banni à son insu ou qui a souffert d'une panne de réseau de plusieurs jours sait que laisser une seule entreprise prendre toutes les décisions est corrosif pour nos vies personnelles et pour la démocratie.

Le protocole *ActivityPub* possède d'autres propriétés importantes. Il est extensible, car il est possible de créer de nouvelles façons d'interagir en utilisant le fédivers. Il est privé, car vous pouvez contrôler qui voit vos messages et qui peut y répondre. Il est également relativement peu gourmand en ressources par rapport à d'autres réseaux sociaux: vous

pouvez faire fonctionner un serveur fédivers simple sur un petit ordinateur à la maison.

ÀB! : Une partie du fédivers a réagi négativement au fait que le réseau social Threads du géant Meta puisse interagir avec les serveurs du fédivers. Est-ce que le fédivers est à l'abri d'une prise de contrôle comme c'est arrivé à Twitter ?

E.P. : Le fédivers n'est pas à vendre! Aucun service sur le fédivers ne peut prendre le contrôle de l'ensemble du réseau. Il a été conçu pour que les décisions soient prises au niveau des serveurs. Les personnes qui ont de grandes préoccupations en matière de sécurité peuvent contrôler quelles informations sont transmises à d'autres services et quelles informations restent privées. Cela a été prévu dès le départ, car nous savons que les gens ont des besoins différents en matière de protection de la vie privée, pour différents types de contenus. Parfois, vous voulez atteindre le plus grand nombre de personnes possible, d'autres fois, vous voulez vous concentrer sur des services et des comptes de confiance.

ActivityPub est un protocole ouvert, défini par le W3C. Cela signifie que personne ne possède le protocole. N'importe qui peut l'utiliser sans avoir à demander la permission. À ce jour, plus de 100 projets utilisent le protocole, et ce nombre ne cesse de croître. La plupart d'entre eux

sont des logiciels libres, comme Mastodon, WordPress et Ghost.org, d'autres sont commerciaux, comme Flipboard et Threads. L'achat de l'un de ces projets ou de l'une de ces entreprises n'apporterait à l'acheteur qu'une seule pièce de la mosaïque de communautés et de logiciels.

Le cas de Threads est d'ailleurs un excellent exemple de la manière dont le fédivers réagit aux acteurs auxquels on ne fait pas confiance. Certains serveurs autorisent la connexion à Threads, d'autres la bloquent. Cela montre que le réseau fonctionne comme il a été conçu, en gardant ses décisions locales pour chaque plateforme.

ÀB! : Vous faites partie de la coopérative CoSocial qui gère un serveur Mastodon canadien. Comment prévenir la transformation d'une telle coopérative en compagnie privée et éviter le sort de la coopérative de vêtement et d'équipement de plein air Mountain Equipment Co-op ?

E.P. : Nous avons créé CoSocial en 2022 afin de constituer une communauté indépendante de médias sociaux pour les personnes vivant sur le territoire appelé Canada. Il s'agit d'une coopérative légale, incorporée en Colombie-Britannique. Je suis très fier de faire partie de cette coopérative. Il y a d'autres structures similaires, comme *data.coop* qui est danoise, et *social.coop* qui est mondiale. Nous utilisons une



Illustration: Ramon Vitesse

combinaison de bénévoles et d'employés rémunérés pour gérer les serveurs, faire de la modération et soutenir la communauté. Les principales difficultés rencontrées jusqu'à présent ont été de gérer l'enthousiasme des membres de la coopérative et de veiller à ce que les bénévoles puissent trouver des moyens de participer au maintien et à l'expansion du service!

Nous avons en tête le précédent MEC depuis que nous avons lancé le service. Nous avons essayé d'intégrer dans nos statuts une protection contre ce type de prise de contrôle, mais nous sommes conscients que cela reste encore possible. Nous pensons qu'il y a deux choses qui rendent le danger moins grand. Premièrement, toutes les personnes impliquées dans CoSocial ont fui un réseau social commercial et, pour cette raison, nous tenons absolument à conserver notre indépendance et notre contrôle démocratique. Deuxièmement, si la coopérative devait être rachetée, ActivityPub nous permet de passer à un

autre service – espérons-le, une autre coopérative.

ÀB! : La nouvelle plateforme Bluesky prétend être décentralisée, mais des critiques à son sujet semblent indiquer qu'elle ne l'est pas. Est-ce que Bluesky fait partie du fédivers? Est-ce que sa popularité grandissante menace le développement du fédivers?

E.P : C'est formidable de voir des gens quitter les grandes plateformes, peu importe où elles vont. Bluesky constitue une bonne étape de transition pour certaines personnes. Leur logiciel utilise une technologie de réseau pair-à-pair qui le rend distribué, mais il n'y a qu'une seule entité, la société Bluesky, qui contrôle la distribution principale du contenu. Le projet *Free Our Feeds* tente de mettre en place un second point de distribution qui, je l'espère, contribuera à rendre ce réseau plus ouvert. Mais les protocoles restent la propriété de Bluesky LLC, qui n'a pas accordé

de licence publique à d'autres utilisateurs, ce qui pose des problèmes à tous ceux qui veulent essayer ce réseau.

La bonne nouvelle, c'est que Bluesky peut interagir avec le fédivers, grâce à l'excellent logiciel de transition Bridgy Fed. Cela signifie que les personnes utilisatrices du fédivers peuvent suivre des personnes sur Bluesky et vice versa. Ainsi, plus il y a de personnes qui rejoignent Bluesky, plus il y a de comptes et de contenus intéressants disponibles dans le fédivers, ce qui est bénéfique pour tout le monde.

ÀB! : Pourquoi les organisations militantes devraient faire l'effort d'être présentes dans le fédivers?

E.P : Tout d'abord, parce que le fédivers est un modèle du type de structure politique que beaucoup d'entre nous souhaitent: des groupes indépendants qui se connectent sur un pied d'égalité et qui placent la bienveillance et le soutien mutuel au centre de leurs activités. Si c'est le genre de monde dans lequel vous voulez vivre, c'est le genre de réseau social dont vous devriez faire partie.

Par ailleurs, les organisations militantes et politiques savent à quel point les grands réseaux commerciaux utilisent des algorithmes basés sur la publicité, l'interférence gouvernementale et qui tendent à cacher les publications politiques radicales. Les organisations qui s'installent dans le fédivers peuvent partager leurs idées et leurs appels à l'action sans les effets de ces algorithmes. Quiconque suit les discours sur Gaza, les questions LGBTQ+ ou l'inégalité des richesses dans le fédivers peut constater que la conversation y reste libre et non censurée.

Enfin, pour les organisations qui accordent une grande importance à la protection de la vie privée et à la sécurité, les logiciels libres du fédivers constituent une alternative très intéressante aux réseaux commerciaux. En installant et en utilisant un serveur Mastodon, vous pouvez communiquer avec le monde entier sans partager vos informations personnelles telles que vos adresses électroniques et vous pouvez interagir avec le logiciel sans être pisté. **ÀB!**

L'ÉTHIQUE DU CARE, PARTOUT, TOUT LE TEMPS !

Coordonné par Isabelle Bouchard ◀ , Alicia Leclerc, Selena Phillips-Boyle ◀ et Angelo Soares*

Le terme *care* figure dans le *Dictionnaire des intraduisibles* de Barbara Cassin, philologue et philosophe française, qui souligne le fait qu'il est « impossible de traduire *care* en français ». En effet, « soin », « souci » ou « sollicitude » ne couvrent qu'une partie du concept, sans tenir compte de sa complexité réelle.

Depuis 2005, un ensemble de recherches ont été développées autour du concept du *care*. Elles l'ont d'abord été en tant qu'objet d'une réflexion critique sur les éthiques du *care*, tout en s'opposant aux éthiques libérales. Au-delà de la dimension éthique, divers travaux, issus de disciplines variées, se penchent sur les mécanismes de dévalorisation et d'invisibilisation sociales des activités du *care* liées au souci d'autrui et au travail nécessaire à la reproduction sociale.

Pour mieux comprendre le *care* en tant qu'expérience vécue et pratique, Pascale Molinier en distingue cinq facettes en tant que travail: 1) le *care* comme bienveillance, une réponse adaptée à la fragilité d'autrui ; 2) le *care* en tant que savoir-faire discret, qui, lorsqu'il est bien exécuté, passe inaperçu ; 3) le *care* comme sale

boulot ; 4) le *care* représentant une activité inestimable ; 5) le *care* en tant que récit éthique.

Le *care* met en scène un travail grandement assumé par les femmes, souvent des immigrées, des personnes racisées et provenant des classes subalternes, un travail pourtant essentiel et primordial à nos existences, mais trop souvent rendu invisible et dévalorisé. Les termes façonnent la réalité que nous percevons, décrivons et comprenons. Si « la poésie est ce qui se perd dans une traduction », sans le terme « *care* », ce sont ces tâches essentielles au « paradigme de la production du vivre » qui s'estompent, restant douloureusement invisibles. **AB**

* Angelo Soares, professeur au Département d'organisation et ressources humaines de l'École des sciences de la gestion à l'Université du Québec à Montréal

ENTREVUE

LE CARE DANS TOUS SES ÉTATS !

Agnès Berthelot-Raffard, philosophe et professeure agrégée en études critiques du handicap de l'Université York
Propos recueillis par Alicia Leclerc

Qu'est-ce que le *care* ? Agnès Berthelot-Raffard trace les grandes lignes de cette notion, de son contexte d'émergence aux préoccupations actuelles auxquelles la discipline tente de répondre.

À bâbord ! : Que signifie la notion de *care* ?

Agnès Berthelot-Raffard : Nous sommes à la fois vulnérables et interdépendant-es les un-es des autres. Fondamentalement, pour grandir, nous épanouir et réaliser nos activités quotidiennes, nous avons toutes et tous, sans exception, besoin des bons soins d'autrui. La notion de *care* fait ainsi référence à des dispositions

morales telles que le souci de bienveillance et décrit entre autres des pratiques comme les soins prodigués aux personnes vulnérables et dépendantes, qu'on retrouve par exemple dans les métiers de services à la personne, de loisirs ou d'enseignement.

AB ! : Quelles sont les origines de ce concept ?

A. B. R. : Comme concept, théorie ou champs d'études, le *care* est relativement récent. Sa première formulation théorique émane de la psychologie du développement moral. En 1982, l'autrice Carol Gilligan dans *In a Different Voice* note que le raisonnement moral féminin est davantage pensé en termes de responsabilité et de besoins à combler plutôt que de respect des principes du droit. Gilligan conclut que les femmes expriment la nécessité de préserver les relations morales en les plaçant sur un même pied d'égalité que la recherche de la justice.

La portée et la visée des éthiques et politiques du *care* ont été souvent négligées, car réduites à des arguments essentialistes. Toutefois, ces théories cherchent à exprimer et à faire reconnaître la voix des personnes qui prennent soin des plus vulnérables (les mères, les aides à domicile, les aidant-es informel·les,

les infirmières, etc.) ainsi que des personnes dont elles prennent soin plutôt que d'être l'apanage des femmes ou exprimer un point de vue dit «féminin».

AB ! : À quels enjeux ou phénomènes les théories et pratiques reliées au *care* tentent de répondre ?

A. B. R. : L'éthique du *care* fait ressortir ce qui fait défaut à la reconnaissance de certaines inégalités en recentrant les relations d'interdépendance. Elle permet notamment de souligner que le travail réalisé dans la sphère privée permet le fonctionnement des affaires publiques et de l'économie de marché. Par exemple, il permet de revaloriser le travail domestique des femmes et de prendre en compte leur charge mentale. Le *care* permet aussi de repenser les inégalités créées par les échanges internationaux. Par exemple, il permet de questionner en quoi nous sommes responsables du travail des enfants dans les pays émergents.

AB ! : Qui en sont les principales théoriciennes ?

A. B. R. : Les études sur le *care* se déploient dans une variété de disciplines comme la psychologie du développement, la science politique, la philosophie, l'éducation et les sciences infirmières. Les principales promotrices nord-américaines anglophones sont Carol Gilligan, Nels Noddings, Sara Ruddik et Fiona Robinson pour ne citer qu'elles. En France, Sandra Laugie ou Patricia Paperman ont réinterprété la notion de *care* dans sa dimension de la vie ordinaire. Pascale Molinier s'est saisie de la vie morale des travailleuses de la santé. Avec Fabienne Brugère, le mot *care* est même passé



Photo : Selena Phillips-Boyle

dans les discours politiques. Au Québec et en Ontario, on retrouve Monique Lanoix en bioéthique, et en éthique féministe, ceux de Sophie Bourgeaut et Naïma Hamrouni. Naïma et moi avons été les premières à faire une thèse de philosophie qui mobilisait cette éthique au Québec. Nous sommes aussi suivies par de jeunes philosophes comme Cécile Gagnon et Marie-Anne Casselot.

SELENA PHILLIPS-BOYLE

Dans le cadre du projet *De porte en porte*, Selena Phillips-Boyle raconte l'expérience de travailleur·euses essentiel·les au Québec par une série de portraits environnementaux argentiques de format moyen, réalisés en noir et blanc. Parmi ces personnes dont le travail est indispensable, mais pas bien rémunéré ni valorisé, plusieurs sont engagé·es dans le travail du *care*, comme Keniya-Frédérika, préposé·e aux bénéficiaires en milieu hospitalier. Tout comme chaque personne qui a pris part au projet, Keniya-Frédérika a été photographiée au début et à la fin de sa journée de travail : chez elle avant de partir, en route et une fois arrivée devant son lieu de travail, puis dans l'ordre inverse au retour. Ce processus crée un effet de dédoublement miroir, point de départ d'une enquête sur les répercussions physiques et affectives du travail du *care* sur le corps. Keniya-Frédérika se lève tôt chaque jour avant son quart pour pouvoir bien manger et faire du yoga. À l'extérieur de l'hôpital à la fin d'une journée chargée en travail physique, mental et émotionnel, l'impact sur son corps est important ; iel retourne souvent à la maison taradé·e par une migraine.

Selena Phillips-Boyle (iel ou elle, accords neutres) est une photographe-cinéaste qui vit à Tiohtià:ke (Montréal, Canada). Dans son travail, Selena privilégie une approche lente, collaborative et délibérée, qui encourage la participation du public.

AB ! : Quels sont des écueils des théories et pratiques du *care* ?

A. B. R. : Comme philosophe critique de la race et théoricienne dans le champ des études féministes noires, je constate l'absence d'une perspective critique sur la dimension racialisée des pratiques de *care*. Nos sociétés se soucient davantage du *care* depuis l'industrialisation et la plus grande féminisation du marché du travail. Du fait de son transfert de l'institution privée de la famille vers les institutions publiques comme les crèches ou les établissements de soins de longue durée, le *care* est davantage pensé en termes de ressources et de coûts et donc de main-d'œuvre. Une main-d'œuvre souvent effectuée par des personnes racialisées.

Par conséquent, je ne pense pas que le *care* exprime seulement un point de vue féminin. Le *care* se rapporte aussi aux pratiques et à une vision éthique qui est celle des personnes au bas de l'échelle et sans voix au chapitre. Il reflète les solidarités telles qu'elles sont pratiquées par des personnes marginalisées. Le soin des un·es par les autres représente une forme de lutte pour la survie et une pratique de contestation de l'ordre dominant. Par exemple, ce rapport à la résistance est ancré dans les pratiques de solidarités des travailleuses domestiques dans les hôtels ou les hôpitaux. Ce sont ces pratiques de *care* comme solidarités qui ont conduit les femmes ►

de chambre à se mobiliser pour revendiquer leurs droits à la direction des hôtels Ibis, en 2019, en France.

AB !: Quelles directions les théories et pratiques prennent-elles actuellement ?

A. B. R. : Les théoricien·nes des éthiques et politiques du *care* se saisissent désormais de questions qui ne touchent pas seulement les dimensions humaines. Par exemple, le *care* est de plus en plus mobilisé en éthique animale et environnementale. Il se déploie également dans des domaines comme le design et l'architecture pour concevoir des environnements plus accessibles. Enfin, le *care* est aussi mobilisé dans les approches critiques du handicap. **ab**

LE CAPITALISME À SON APOGÉE

Premilla Nadasen, professeure d'histoire à l'Université Columbia, New York

Aux États-Unis, les politiques du *care*, les programmes d'aide sociale, l'industrie des soins de santé, les organismes à but non lucratif qui luttent contre la pauvreté, les programmes de tutelle, les agences d'aide sociale, les programmes de garde d'enfants et l'aide au logement ont servi de sites de croissance économique et d'expansion du capital.

L'investissement dans l'économie du *care* à des fins d'accumulation financière a augmenté rapidement au cours des 30 dernières années et l'engouement pour le *care* comme nouvel horizon pour l'investissement et l'entrepreneuriat dans le secteur des entreprises ne cesse de grandir. La hausse des profits tirés du *care* indique qu'il existe un nouveau rapport entre les individus et le capital, ainsi qu'entre l'État-providence et l'accumulation de capital. Un rapport qui permet au capital de tirer profit de la pauvreté, de la maladie, de la dépendance et de la fragilité.

Le point de départ de notre réflexion se base sur une analyse du capitalisme racial. En effet, les spécialistes de l'esclavage et du racisme ont démontré que le profit tiré du *care* s'inscrit dans la longue histoire du capitalisme et du colonialisme.

CAPITALISME RACIAL

L'exemple le plus frappant est celui de l'esclavage transatlantique. Le travail des esclaves était une composante nécessaire de l'économie industrielle naissante en Europe et aux Amériques. Outre l'exploitation de leur travail, l'achat et la vente d'esclaves constituaient également une source de profit. Par conséquent, les personnes asservies produisaient des marchandises et constituaient elles-mêmes une marchandise.



Photo : Selena Phillips-Boyle

Bien que très différente de l'esclavage mobilier¹, l'économie contemporaine du *care* est fondée sur la rentabilité des personnes et des soins qui leur sont prodigués. Dans le cadre de l'économie néolibérale du *care*, les entreprises gagnent de l'argent en exploitant les besoins qu'ont les personnes, qu'il s'agisse de soins de santé, de logement, d'éducation, de garde d'enfants, de soins aux personnes âgées ou aux personnes handicapées.

En prenant en compte les voix des personnes les plus marginalisées – militant·es, travailleuses et travailleurs domestiques, bénéficiaires de l'aide sociale – nous sommes à même de comprendre l'économie du *care* sous l'angle du capitalisme racial. Par exemple, les personnes employées de maison perçoivent leur emploi comme une exploitation (ou du moins une obligation liée au travail) et non comme un engagement affectif, et se mobilisent ainsi dans le secteur grandissant des services du *care*. Pour la majorité, il s'agit de femmes noires et de couleur. De même, les récits des bénéficiaires d'aide sociale illustrent bien le fait que la réduction et la nature plus punitive des programmes qui leur sont destinés leur cause davantage de difficultés.


On voit alors se dessiner un secteur du *care* enraciné dans l'exploitation du travail et l'extraction du profit. Tout cela met en évidence les contradictions entre le discours sur les soins (l'idée que le *care* est une préoccupation publique majeure) et les politiques adoptées.

RÔLE DE L'ÉTAT

Un besoin majeur semble être de reconsidérer le rôle de l'État-providence dans le cadre d'une économie du care extractive. L'État-providence a été vu comme un moyen d'atténuer les excès du capitalisme. Or, les programmes gouvernementaux sont souvent externalisés, administrés par des entreprises privées, et il y a peu de surveillance à l'égard de la manière dont l'argent peut être dépensé. L'État-providence est devenu une source de profit pour le secteur privé et une mangeoire pour les riches. Par exemple, Maximus, une entreprise qui offre des services de gestion de programmes pour le gouvernement américain, génère un chiffre d'affaires de 4 milliards de dollars en exploitant des ménages et en fournissant les services de Medicaid², de Medicare³ et de formations professionnelles, entre autres, destinés aux personnes dans le besoin. Seul un quart des fonds publics destinés aux bénéficiaires du *Temporary Assistance to Needy Families Program* [programme d'assistance temporaire aux familles nécessiteuses] est consacré à l'aide monétaire accordée aux dites personnes démunies.

Le profit tiré du care augmente et devient ainsi une forme dominante d'accumulation de capital. Aux États-Unis, parmi les dix premières entreprises du classement *Fortune 500* de 2024, quatre relèvent de l'économie du care: CVS Santé, United Health Group, McKesson et Cencora. À titre de comparaison, en 1980, les dix premières entreprises du palmarès comprenaient six compagnies pétrolières et gazières, trois constructeurs automobiles et une entreprise technologique. Même si l'industrie manufacturière demeure importante, la production de matières premières et l'exploitation de la main-d'œuvre ne sont plus le seul fondement du capitalisme; désormais, pour créer du profit, les regards sont portés vers le bien-être et la survie des personnes.

POUR UN CARE RADICAL

Toutes les formes de care ne sont pas ancrées dans un marché et une logique capitaliste. D'autres expériences nous invitent à réfléchir à la manière de le réimaginer. Les services médicaux et les programmes de petits-déjeuners gratuits du Black Panther Party en son temps, les collectifs trans du début des années 1970, et les réseaux du care qui se sont formés dans la communauté de la justice pour les personnes handicapées en sont de bons exemples. Ce care radical et communautaire comble un besoin important, en plus de constituer la préfiguration d'une vraie politique du care – les premiers jalons d'une société différente dans laquelle le care n'est pas défini par le profit capitaliste ou les normes raciales et sexistes, mais par un engagement partagé en faveur du bien-être des autres. 

1. Système dans lequel les personnes asservies sont aussi considérées comme des biens par leurs asservisseurs.

2. Couverture médicale pour certaines personnes avec un revenu et des ressources limités.

3. Assurance maladie fédérale, notamment pour les personnes âgées de 65 ans.

ENTREVUE

DES OBSTACLES IMPORTANTS

Avec le RÉCIFS (Regroupement, Échanges, Concertation des intervenantes et des formatrices en social)


Propos recueillis par Isabelle Bouchard

Bien des obstacles se lèvent dans le secteur de la santé et des services sociaux afin que se déploie une véritable éthique du care. Pensons à l'intrusion du modèle Lean, à la place des agences privées ou à la présente pénurie de personnel. Quelle analyse le RÉCIFS fait-il de la situation ?

À bâbord! : Qu'est-ce que le care pour votre regroupement ?

Le RÉCIFS : Selon le GRIEPS, un OBNL français, le care «regroupe tous les soins liés aux fonctions de la vie.». Autrement dit, le care réfère à tous les services et soins directement offerts à une population pour maintenir sa santé physique, mentale et psychosociale, dans un but de prévenir la maladie et une détérioration des conditions de vie de ses usager·ères. Le terme care s'oppose donc au terme «cure» – guérir en anglais – qui réfère au traitement de la maladie et à la réparation des dommages causés au corps et à la santé mentale des patientes et patients.

On peut aussi définir le care par les efforts faits par la société civile pour assurer des conditions de vie décentes pour chacun des citoyen·nes. Le logement, l'alimentation, les conditions sanitaires, l'énergie disponible, l'absence de pollution, les services psychosociaux de base sont quelques-uns de ces éléments importants.

Les soins et les services donnés aux bébés de moins de deux ans et aux personnes en âge avancé sont aussi des indicateurs d'une société qui prend soin de ces deux groupes d'âge en favorisant le care plutôt que le «cure». D'autres groupes sont aussi visés par des politiques de santé publique dont les personnes handicapées, les usager·es atteint·es de problèmes de santé mentale ou de déficience de tout ordre. 

QU'EST-CE QUE LE RÉCIFS ?

Le RÉCIFS est un organisme communautaire de défense de droits pour des services sociaux publics, accessibles et gratuits pour tous·tes au Québec. Créé il y a 12 ans à l'occasion des fusions des établissements publics en santé, il agit pour créer, mobiliser. Il permet de réunir ceux et celles qui y travaillent et qui reçoivent ces services. L'objectif est de dénoncer les différentes dérives afin de développer des stratégies de résistance et d'assurer la sécurité et le bien-être général.

ÀB! : Quelles sont les conditions propices à l'éclosion d'une véritable éthique du care ?

L.R : Pour que la société fonctionne adéquatement, elle doit s'assurer de financer les institutions publiques et les groupes communautaires. Elle doit s'assurer du bon financement d'institutions publiques telles que les centres hospitaliers, les centres d'hébergement, les CLSC (Centres locaux de services communautaires), les DPJ (Directions de la protection de la jeunesse) et d'autres organismes plus spécialisés. Ce financement doit être récurrent et adéquat pour assurer la mission et embaucher le personnel requis, et les opérations doivent être plus décentralisées et prises au niveau local.

Vient aussi la question du financement du secteur communautaire qui permet d'assurer des services complémentaires qui ne sont pas (ou plus) offerts par le secteur public. Au Québec, plus de 600 groupes communautaires sont financés par le ministère de la Santé et des Services sociaux. Ces services sont assurés par des employé-es compétent-es et souvent par des bénévoles. Malheureusement, ces organismes souffrent de sous-financement chronique et doivent réclamer chaque année un budget insuffisant pour donner plus de services à leurs membres.

ÀB! : Qu'en est-il du recours au concept de la responsabilité populationnelle ?

L.R : Avec l'avènement des Centres de santé et de services sociaux, le gouvernement du Québec avait instauré le concept de responsabilité populationnelle au cœur de cette fusion d'établissements. Cela impliquait que les nouveaux établissements créés par cette fusion devaient non seulement s'occuper de leur clientèle ordinaire mais devaient aussi offrir des services à toute la population d'un territoire précis. Des clientèles « oubliées » comme la population masculine, devaient faire l'objet d'un effort de mobilisation du personnel pour la rejoindre. Ce concept nouveau devait redéfinir le « panier de services » offert, tant du point de vue médical que psycho-social. Or, les efforts déployés par l'administration de ces établissements révèlent que les résultats ont été minimes pour la population. Le « cure » a surtout prévalu dans l'augmentation des coûts de système avec notamment de meilleurs salaires consentis aux médecins de famille et aux médecins spécialistes. On a volontairement privatisé les cliniques médicales en Groupes de médecine familiale (GMF). Bref, le *care* en a pris pour son rhume et a été tassé au profit du *cure*.

ÀB! : Quel avenir pour l'éthique du care ?

L.R : La population a été oubliée dans la prise de décisions gouvernementales et la définition même de ses services de première ligne en santé et en services sociaux. Ce sont maintenant des fonctionnaires qui décident des orientations dans les territoires couverts par les CISSS et les CIUSSS, et les organismes de défense des droits ont été remisés et « édentés » pour ne plus opposer de critique aux orientations ministérielles. Il nous semble impossible que la population québécoise reprenne contrôle sur ses services de

santé et ses services sociaux sans un sérieux coup de barre de la part d'un prochain gouvernement. En attendant, le care n'est plus qu'un vœu pieux dans un document officiel classé dans la filière 13 du ministère. **àB!**

TRANS CARE

SE RENDRE « LISIBLE » POUR SE FAIRE SOIGNER

Emilie Morand et Patrick Martin, personnes chercheuses à l'Université Laval

Selon la philosophe Judith Butler, « se conformer à une certaine conception du genre équivaldrait [...] précisément à garantir sa propre lisibilité en tant qu'humain ». Cette affirmation a une résonance particulière pour les personnes trans qui ont fait l'expérience d'une hospitalisation au Québec.

Trop souvent, celles-ci doivent se conformer aux exigences qui déterminent ce qu'est un-e « bon-ne trans » aux yeux des personnes et des institutions auxquelles elles font face pour espérer recevoir les soins nécessaires à leur bien-être: obtention de documents administratifs, accès à l'hormonothérapie, à des ordonnances, à des expertises, etc.

Alors que passer les portes d'un hôpital signifie encore trop fréquemment faire l'expérience d'une méconnaissance de leur existence, de leurs enjeux et de leurs réalités (mégenrage, méconnaissance des hormones, présomption de leurs besoins), les personnes trans doivent arbitrer stratégiquement entre ce qu'elles révèlent, taisent ou transforment pour améliorer leur chance d'être entendues, respectées et prises en charge. En effet, le milieu de la santé est extrêmement transnormatif, c'est-à-dire qu'il n'accepte, la plupart du temps, qu'une vision médicale et binaire de la transidentité. À l'opposé de cette compréhension restrictive, l'approche transaffirmative permet aux personnes trans d'explorer et d'affirmer librement leur identité de genre, dans le respect de leur autodétermination lorsqu'elles reçoivent des soins et des services.

En tant que personnes cisgenres, conscient-es de la position privilégiée à partir de laquelle nous parlons, c'est à titre de sociologue et d'infirmier travaillant sur les enjeux de santé des personnes trans lors de leur hospitalisation au Québec que nous souhaitons rendre compte de certaines de leurs réalités par le biais de nos recherches.

DISCRIMINATION AU SEIN DU SYSTÈME DE SANTÉ

Tout le monde a de bonnes raisons d'être en colère contre un système de santé qui cache de moins en moins ses attributs



Photo : Selena Phillips-Boyle

néolibéraux, où nos vies se subordonnent aux impératifs économiques. Cela dit, certaines personnes sont particulièrement discriminées dans ce système, comme les personnes autochtones, les personnes LGBTQIA2S+ et les personnes racisées. Ce qui rend la situation encore plus particulière pour les personnes trans – même si bien sûr elles peuvent aussi faire partie de ces autres catégories – c'est que leur existence dépend en grande partie de ce système de santé. Comme le rappellent les chercheuses Viviane Namaste et Dalia Tourki, plus encore que la communauté LGBTQIA2S+ (déjà bien mal lotie du point de vue de la santé), les personnes trans ont besoin de l'assistance, de la collaboration et de la solidarité des professionnel·les de la santé. De leur bonne volonté dépendent notamment les prescriptions d'hormonothérapie et l'accès aux chirurgies d'affirmation de genre.

CONCEPTION UNIDIMENSIONNELLE DE LA TRANSIDENTITÉ

Les personnes trans se sont longtemps battues, et continuent à se battre, pour avoir recours à des opérations d'affirmation de genre. Pour celles qui souhaitent «passer» (pour une personne cis) et que leur transidentité devienne quasi indétectable, leur devenir est intrinsèquement lié à la bonne volonté des professionnel·les de la santé.

Leur combat pour la survie est dépendant d'un discours «transmédicaliste». Celui-ci définit la transidentité comme étant

strictement un diagnostic médical. En ce sens, pour être considéré·e comme personne trans, il faut ressentir une dysphorie de genre, qui sera ensuite diagnostiquée et traitée médicalement via le processus de «transition médicale».


C'est à partir de cette seule conception de la transidentité que les institutions de la santé reconnaissent (ou non) les personnes trans. Ces dernières le savent et mobilisent certaines stratégies pour adapter le récit de leur parcours et de leur réalité afin d'obtenir les soins dont elles ont besoin.

INTÉGRER L'EXPERTISE DES PERSONNES TRANS

Aujourd'hui les réalités diversifiées des personnes trans ne sont pas reconnues par l'ensemble des professionnel·les de la santé. Cet écart de (re)connaissance dans une situation de soin prive les personnes trans d'un statut de «simple» patient·e dans une situation de souffrance et/ou de maladie.

Elles adoptent la plupart du temps le texte public imposé par l'institution hospitalière, notamment le discours sur le mauvais corps (être né dans le mauvais corps, ce qui nécessite réparation), et composent avec ce texte de façon stratégique pour se rendre lisible et disposer de chirurgies et d'hormonothérapies desquelles dépendent leur survie. Le discours sur le mauvais corps domine médiatiquement et est reconnu par l'institution biomédicale. Il respecte la binarité du genre.

La distinction entre texte public et texte caché vient d'un anthropologue américain, James C. Scott. L'auteur oppose un texte public, celui des groupes dominants et connu de tous·tes, et le texte caché qui circule dans l'entre-soi des groupes construits comme subalternes. Ainsi les personnes trans sont sommées d'utiliser le texte public qui ne reconnaît pas ou presque pas leur réalité. En parallèle, un texte caché se construit, alimenté par leur expertise autonome, défiant les bases binaires d'un système de santé que leur propre existence rend parfois caduque.

L'écart entre ces deux textes prive non seulement les personnes trans d'un espace de soins sécuritaire, elles qui ont, souvent encore plus que d'autres, besoin de la collaboration du système de santé, mais prive aussi l'institution hospitalière et les professionnel·les de la santé de l'expertise développée par les personnes trans qui dépasse grandement leurs propres connaissances. Il serait temps de créer les conditions permettant à l'ensemble des professionnel·les de la santé de bénéficier de l'expertise des personnes trans et ainsi donner et permettre aux personnes trans d'être «juste des patient·es» quand elles passent les portes de l'hôpital pour recevoir des soins. 



32

Démarche artistique de Ramon Vitesse

Pour illustrer la question des déchets j'ai d'abord jonglé avec l'idée de pochoir graffiti de rue... Puis, le collage s'est imposé avec la volonté de travailler avec de la récup'. Avec une pile de *Le Devoir*, la technique de papier déchiré a été préférée pour l'utilisation des doigts en visant une découpe imparfaite en « dentelle ». Pour évoquer le fatras des poubelles, ajouter d'autres approches était tentant; il y a aussi des aquarelles et une encre en stylo bille!

DOSSIER

À RAS BORD !

Coordonné par Louise Nachet ◀ et Ramon Vitesse ◀
Illustrations : Ramon Vitesse ◀

À la fois omniprésents et invisibles, tout comme les travailleur·euses qui s'occupent de les ramasser, les déchets ne sont pas un effet secondaire déplorable et indésirable du capitalisme. Au contraire, ils sont le signe de sa domination. Un élément constitutif et nécessaire d'un système qui dépend de la création continue de surplus. La surproduction, l'obsolescence programmée, la création de besoins imaginaires ou le gaspillage sont autant de phénomènes mortifères qui semblent indéboulonnables au sein de nos sociétés.

Les déchets sont souvent traités comme un problème d'ordre technique. Une question de gestion. Il s'agit au contraire d'un problème profondément politique, ancré dans des enjeux de justice, d'inégalités sociales et environnementales, de racisme et de violence. Les impacts grandissants des dépotoirs, décharges et usines polluantes touchent encore de manière disproportionnée les communautés les plus marginalisées. Hors des centres urbains, les vastes territoires autochtones, autrefois perçus dans l'imaginaire colonial comme des espaces immaculés, sont parsemés par les dépotoirs toxiques de l'extractivisme forestier, fossile ou minier.

Pourtant, à l'image de l'effondrement de la biodiversité, l'enjeu des déchets semble avoir perdu en visibilité au sein des luttes écologiques au profit de la lutte contre les changements climatiques. De manière ironique, la popularité de la pratique du recyclage, largement adoptée dans les habitudes des Québécois·es, contribue à détourner notre attention des coûts élevés de la fabrication des biens que nous consommons et jetons, tout en nous procurant une bonne conscience.

La trajectoire du mouvement pour le recyclage, né dans les années 1970, est emblématique de l'impasse actuelle. Afin d'empêcher le développement de politiques et de lois contraignantes, les industriels ont réussi à imposer des « solutions » qui définissent les consommateurs individuels, et non les producteurs, comme les principaux responsables de la dégradation de l'environnement. Au lieu d'aspirer à des changements structurels, nous sommes toutes

et tous enjoint·es à « faire notre part », à changer nos modes de vie, nos habitudes d'achats, au lieu de nous organiser collectivement pour lutter à la source contre la pollution et le gaspillage.

50 ans plus tard, nous produisons toujours plus de déchets, lesquels représentent une importante source de profits pour l'industrie du recyclage, largement privatisée. Malgré le caractère rassurant des expressions « durable », « réutilisable » ou « biodégradable », la majorité des déchets continuent à être brûlés, enfouis, déversés dans les océans ou exportés dans des pays du Sud global. La complexité des produits électroniques rend les processus de recyclage coûteux, inefficaces, voire impossibles. Les mouvements visant la décroissance, le zéro déchet ou la réparation, quant à eux, restent encore des mouvements de niche ou prompts à retomber dans les écueils de la consommation engagée individuelle. Les angles morts du recyclage et sa cooptation actuelle par les industriels et les pouvoirs publics nous poussent ainsi à nous questionner sur les manières de renforcer les luttes sociales et environnementales en cours et à venir, au Québec, au Canada et dans le monde; dans un contexte morbide d'accélération des ravages du capitalisme.

Bien au-delà des ressources et de l'environnement, le capitalisme gaspille nos vies en tant qu'individus, en tant que communautés. Certains groupes tout entiers (réfugié·es, itinérant·es, chômeur·euses chroniques) sont traités comme autant d'indésirables à repousser loin de nos villes, voire de nos frontières. Contre la marchandisation, la dévalorisation et la jetabilité de nos vies, de nos corps, de nos relations et de nos imaginaires, d'autres horizons sont possibles.

Ce dossier réunit des points de vue différents, mais souvent complémentaires, dans leur manière de comprendre cette thématique complexe. Un espace éclectique de réflexions, de propositions, de luttes et même de poésie. ▶



ÊTRE FREEGAN

VIVRE DES REJETS DE LA SOCIÉTÉ DE CONSOMMATION

Simon Paré-Poupart, sociologue et éboueur

Mouvement récent, le freeganisme a de plus en plus d'adeptes en Occident depuis une décennie. Sa paternité reviendrait à Warren Oakes, batteur du groupe punk *Against Me* !. Il en pose les bases dans un manifeste qui revendique les principes éthiques suivants¹ : anticonsumérisme, anticapitalisme, contre les privilèges, en rupture avec le véganisme, pour le « chômage volontaire ». Pour moi, c'est cela, mais aussi autre chose...

Plutôt que d'attendre la révolution qui ne viendra pas, transi par le cynisme de l'inaction, et pris dans un capitalisme qui le dépasse, l'individu moderne devient freegan en disant : Stop ! J'arrête d'acheter des biens de consommation. Quoi de mieux que d'être dans un système politico-économique basé sur l'argent et d'en profiter sans utiliser le moyen prescrit pour le faire croître ?

Arrêter cette dynamique, pour soi, c'est la possibilité de prendre conscience de notre dépendance envers les objets qui nous entourent, et de la complexité des techniques et logistiques ayant permis leurs acheminements jusqu'à son domicile. C'est respecter alors les matières, les composants, le travail et l'énergie

mis dans sa production. Dès lors, c'est comprendre et assumer les très probables mauvaises conditions des travailleur-euses les ayant produits ainsi que les ressources limitées qui sont enchevêtrées en eux. Prendre conscience que ces biens sont réservés à certains plus qu'à d'autres. Et surtout, réaliser le revers de tout cela : pour qu'il y ait autant de biens en circulation, il a fallu disposer des excédents. Le surplus. Ce sont les sites d'enfouissement technique, les dumps, les sites de transbordement, les incinérateurs, les écocentres, les dépôts sauvages, les déchets dans l'océan, et maintenant, ceux dans l'espace. Une fois cela en tête, difficile d'acheter en bonne conscience.



La grange de Steve, que de la récup. Steve, Simon et leur collecte. Photo : Simon Paré-Poupart



Pourtant, l'individu moderne peut quand même avoir besoin de l'un de ces objets issus de cette société de consommation. Pas seulement pour se démarquer socialement, comme dirait Baudrillard, pour créer du sens par l'acte de posséder un objet plus qu'un autre. Même si la plupart des objets produits par cette société sont inutiles, ce n'est pas le cas de tous. Mais, être freegan c'est surtout de dire, par le glanage de tout et le refus d'acheter, que notre société a déjà produit assez d'objets pour que nous n'avons plus collectivement à en produire davantage. Il faut simplement cesser de les jeter!

On ne peut parler de mouvement, puisque c'est un acte bien individuel qui peut, par contre, trouver force dans de petits projets comme celui de l'écocentre de Saint-Jérôme, le Partage Club ou la Mine urbaine de Laval.

Ma réserve est que je ne souscris pas à l'idée que «working sucks», comme le propose Warren Oakes. Je crois que David Graeber a bien cerné que le capitalisme, au contraire de la surproductivité qu'on lui attribue, crée une quantité importante de «bullshit jobs». Des emplois qu'il faut fuir, et encore plus, dont il faut se méfier lorsqu'ils s'ancrent dans une approche cornucopienne², comme dirait Philippe Bihoux dans son ouvrage *L'âge des low tech*. Ces ingénieur-es, concepteur-rices, designers qui réfléchissent sans cesse à de nouvelles façons de nous faire consommer, puisqu'ils croient que ce sont de ces biens que le bonheur jaillira. Comment alors développer une vision positive de l'emploi? En reconsidérant et appréciant les emplois desquels dépend réellement notre société. Donner la parole et du pouvoir à celles et ceux qui les occupent, en réformant des facettes au besoin, mais surtout, en les rendant agréables et désirables. En somme, donner

valeur et reconnaissance aux ouvriers et ouvrières desquel·les la République dépend. Être fier·es alors d'être chauffeur·euse d'autobus, préposé·e aux bénéficiaires, intervenant·e psychosocial·e ou vidangeur·euse!

L'IMAGE DU CHIFFONNIER COMPLÈTE CELLE DU FREEGAN

En ajoutant la valorisation du travail au mode de vie freegan, on se permet de revenir à l'image qu'avait Walter Benjamin du chiffonnier, ces récupérateurs d'antan, que l'on nommait au Québec les quêteux en région ou les guenilloux en ville: «[Le chiffonnier représente] un modèle d'un nouveau genre de savant, [il] est aussi, et peut-être avant tout, un activiste politique. En se saisissant physiquement des restes, en y trouvant matière à critiquer les choix qui ont fait proliférer l'insoutenable, il force à prendre position au présent, à reprendre politiquement la main sur les déchets pour bâtir une contestation collective, une mutinerie peut-être, face à ceux qui prétendent œuvrer à la maîtrise du monde en se l'appropriant³». Les chiffonniers d'antan, ce sont les vidangeur·euses ou ferrailleuse·uses d'aujourd'hui, ces individus qui n'ont pas attendu qu'une école de commerce ou un système de gestion des matières résiduelles (GMR) leur dise que faire et quoi faire du surplus.

Je vous parle alors de Steve, l'exemple même pour moi du chiffonnier moderne. Steve n'a pas, comme la plupart des vidangeurs, une scolarité bien grande. Et, comme la plupart d'entre eux, une enfance plutôt difficile, ponctuée d'abus, de traumatismes et de défis. Et pourtant, il vit son écologie et est devenu un modèle pour plusieurs. Sa conscientisation a débuté lorsqu'il ramassait les vidanges à ville de Saint-Laurent, ainsi que dans l'arrondissement de Saint-Léonard. Des commerçant-es dissimulaient des biens ►




Comment bien remplir le cab du truck en ramassant pendant une run lorsqu'on est vidangeur. Photo: Simon Paré-Poupart

comme des patins à glace dans les vidanges. Parfois même, iels les avaient sabotés avant de les avoir disposés dans les ordures. L'explication qu'on lui avait donnée: «si nous on peut pas le vendre, qu'on peut pas faire de l'argent avec, on le jette!». Il en a été marqué. Il a alors compris que tout ce qu'il achetait à l'époque, il finissait par le trouver dans les vidanges. Vêtements, lumières, outils, matériel scolaire, de l'argent, n'importe quoi finalement. Cette façon d'être, Steve l'a généralisée. Il sort des biens utiles trouvés dans les ordures, les met sur le côté, pour son prochain. Il combat l'idée que «si c'est dans les vidanges, c'est parce que c'est pu bon». Lui qui avait été inspiré par sa grand-mère, venant d'une famille de dix, sur une ferme à une époque où le recyclage n'existait pas. Et pourtant, la famille récupérait tout, papier pour le foyer, le canage pour le storage, compost comme engrais... Tout était récupéré, rien n'était jeté. La paroisse participait à cette économie, une vente bi-heddo était organisée, à coup de lots, tout était à vendre. Tout était redistribué.

UNE PRATIQUE DE GESTION

Prenons l'exemple du temps des fêtes au Québec. Comment y appliquer une grille d'analyse freegan pragmatique à la problématique de la collecte des sapins? En tant que vidangeur, je ramasse dans les ordures environ 12 arbres en plastique par année, j'arrondis bien sûr, à raison de 3 jours sur 5 par semaine. Je simplifie

maintenant. Disons 20 arbres par année si je travaillais temps plein. Un arbre jeté à toutes les deux semaines et demi. Je couvre Un secteur par jour, en moyenne. J'extrapole et simplifie encore. Dans la communauté métropolitaine de Montréal (CMM), il doit sortir 150 camions pour collecter les ordures par jour pour 150 secteurs. À tous les 12 secteurs, il se jette un arbre en plastique. Il se jette très probablement 13 arbres artificiels par jour dans la CMM.

Ainsi, avant de couper un nouvel arbre ou d'acheter un des nombreux qui se trouvent en magasin chaque année, nous pourrions partager et réparer ceux déjà en circulation. Prendre en charge l'excédent, se réapproprier ce que nous avons qualifié avec le temps de déchets, et, lui rendre la dignité qu'il devrait avoir. Finalement, je vous propose cette image: la prochaine fois que vous êtes dans un centre commercial, regardez alentour de vous et dites-vous que la plupart de ce que vous y voyez se retrouvera dans moins de dix ans aux rebuts. Il faut arrêter cette folie! 

1. Rapportés par Baptiste Monsaingeon dans son ouvrage *Homo Detritus – Critique de la société du déchet* publié en 2017 dans la collection Anthropocène aux Éditions du Seuil.

2. L'idée que les ingénieur-es et concepteur-rices finissent par produire

3. Passage provenant encore une fois d'*Homo Detritus*.

MERCIER-HOCHELAGA-MAISONNEUVE

AU FRONT POUR LA SALUBRITÉ

André Philippe Doré, responsable des activités politiques de la Ligue 33

Dans les dernières années, nos dirigeant-es ont accéléré le régime d'austérité qui ronge petit à petit le peu d'État-providence qui nous reste. Si on a beaucoup dénoncé les coupes néolibérales en éducation et en santé, les coupes dans les services municipaux orchestrées à Montréal tant bien par Denis Coderre que par Valérie Plante ont été moins critiquées à gauche. Depuis sa création, la Ligue 33 souhaite défendre la population des quartiers populaires contre les attaques visant nos services publics.

Depuis deux ans environ, notre organisation citoyenne lutte pour que l'administration de l'arrondissement de Mercier-Hochelaga-Maisonneuve (MHM) cesse de couper dans les services reliés à la salubrité. Même s'il est garni ici et là de petits quartiers de la «classe moyenne», MHM est un arrondissement plutôt défavorisé qui est souvent utilisé comme rat de laboratoire pour des projets-pilotes de la ville. Dans certains secteurs comme Hochelaga, si les problèmes en lien avec la propreté existent depuis de

nombreuses années, ils ont été exacerbés récemment par des mesures d'austérité comme l'espacement de la collecte des ordures aux deux semaines et le retrait de poubelles publiques.

La Ligue 33 est un peu une drôle d'organisation. Notre *modus operandi* n'est pas de se consulter entre membres et de faire jaillir hors de nos têtes les campagnes que nous devrions mener. Au contraire, à la Ligue nous pratiquons ce qu'on appelle «l'enquête sociale», c'est-à-dire que nous nous fondons sur les idées ►



Photo: Ligue 33



Photo: Ligue 33

des citoyen·nes pour avancer. Nous assistons par exemple à des consultations publiques ou aux conseils d'arrondissement pour entendre l'opinion des gens. Plus souvent, nous les sondons à l'aide de méthodes proactives: distribuer des hot-dogs dans les parcs et en profiter pour discuter, organiser des rencontres publiques sur des sujets plus larges, ou tout simplement aborder les gens dans la rue pour leur poser des questions. Cela nous assure que nos idées résonnent avec la population que nous souhaitons servir, et pas seulement avec les militant·es du quartier.

Depuis la création de la Ligue à l'automne 2021 nous entendons parler sans cesse du même problème: l'insalubrité. Quand nous sommes allés à notre premier conseil d'arrondissement pour demander l'installation de lumières sur un terrain de soccer, nous avons été marqués par cette dame qui relatait comment, depuis l'espacement de la collecte, des souris pullulaient autour des blocs d'appartements dans sa rue.

PAS UN CONCOURS DE POPULARITÉ

Quand nous avons décidé formellement, en 2022, de nous lancer dans la lutte contre les coupes dans l'arrondissement, nous savions que nous aurions beaucoup d'appui de la part de la population. Selon nos enquêtes, nous savions qu'environ 70-80% de la population était contre la mesure d'espacement de la collecte des ordures. Nous savions aussi, par exemple, que les gens en faveur de la mesure habitaient généralement dans une maison unifamiliale ou un duplex, et vivaient généralement seuls.

Si la lutte politique était un concours de popularité et qu'il y avait eu un référendum sur la question, nous aurions gagné haut la main grâce au soutien des classes populaires. Cependant, la réalité a été tout autre et, malheureusement, un vote démocratique n'était pas possible. Nous savions que la tâche la plus ardue serait, en fait, de trouver des personnes prêtes à s'engager sur ce front. Des gens déterminés à essayer de battre l'administration municipale et ses nombreux employés dont le travail est trop souvent de faire de la petite politique contre les mouvements citoyens similaires au nôtre.

ÉCOBLANCHIMENT

Projet Montréal a d'abord été élu avec un programme plutôt progressiste, quoique peu audacieux. Certains groupes socialistes modérés ont même milité en son sein dans l'espoir de pousser le parti dans une direction plus combative. Il apparaît donc contradictoire que ce même parti puisse aller de l'avant avec une mesure d'austérité thatcherienne, c'est-à-dire l'imposition de coupes de services drastiques touchant les milieux populaires pour éviter d'augmenter les taxes des entreprises et des riches.

Afin de diminuer cette tension entre son électorat progressiste et ses mesures défavorables aux moins nantis, les élu·es de Projet Montréal ont été forcé·es de recourir à un tour de passe-passe devenu cliché: dire que ces mesures sont prises au nom de l'environnement. Comme avec le projet Laurentia à Québec ou GNL au Saguenay, il est devenu monnaie courante de justifier des projets

motivés par des questions monétaires en prétendant qu'ils aideront marginalement à résoudre la question écologique.

Heureusement, peu de gens sont tombés dans le panneau. Après tout, dans l'est de Montréal, le verre n'est même pas recyclé et le compost n'était pas implanté dans les gros blocs d'appartements à l'époque. Néanmoins, il a nous a fallu développer un argumentaire de plus en plus solide pour mettre des mots sur une réalité très simple. Nous avons été amenés à rencontrer des éboueurs, des travailleurs de centres de tri, des concierges, des cols bleus et autres expert·es qui ont été à même de confirmer que cette rhétorique était mal intentionnée et que nombre de problèmes sont à améliorer avant que nous puissions prétendre qu'une réduction de services soit le meilleur choix pour l'environnement. Les employés de centre de tri, par ailleurs, étaient catégoriques quant au fait qu'une majorité des matières théoriquement recyclables finissait dans un dépotoir même lorsqu'elles étaient envoyées au centre de tri.


RÉPRESSION ET PROPAGANDE

Le maire d'arrondissement, lui-même commerçant gentrificateur de la rue Ontario, a su manœuvrer de sorte à obtenir l'appui des commerces zéro déchet et d'autres entrepreneurs. L'espacement de la collecte est en effet soutenu par l'Association québécoise Zéro Déchet (AQZD), qui regroupe une centaine d'entreprises. Ce consortium a même organisé certaines actions pro-espacement au conseil d'arrondissement. Comme avec les carrés verts en 2012 ou la mobilisation en faveur du troisième lien, son discours est axé autour de l'idée de «majorité silencieuse» et son travail est effectué en proche collaboration avec le pouvoir en place.

En plus d'une campagne de publicité bien orchestrée, l'administration municipale fait aussi appel à la répression directe contre notre organisation. Alors que les actions de l'AQZD sont applaudies par le maire, les militants de la Ligue 33 se sont récemment fait expulser du conseil d'arrondissement parce qu'une de leurs membres a émis un commentaire critique à voix haute. L'arrondissement refuse aussi de reconnaître notre organisme, ce qui nous empêche d'utiliser les ressources accessibles aux groupes communautaires, malgré qu'il satisfasse les critères et qu'il participe à la vie communautaire de MHM depuis plus de trois ans.

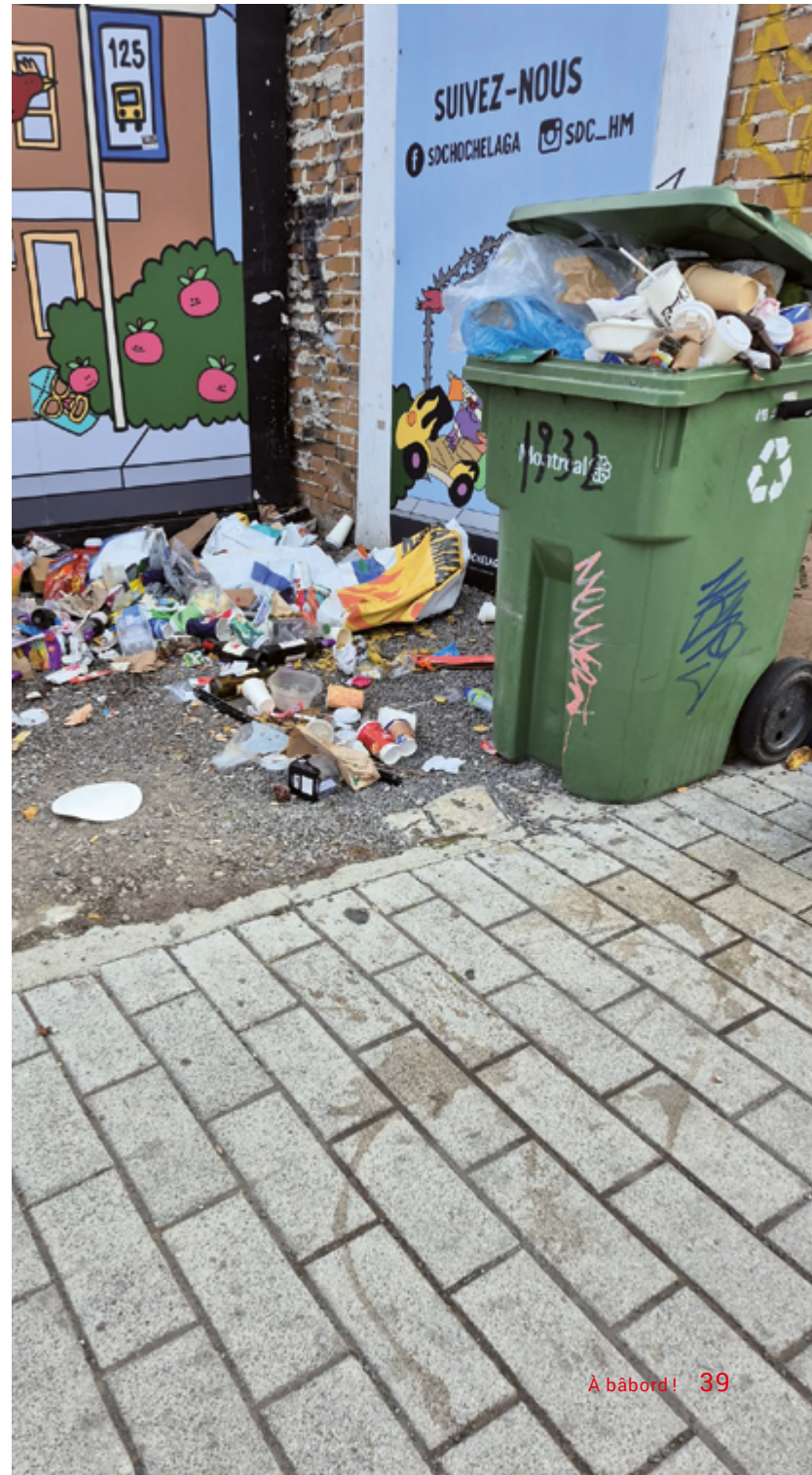
Notons que la Ligue n'est pas le seul groupe attaqué par l'administration. Durant le même conseil d'arrondissement où nous avons été expulsés, le maire a fait intervenir la police pour sortir contre son gré une militante du comité BAILS¹ qui lutte pour le logement social, parce qu'elle avait posé une question supplémentaire après les deux questions permises. Pierre Lessard-Blais, le maire d'arrondissement, semble particulièrement détester ce comité, qui a plusieurs fois critiqué son inaction dans le dossier du logement.

Le récent abandon du maire pour les prochaines élections semble être la seule manière qui permettrait à Projet Montréal de conserver l'arrondissement de MHM en novembre malgré la grogne populaire (une stratégie désormais similaire à celle de Biden, Trudeau et Plante). Or, rien ne semble indiquer que la

victoire probable de l'opposition, Ensemble Montréal, n'améliorera les choses. Pour l'instant, ce parti propose plutôt d'abandonner l'espacement de la collecte des ordures en été seulement, en attendant que la population avale la couleuvre de l'austérité. 

1. Comité de base pour l'action et l'information sur le logement social

Photo : Ligue 33



LES CHIMÈRES DE L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Louise Nachet ◀

Depuis quelques décennies, l'idée d'économie circulaire s'est imposée comme principe directeur de la transition écologique. Qu'il s'agisse de politiques industrielles ou environnementales, la métaphore rassurante d'un cycle vertueux, symbole de plénitude et de restauration, est partout.

L'idée du recyclage, de la valorisation des déchets et d'une économie efficiente fonctionnant en « boucle fermée » n'est pourtant pas nouvelle. Depuis plusieurs siècles, de nombreuses entreprises ont cherché à optimiser la production afin de réduire le gaspillage et les dépenses pour augmenter les profits. Les abattoirs industriels en sont le parfait exemple : graisse, gélatine, poils, peau, organes, sang, os, sabots, cornes, il n'y a pratiquement aucun aspect de l'animal (à part son consentement) qui soit ignoré par les entreprises¹. Transformer des déchets en or est une quête constante au sein du système capitaliste. La nouveauté réside plutôt dans le vernis écologique qui accompagne le discours dominant sur l'économie circulaire.

UNE DÉFINITION VAGUE

Définir l'économie circulaire n'a rien d'évident. Si l'on en croit le Pôle québécois de concertation sur l'économie circulaire, à l'origine de la définition adoptée par le gouvernement, il s'agit d'un « système de production, d'échange et de consommation visant à optimiser l'utilisation des ressources à toutes les étapes du cycle de vie d'un bien ou d'un service, dans une logique circulaire, tout en réduisant l'empreinte environnementale et en contribuant au bien-être des individus et des collectivités ».

En réalité, les définitions varient énormément entre les gouvernements, les institutions, les entreprises ou les fondations. Et sur Internet, on se retrouve très vite confronté à une panoplie de concepts variés, plus ou moins

scientifiques et souvent en anglais, qui se réclament de la circularité : upcycling, cradle-to-cradle, écologie industrielle, approches biomimétiques. Si cela sonne comme des formules marketing, c'est normal. Plusieurs études universitaires soulignent que le concept d'économie circulaire a été presque exclusivement développé et porté par des politiciens, des consultants, des fondations privées ou des milieux d'affaires². La profusion de définitions de la circularité, et le flou artistique qui en résulte, permet de se donner une façade écologique à peu de frais, tout en gardant une grande flexibilité sur l'interprétation.

UN CYCLE IMPARFAIT

Force est de constater que les partisans corporatifs de l'économie circulaire profitent de la faible connaissance des citoyen·nes sur les processus de recyclage pour faire miroiter l'illusion d'un système fermé où les produits sont recyclés à l'infini.

Or, chaque fois qu'un objet passe au recyclage, il y a des pertes en quantité ou en qualité. Tous les matériaux ne peuvent pas être recyclés à 100%. Nos produits électroniques utilisent de nombreux éléments en très petites quantités, ce qui rend la récupération des matériaux peu rentable, difficile, voire impossible. Même des objets moins complexes comme des emballages composés de plusieurs matériaux (ex : une boîte en carton avec des éléments en plastique) peuvent poser des complications. En bref, le recyclage est partiel et aboutit parfois à de nouveaux objets de moins bonne qualité, non ou peu recyclables à nouveau.

De même, le transport des déchets, le tri, le broyage, le nettoyage, ou la fusion des éléments consomme aussi de grandes quantités d'eau, d'énergie et

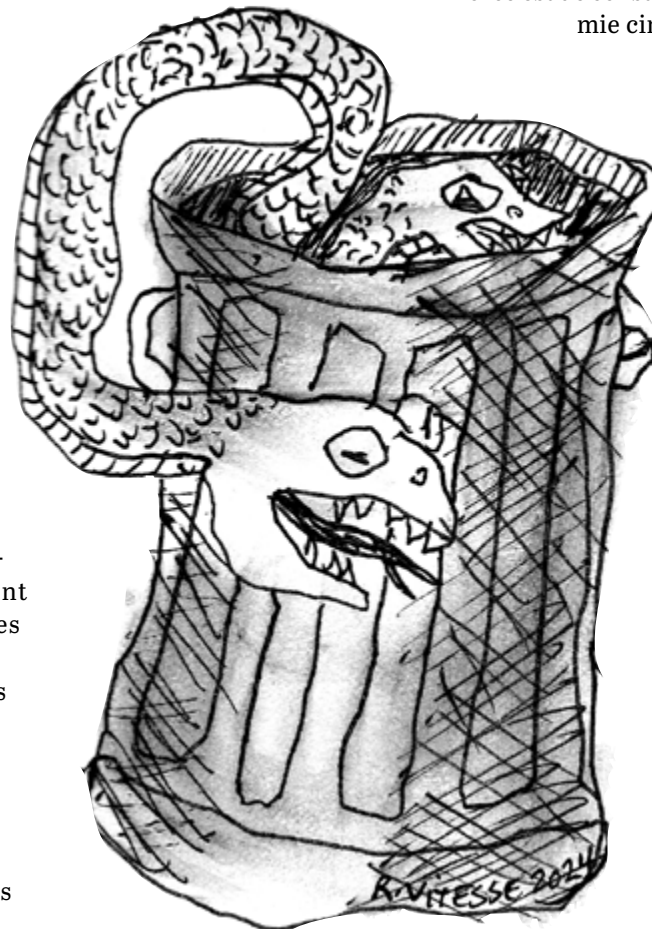


Illustration : Ramon Vitesse



de matières qui causent de la pollution des sols et de l'air. Le recyclage nécessite aussi des produits chimiques et d'autres matériaux toxiques, qui peuvent se répandre dans l'environnement.

Enfin, dans le marché mondial actuel, peu de produits sont fabriqués, achetés, jetés et recyclés au même endroit. Ces vastes transferts de ressources à travers le monde, les espaces qu'ils nécessitent, et les injustices et violences qu'ils provoquent pour les communautés restent souvent absents du débat public autour des déchets et du recyclage.

En dehors de ces considérations essentielles, l'économie circulaire peine à se diffuser dans la pratique. Dans une étude publiée en 2016³, de nombreux obstacles au développement d'un modèle d'entreprise circulaire viable ont été mis en évidence. Il existe des barrières techniques (manque de technologies appropriées), des barrières économiques (rendement et profit incertains, coûts initiaux élevés), des barrières réglementaires et institutionnelles ainsi que des barrières sociales et culturelles (routines des entreprises, comportement ou connaissances des consommateur·rices).

Ainsi, la plupart des entreprises qui réussissent à intégrer dans leur offre des produits durables avec des services de réparation ou qui revendent des produits usagés, réparés, remis à neuf et refabriqués demeurent des marques de luxe ou des entreprises de niche désireuses d'améliorer leur réputation et leur image (comme Arc'teryx ou Rolex).

L'ILLUSION DU GAGNANT-GAGNANT

L'économie circulaire telle qu'elle se présente valorise ainsi les choix individuels des citoyen·nes-consommateur·rices par rapport à l'action collective des communautés, avec la promesse irréaliste qu'elle suffira à apporter des changements radicaux à grande échelle. Pour Kersty Hobson, professeure de géographie humaine à l'Université de Cardiff spécialiste de la gouvernance environnementale et de la durabilité: « Les défenseur·euses de l'économie circulaire semblent considérer que le rôle des citoyen·nes consiste à accepter (ou non) les pratiques qui ont été formulées en leur nom par les designers, les ingénieur·es, les économistes et les décideurs politiques⁴ ».

Cette vision technocratique de l'économie circulaire est séduisante pour les politiques réformistes et les entreprises parce qu'elle promet un scénario gagnant-gagnant. Comme le développement durable, elle fait des marchés et des entreprises les moteurs du progrès, sous le patronage des pouvoirs publics. Un avenir sans conflits sur le consumérisme, l'extractivisme ou le capitalisme, seulement de nouvelles opportunités commerciales et des stratégies de croissance⁵. Il ne s'agit pas de débattre de la logique manipulatrice de la publicité ou de l'obsolescence programmée, mais bien de redorer le blason du système actuel.


CAPITALISME ET DÉCHETS

Pourtant, sans changement radical, les déchets continueront d'augmenter. La majorité d'entre eux seront toujours expédiés dans des territoires marginalisés, au Canada ou à l'étranger. Pire, l'offre de produits verts et recyclés, avec son habillage déculpabilisant « zéro

déchet », pourrait paradoxalement nous amener à ne plus remettre en question le système de production actuel et la culture consumériste dominante. Un peu comme les options végétariennes ou véganes dans les restaurants ou les supermarchés, il y a plus de chances que nous nous retrouvions simplement avec une superposition d'offres de produits plutôt qu'avec une réorganisation majeure de notre économie. En d'autres termes, plus de produits et plus de déchets. Nos options politiques se réduisent alors à agir en citoyen·nes-consommateur·rices responsables et à blâmer celles et ceux qui ne sont pas vertueux.

L'une des principales caractéristiques du capitalisme est de s'approprier les critiques qui lui sont adressées puis de les transformer en marchandises. Une manœuvre pour dompter les oppositions et qui préserve les objectifs centraux de ce système: l'accumulation, la surproduction, le pouvoir. S'en tenir aux niveaux de production actuels (déjà trop importants ou mal répartis), ou considérer la possibilité de décroissance ne sont pas des options satisfaisantes.

Face à ces critiques, la classe politique et patronale se présente comme pragmatique et réaliste. L'extension de l'industrie de gestion des déchets va devoir croître car le nombre de déchets va augmenter. Des solutions nécessaires à des besoins objectifs. Questionner les fondements même de nos économies est irréaliste, il n'y pas d'alternatives possibles au capitalisme, juste quelques variations en son sein.

Contre ce fatalisme, il est urgent de réaffirmer que le capitalisme vert est une impasse et de faire valoir d'autres voies. Une politique publique d'économie circulaire conséquente doit viser la réduction de la production de déchets dont dépend la logique capitaliste et redonner le pouvoir aux citoyen·nes et aux travailleur·euses. 

1. Les sous-produits des abattoirs peuvent comprendre des aliments pour animaux, des engrais, des produits cosmétiques et pharmaceutiques, du cuir, des outils, de la gélatine...

2. Corvellec, H., Stowell, A. F., & Johansson, N. (2022). « Critiques of the circular economy ». *Journal of industrial ecology*, 26(2), 421-432.

3. De Jesus, A., & Mendonça, S. (2018). *Lost in transition ? Drivers and barriers in the eco-innovation road to the circular economy*. *Ecological economics*, 145, 75-89.

4. Hobson, K. (2016). *Closing the loop or squaring the circle ? Locating generative spaces for the circular economy*. *Progress in Human Geography*, 40(1), 88-104.

5. Pour les entreprises, l'économie circulaire et la vision des déchets comme un bien valorisable pourraient être l'occasion de renforcer leur contrôle sur les ressources au détriment des personnes qui vivent de la récupération.

UN MONDE JETABLE...

Simon Ian, étudiant en création littéraire à l'Université de Montréal

J'ai dit à mon ami Gabriel que j'étais encore col bleu, à ramasser des vidanges. Il s'est dégonflé de découragement. *T'es sérieux?* Qu'il m'a dit. Ça faisait plus d'un an que je l'avais pas vu, et ça va prendre pas mal plus avant que je le revoie. *Pis t'es encore à l'université? En... cinéma, me semble?* J'ai fait signe que oui, précisant «et littérature». Il a pris une gorgée de sa bière et s'est mis à regarder alentour comme s'il cherchait quelqu'un. J'ai abrégé ses souffrances en lui disant que je devais partir vu que je travaillais tôt le lendemain. J'ai callé le restant de ma bière, puis ai osé une blague en disant qu'à l'heure où je commençais, je serais une vidange qui ramasserait d'autres vidanges. Il a presque ri.

6:10, un matin d'octobre, airpods dans les oreilles, ça part avec Voivod.

J'ai l'impression de déranger la nuit pendant son shift. Du restant de café frette me dégouline déjà sur les jambes. Mon cou raidi par un torticolis me fait mal chaque fois que je dois soulever une poubelle en métal à bout de bras dans le container mon de pickup. Au moins, pendant ma run, je travaille seul. Je peux blaster du Beyond Creation en paix.

Ce matin, on a assassiné Chrystine Brouillet et Martin Michaud près de la fontaine. Leur corps de papier a été déchiré et dispersé un peu partout sous les arbres et les bancs de la place du village. J'en ai rien à foutre lorsqu'on éventre des auteurs américains médiocres, mais quand on touche aux miens, je peux devenir mauvais. Je laisse les pages orphelines par terre, espérant vainement que des citoyens tomberont dessus et découvriront quelque chose.

Dans un des parcs que je dois nettoyer, j'entends une mère dire à son garçon de ne pas jeter son emballage de barre-tendre par terre, que c'est pas bon pour l'environnement. Elle l'incite à le mettre à la poubelle. Comme si on allait pas finir par calisser ça

quelque part à terre anyways. Un beau quelque part qui sera pas visible au regard des mortels. Comme dirait Paul McCartney, *si les dépotoirs avaient des fenêtres, on ferait tous moins de déchets.*

... le café continue de me dégoûter jusque dans les bottes, dans la gorge aussi, et son odeur, mêlée à celle de la marde de chien, de me hanter alors que je sippe tranquillement mon propre moyen 2-2. Un genre de café éternel. Les poubelles placées en avant de la crèmerie sentent toujours agréablement les fraises et la vanille sucrée avant que j'envoie tout ça à la même place.

Je l'ai fait. Je me suis acheté un café. J'ai contribué à l'apocalypse, mais le café en vrac qu'on a à la job est pas buvable. Au moins, pas de paille. En dedans, le gars à la caisse m'a demandé si je voulais faire un don à je sais pus quel organisme de charité. J'ai pas osé lui demander si ça allait vraiment se rendre, j'ai donné. Je suis de la génération qu'on a prévenu des changements climatiques; devant laquelle on refuse le changement politique. Spotify m'envoie *L'Hymne à la beauté du monde*. Le scream de Simon Girard se superpose au trémolo de Diane Dufresne. Premier déload. Je remplis un demi-container. J'sais pas ce que ça fait en poids, mais j'sais ce que ça sent. Ça sent la fin. Notre fin. parce que Je est impuissant.

And I'm back on the road.

J'vous ai tu dit que j'peux voir le passé? (Y a un kid, 16 ans sûrement, des fausses cartes, né d'une bonne famille, son père a des moyens, lui va devoir aller à l'université, il pourrait (il a les notes), mais pour l'instant il se rend compte que la vie adulte va être compliquée et qu'il est pas encore prêt, et découvre en même temps les quilles de Molson Dry 10,1%, mais y est pas question qu'une fois vides il les mette là où la société a prévu qu'il les mette, pas question de faire ce à quoi on s'attend de lui, alors je les ramasse en morceaux dans les modules pour enfants, pendant que les enfants jouent.)

Je reçois un call. C'est le devoir qui m'appelle. Le contremaître de garde m'explique qu'un citoyen s'est plaint qu'une poubelle débordait en face de chez lui. J'allume les petits phares jaunes que j'ai sur mon truck, gaz au bout, tassez-vous j'suis médecin, mon fils est astronaute. Ça déborde toujours chez les riches, sauf quand j'arrive. Je me rends compte qu'un tronc d'arbre, un fucking tronc d'arbre coupé, occupe les trois-quarts de la poubelle et que la marde s'est empilée par-dessus. Tasse la marde, tire sur ledit tronc d'arbre, mais rien à faire. Sort la pelle en métal qu'il y a dans mon truck, c'est ce que j'ai de plus coupant, calisse des coups de pelle là-dedans.

Dans un parc, un enfant bien extraverti me demande si j'aime ma job. Je commencerai pas à mentir à un enfant. Je lui réponds «Non». Un peu plus loin, je trouve dans une poubelle une pizza presque entière, intacte dans sa boîte. J'hais le gaspillage. Elle est de ma pizzeria préférée, et elle est intacte dans sa boîte.

L'ESTHÉTIQUE TRASH

Selon Isabelle Kirouac Massicotte, «on associe (trop) rapidement le trash à des œuvres particulièrement violentes et/ou sexuelles qui, pourvues d'un important pouvoir de monstration, ne font pas dans la subtilité*.» Pour moi, l'esthétique trash permet d'explorer ce qui est caché, ce qui est laissé derrière par notre recherche collective de la beauté et du bonheur. C'est un prétexte en apparence inoffensif pour poser un regard critique et se montrer vulnérable face à la complexité du monde, face aux impasses de la modernité dans notre société.

* Isabelle Kirouac Massicotte, *Trash : une esthétique des marges dans les littératures francophones du Canada : étude*. Éditions Prise de parole, 2023.

J'ai découvert sur Wikipedia que le terme *blue collars* (cols bleus) désignent une classe sociale particulière. Les cols bleus sont parmi les collègues les plus chaleureux que j'ai pu avoir.

Deuxième déload. Le container est ben plein. Une autre pause pour la prose.


Tant qu'à être dans les confidences; j'veis vous révéler quelque chose à propos de l'organisation municipale, qui est pas mal à l'image de la vie adulte. Entendez ici le chant épique de *Funeral of Queen Mary*, ça va fesser fort...

LE RECYCLAGE S'EN VA PAS AU RECYCLAGE.

Les bacs de recyclage dans les rues sont remplis de la même marde que ceux des poubelles et, même si les grands containers dans lesquels je dois les vider sont identifiés comme en étant deux dédiés au recyclage et deux aux poubelles, la mandat de la compagnie

qui vient les récupérer est de venir pour quatre containers de poubelles.

J'entends souvent les gens de ma génération dire qu'ils ne veulent pas d'enfants, que le monde dans lequel on vit n'est pas favorable à ça, parfois qu'on est simplement trop sur terre. Ne serait-ce pas qu'une excuse pour garder le statu quo?

17:00. Je punch out, direction le dépanneur. J'me trouve deux quilles de Fin du monde. Le vieux caissier me sourit, toujours. En deux ans de visites hebdomadaires, je ne l'ai jamais vu faire autrement. J'aimerais en être capable. 

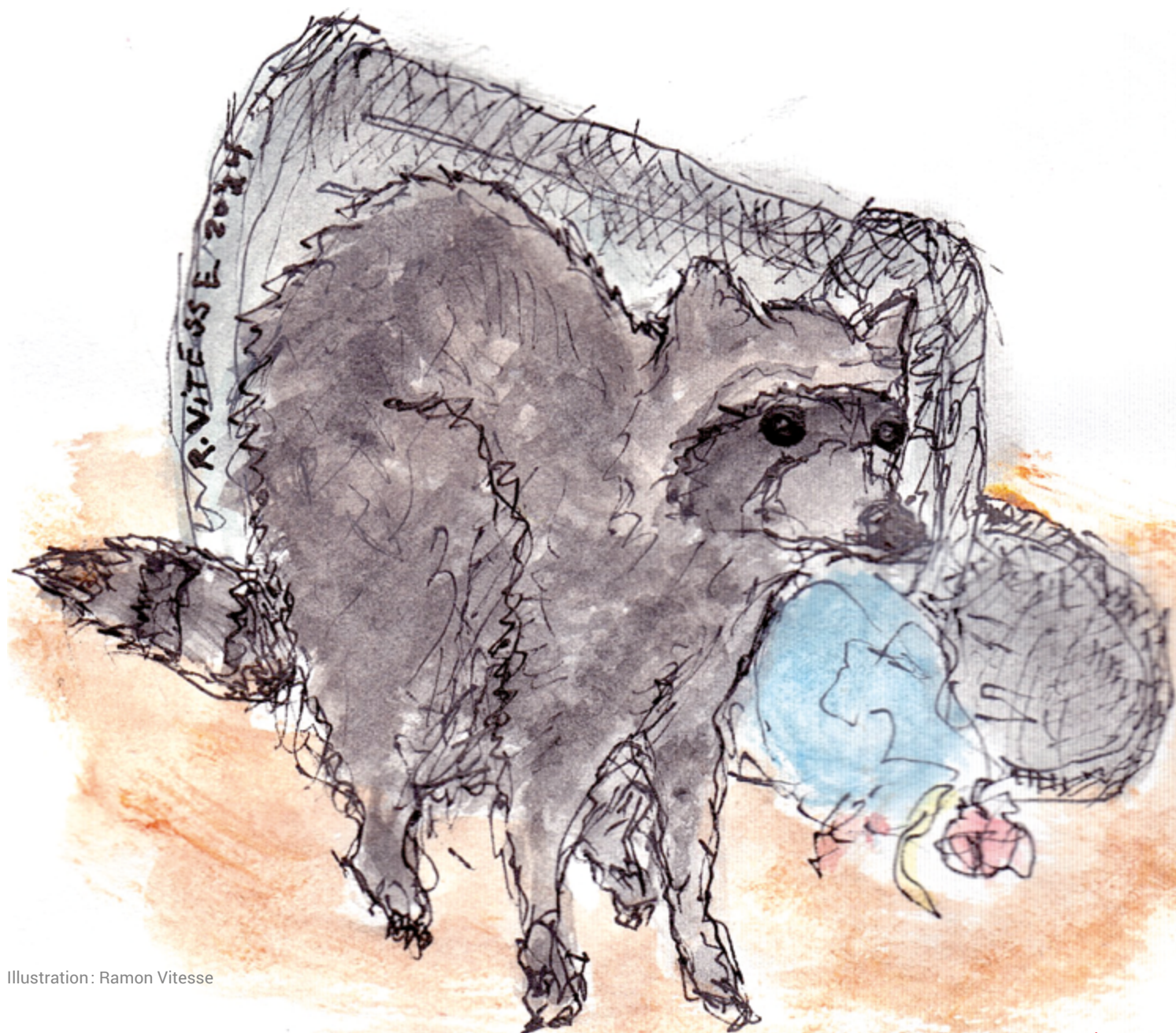


Illustration: Ramon Vitesse

BOMBANCE ET « DÉCHETS » ALIMENTAIRES

Ramon Vitesse, militant A Bombance Collective

La nouvelle d'un méga entrepôt, en vue de la redistribution et du traitement des surplus alimentaires récupérés par Moisson Rive-Sud, actuellement en construction à Longueuil pour un coût annoncé de 12 millions de dollars, donne le tournis. Ne pourrait-on pas, en amont, mieux gérer les flux de nourriture produite ? Pour contrer ce que ces bonnes âmes appellent « insécurité alimentaire », n'y aurait-il pas lieu de détricoter les salmigondis des politicien·nes afin d'enfin entendre que, derrière la richesse exponentielle des quelques plus riches, on retire le pain de la bouche des moins (de moins en moins) nantis ?

Ces quelques constats un rien critiques face au théâtre social qui dissimule les réalités hypocrites d'un système capitaliste en hyper-ventilation ne doivent pas nous le faire oublier. Les centres d'action bénévoles qui gèrent la pauvreté en dénonçant avoir toujours plus de monde à nourrir et de moins en moins de denrées pour remplir les paniers de dépannage alimentaire n'auront jamais de cesse. Le système lui, ne souhaite que croître. Mais, t'inquiète on produira aussi du baloney et des chips « all dressed » en méga format !

Avec quelques personnes du jardin collectif, l'idée toute simple et directe que nous avons décidé de tenter est la suivante: coupons court à ce voyage de nourriture et surtout, dans un contexte évident de gaspillage, redistribuons immédiatement la nourriture périmée récoltée localement sans discriminer quant à la pauvreté des destinataires. Sur ce point, il est souvent admis qu'il faille tracer une ligne claire entre des « pauvres » (à qui, dit-on, on exigerait des preuves et à qui on ferait la morale sur la gestion de leurs dépenses, tout en les soumettant à un mécanisme de distribution souvent rigide) et les autres; incluant les bénévoles. Ce départage décline, hiérarchise et distancie bénévoles et « bénéficiaires ». Cette attitude reproduit un jugement moral, ne remet pas en cause les fondements de production de la pauvreté par l'accaparement de quelques extra-riches tout en donnant à tous·tes bonne conscience en répartissant des restes dont personne, ou presque, ne veut.

A Bombance Collective ou ABC nourrir, pour faire moins dans l'outrance, on vise justement à secouer différemment ces « déchets alimentaires ». Les deux distributions hebdomadaires commencent à deux épiceries et finissent directement à trois points de chute où le monde se sert en fonction de ses besoins et de ses goûts. Seule contrainte: générer suffisamment d'aliments pour tout le monde, en limitant, par exemple, la viande en fonction de la quantité reçue et, a contrario, prendre les aliments reçus en abondance; quitte à transformer ou congeler. La balance, car il reste encore généralement de la bouffe, est déposée dans notre frigo libre service logé au centre communautaire. Les rencontres lors des arrêts aux points de chute sont au moins aussi importantes que la nourriture

elle-même – « J'ai rien besoin aujourd'hui mais, j'avais envie de venir voir le monde! ».

Nos « déchets » alimentaires ? Ça vaut la peine d'élaborer... Il y a la péremption rapide du prêt-à-manger (comme les salades ou les sandwiches), des fruits et légumes, des produits laitiers, de la viande, etc. Il y a aussi un système d'offre pharaonique de produits qui se déclinent dans d'innombrables variantes, saveurs, qualités, nouveautés, etc. Par exemple, pour des céréales, juste les *granolas* disons, on peut retrouver dans une épicerie conventionnelle une cinquantaine de variétés, de saveurs, de formats et de marques ! Cette offre pléthorique sous-tend la présence d'un stock suffisant de chaque produit sur les tablettes pour justifier leur existence. Ce choix finit par être ridicule, car gargantuesque et, son corollaire, c'est les pertes... Évidemment ça a une incidence sur les prix, car il faut bien que quelqu'un paie pour les pertes d'une offre de consommation sophistiquée à l'extrême. Il s'agit d'un cercle vicieux où l'on dope la production de marchandise qui doit bien être, à la source, produite, transformée, emballée, mise en marché et distribuée.

Si certains aliments n'auraient pas besoin de date de péremption ou presque (pensons aux pots remplis sous vide, aux breuvages en cannette ou en bouteille qui ne sont pas réfrigérés, aux sachets et sacs scellés hermétiquement); d'autres dureront même plus longtemps que prévu (céréales, fruits séchés, conserves) tandis que d'autres peuvent être prolongés un peu ou transformés (fruits et légumes, produits laitiers, pains et pâtisseries).


Dans les récoltes de nourriture – qui est pour mille et une raisons éliminée des épiceries – il y a en plus les nécessités du roulement. Cela va faire que deux ou trois caisses de belles pommes seront à débarrasser, les produits dont les prix ont été réduits à néant pour vente rapide n'ayant pas trouvé acheteur, le prêt-à-manger tellement emballé qui comporte parfois un sachet de graines et un petit pot de sauce ou du cellophane, les produits abimés dans la manutention, et bien d'autres.

En offrant cette nourriture dans un effort anti-gaspillage et en souhaitant ne pas ghettoïser les bénéficiaires des distributions afin de créer des lieux de rencontres pour briser l'isolement, dynamiser la communauté et favoriser l'entraide, on s'aperçoit que les

mythes sont tenaces. Combien de fois des personnes bien ordinaires refuseront de prendre de la nourriture: «J'ai rien besoin!», «Je vais laisser ça à ceux, celles qui en ont besoin...», «Ben voyons, c'est passé date ce yogourt! Ah, et ce sandwich aussi... Non merci.», «Pourquoi vous n'allez pas porter ça à la banque alimentaire?!».

En revanche, les personnes curieuses et qui comprennent bien la valeur (du prix autant que du gaspillage) découvrent en prime plein de produits qu'elles n'auraient jamais eu l'occasion d'essayer autrement. Le monde échange des astuces et des recettes sur le vif quand on reçoit des rapinis, du seitan, du chia, etc. L'idée de communauté a aussi pris un temps la forme d'un fanzine pour partager nos réflexions, trucs ou dessins entre les trois points de chute. Nous laissons aussi des copies au centre communautaire (où nous avons un frigo libre-service ouvert à tous-tes) et à la bibliothèque publique. D'ailleurs, pour un temps, cette dernière nous avait fourni d'autres «déchets» comme des livres élagués. Mettre en partage une boîte de livres constitue un super complément en étant vachement protéinique et excellent pour les transits intestinaux! On pourrait d'ailleurs élaborer sur cet autre type de rebuts que sont les livres et qui se trouvent déclassés par la nouveauté et les publications (très) nombreuses.

Alimentaire chair ou bien Ali-menteur cher? Là réside la question. Un des constats qui émerge des nombreuses réflexions au sein du collectif A Bombance Collective qui, ultimement, rassemble tous-tes celles et ceux qui ont un lien avec le projet est le suivant: participons-nous avec nos actions de récupération de dernière minute à cette vaste supercherie de surconsommation? Servons-nous de bonne conscience à ce système? Par exemple, de la nourriture suremballée – donc non compostable, à moins que les épicerie dépensent pour l'en départir des plastiques et autres bidules, finirait, comble de l'incohérence, dans des sites d'enfouissement! Heureusement ce sandwich avec petit pot de sauce, pellicule plastifiée et coquille de plastique pour présenter le tout se trouve, même périmé, redonné pour être consommé. Peut-être devrions-nous accentuer notre prise de conscience à titre d'humains-ordures de la Terre? Ou encore, réinventer des coops ou des groupes d'achats limitant les produits au strict minimum, en se répartissant de grands sacs ou chaudières énormes en plus petits formats, et, avec des jardins collectifs afin de désertier les temples de la consommation? On y revient

toujours: ce qui est paresseusement nommé déchets, rebuts, ou ordures contient son lot d'interrogations qui offrent autant de façon de rebondir en refusant les diktats commerciaux, économiques et politiques. 



LIBÉRER LE NORD DU NUCLÉAIRE

Avec **Brennain Lloyd**, coordinatrice de projet chez Northwatch
Propos recueillis et traduits de l'anglais par Louise Nachet ◀

Alors que le nord-ouest de l'Ontario est envisagé pour accueillir les actuels et futurs déchets nucléaires du Canada, des groupes locaux et des Premières Nations ont formé We the Nuclear Free North (WTNFN) pour s'opposer au transport, à l'enfouissement et à l'abandon de déchets radioactifs dans leurs bassins versants. À *Bâbord!* rencontré l'une de leurs membres.

À bâbord! : Pourquoi et comment cette coalition s'est-elle formée?

Brennain Lloyd: À l'automne 2020, il y a eu une conversation entre des personnes qui s'organisaient nouvellement autour de la gestion des déchets nucléaires avec des organisations qui travaillaient dessus depuis longtemps, comme Northwatch, Environment North ou Citizens United for a Sustainable Planet. Nous leur avons tendu la main, avons organisé une réunion, et ceux qui étaient intéressés ont fondé WTNFN.

Au cours des dernières années, l'accent a été mis sur le nord-ouest de l'Ontario en matière de transport et d'enfouissement. Mais au départ, la Société de gestion des déchets nucléaires (SGDN) a enquêté dans 13 zones différentes, principalement dans le nord de l'Ontario, avec 4 dans le nord-ouest et 9 dans le nord-est. Mais en 2020, ils n'ont présélectionné qu'un site dans le nord-ouest et le sud-ouest de l'Ontario. Nous avons donc tendance à parler du nord-ouest de l'Ontario, car c'est là que se trouve le site candidat de la SGDN. Mais les impacts liés au transport seront plus importants dans le nord-est, en termes de kilomètres parcourus.

À B! : Pourriez-vous décrire la relation du nord de l'Ontario avec les déchets et la pollution?

B.L.: En vertu de la loi provinciale, les normes environnementales sont différentes pour le nord et le sud de l'Ontario. Le gouvernement utilise la rivière des Français comme ligne de démarcation. Il y a quelques années, il y a eu une amélioration de la réglementation sur la qualité de l'air. Cameco est une entreprise d'uranium qui exploite une mine en Saskatchewan et possède une raffinerie à Blind River (dans le nord) et une usine de conversion et de fabrication de combustible à Port Hope (dans le sud). Plutôt que de se conformer à ces nouvelles normes, Cameco a fermé son incinérateur à Port Hope et a commencé à envoyer ses déchets par camion à Blind River. C'est un exemple de la façon dont le nord de l'Ontario porte le double fardeau. Nous avons des normes moins strictes, donc nous sommes moins protégés par la loi et les entreprises du sud de l'Ontario envoient leurs déchets dans notre région.

Nous avons aussi un long historique d'entreprises à la recherche de sites d'élimination de déchets dans la région pour les BPC, les déchets médicaux, les déchets radioactifs de faible et de haute activité. Pour les déchets solides (c'est-à-dire les ordures ménagères, commerciales et industrielles), nous avons

lutté pendant 14 ans contre les déversements de la ville de Toronto dans un site du district de Temiskaming. Concernant les déchets radioactifs, cela a commencé dans les années 1970 lorsque Énergie atomique du Canada Ltd a effectué sa première recherche d'un site pour l'enfouissement de tous les déchets de haute activité du Canada. Jusque dans les années 1990, l'hypothèse était qu'ils iraient au nord de l'Ontario. Nous étions dépeints comme étant un endroit isolé et sauvage, comme si cela nous rendait disponibles pour un tel traitement. Il y avait aussi un processus distinct pour le déversement des déchets de faible activité qui était localisé à Port Hope et à Port Granby dans le nord de l'Ontario. Dix-neuf communautés ont fait l'objet d'une enquête, et à la fin, toutes l'ont rejetée.

Puis la SGDN est créée en 2002, et le même exercice a recommencé. En 2010, ils ont lancé la recherche de site. Pour solliciter de l'intérêt, la SGDN s'est rendue à des conférences municipales et à des conférences sur le développement économique pour les municipalités du nord de l'Ontario. « Êtes-vous intéressé-es de savoir comment votre communauté pourrait bénéficier d'un projet d'infrastructure national de 16 à 24 milliards de dollars? » Ils n'ont pas souligné qu'il était question de 50 ans de déchets nucléaires piégés et enterrés dans votre communauté, mortels à perpétuité. Treize collectivités du nord de l'Ontario ont dit qu'elles aimeraient en savoir plus. Il s'agissait, presque sans exception, de communautés en difficulté économique. L'usine ou la mine avait cessé ses activités et elles avaient beaucoup de mal à payer leurs factures. Le nord de l'Ontario a donc été entraîné dans ce dernier cycle en raison des disparités économiques et des difficultés que connaissent ces villes « boom-and-bust », ce qui n'est pas différent de certaines villes du Québec et du Nouveau-Brunswick.

À B! : Quels sont les principaux enjeux concernant les peuples autochtones et la SGDN?

B.L.: Nous avons beaucoup d'Autochtones qui participent à l'alliance et qui la dirigent, mais nous ne parlons pas en leur nom, ils parlent pour eux-mêmes et pour leurs communautés.

Le 28 novembre, la SGDN a annoncé qu'elle avait choisi un site de dépôt géologique en profondeur entre Ignace et Dryden, en plein cœur du territoire du traité no 3. Il y a quelques tensions parce que la nation ojibwée de Wabigoon Lake (WLON) est la communauté située immédiatement en aval du site et la plus proche du site. Et c'est cette Première Nation que la SGDN considère être la

communauté d'accueil et sur laquelle elle se concentre. Mais il y a beaucoup d'autres Premières Nations qui ont aussi des activités traditionnelles sur le territoire, et leurs droits issus de traités doivent donc être également respectés. Bien que la SGDN ait approché un grand nombre d'entre elles et qu'elle leur ait fourni un peu de financement afin qu'elles puissent en apprendre davantage sur le projet et le commenter, aucune d'entre elles n'a exprimé d'appui au projet, y compris WLON. Depuis plus de 10 ans, la SGDN dit qu'elle n'ira de l'avant que si elle a une communauté d'accueil informée et disposée à le faire, et qu'il doit y avoir une démonstration convaincante de la volonté de cette communauté, sans jamais vraiment préciser ce que cela voulait dire. Or, ce que WLON a dit, c'est qu'ils sont prêts à passer à l'étape suivante de l'enquête sur le site, et qu'ils entreprendront leur propre évaluation et processus d'approbation¹. Leur vote pour passer à l'étape suivante n'est pas une expression de soutien au projet. Et la Première Nation d'Eagle Lake, qui est la prochaine communauté en aval, a intenté une

1. Il y aura également une évaluation fédérale en vertu de la *Loi sur l'évaluation d'impact* et un processus d'autorisation mené par la Commission canadienne de sûreté nucléaire.

action en justice parce qu'elle dit qu'elle aurait dû être considérée comme une communauté d'accueil capable de dire oui ou non.

ÀB! : Quels ont été les défis de votre campagne ?

B.L. Le plus grand défi, c'est que l'industrie nucléaire dispose de ressources nettement supérieures aux nôtres. La SGDN compte de nombreux employés à temps plein dans plusieurs endroits en Ontario. Ils sont constamment en mode financement. Par exemple, Ignace est une communauté qu'ils considèrent comme une communauté d'accueil. Nous ne sommes pas d'accord avec cela car Ignace est à 45 kilomètres à l'est du site. Ils se trouvent dans un bassin versant différent, mais ils étaient désespérés. Il y a quelques motels, une station-service, une taverne, des dépanneurs, mais il n'y a pas d'industrie autre que ces emplois de service ou l'école. Ils avaient une mine il y a des décennies et ils ne se sont jamais remis de sa fermeture et sont coincés dans l'attente de la prochaine mine. Ils pensent que le projet de la SGDN va rendre la situation telle qu'elle était à l'époque de l'ouverture et de l'exploitation de la mine Matabbi. Mais ce ne sera pas le cas.

Ensuite, certaines personnes qui sont des employés ou ex-employés de l'industrie nucléaire mènent des campagnes d'attaques



Située sur la rive nord du lac Ontario, la centrale nucléaire de Pickering est un excellent exemple d'installation ancienne qui constitue une menace directe pour l'environnement et les communautés locales. Photo : Jason Paris

très négatives en ligne. Lorsque les locaux posent une question ou expriment une opinion, ils sont vite attaqués. Les médias sociaux sous leur pire jour, et il n'y a pas de journal local à Ignace ou à Dryden, donc il s'agit de l'outil de communication principal.

Lorsque nous avons fait du porte-à-porte, nous n'avons pas demandé aux gens s'ils étaient pour ou contre le projet. Nous avons demandé aux gens s'ils pensaient recevoir suffisamment d'informations indépendantes sur le projet et le promoteur, et qui, selon eux, devrait prendre la décision. À une écrasante majorité, même les personnes qui nous ont dit qu'elles soutenaient le projet ont déclaré qu'il devrait y avoir un référendum.

Vers 2021, Ignace a engagé des consultants qui travaillaient pour l'industrie nucléaire depuis des décennies. Ils ont installé des tables dans les cliniques de vaccination pendant la période du covid et ont distribué une enquête dont le taux de réponse a été très faible et qui est arrivée à la conclusion que les habitants voulaient que le conseil prenne la décision concernant l'arrivée de déchets nucléaires dans la région. Des consultants différents ont été employés en 2023. Ils ont organisé des événements, des soirées à la taverne, le petit-déjeuner au centre pour personnes âgées, ainsi que des interviews et un sondage en ligne. La question n'était pas de savoir si vous êtes favorable à ce que des déchets nucléaires soient transportés par camion jusqu'à votre ville et enterrés 45 kilomètres plus loin. La question était « Êtes-vous favorable à ce qu'Ignace poursuive le processus de la SGDN? » Et pour les habitants d'Ignace, cela signifie continuer à obtenir des financements. La majorité des personnes qui ont participé au sondage ont donc répondu par l'affirmative. Ce n'était pas la majorité des habitants d'Ignace, et il ne s'agissait pas non plus d'une question claire sur le soutien au projet de la SGDN. Mais c'est ainsi que la ville s'est déclarée volontaire. Puis ils ont signé un l'accord d'accueil qui les engage à soutenir le projet à perpétuité, même s'il change. Ignace est piégé.

ÀB! : Qu'en est-il des autres communautés environnantes ?

B.L : La SGDN s'efforce d'obtenir un accord de bon voisinage avec la ville de Dryden, qui se trouve en aval du site. Il y a beaucoup d'opposition à Dryden, et les résidents s'inquiètent beaucoup de ce que pourrait contenir cet accord. Si le projet se concrétise, Dryden aura une augmentation de la demande de services, les pénuries de logements s'aggraveront, il y aura plus de demande pour les services médicaux, sociaux, etc. La SGDN indique que ses employés déménageront à Ignace. Je ne le crois pas. À Dryden, vous pouvez voir un optométriste et un médecin, votre enfant peut jouer dans une équipe de hockey, il y a des cours de musique, et cela n'existe pas à Ignace. Dryden est donc dans une situation difficile, car ils n'ont pas invité la SGDN dans la région, mais ils pourraient bien être coincés avec les impacts. Certaines entreprises de la ville auront plus de clients, elles vendront plus de bois d'œuvre, bien sûr. Mais c'est la ville qui va gérer l'augmentation des services et des pressions sur les infrastructures.

Ensuite, il y a un certain nombre de communautés qui sont beaucoup plus proches du site. Borups Corners, Dymont,

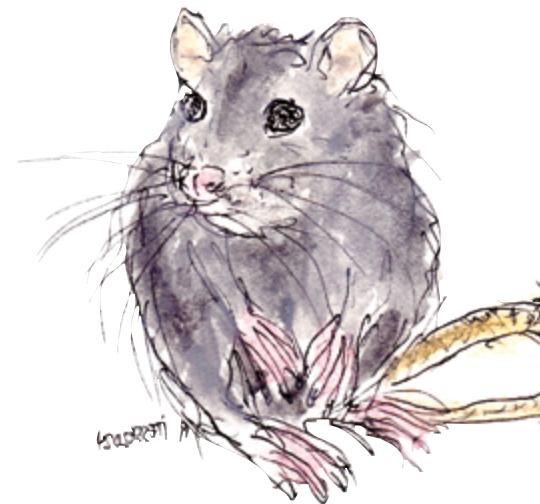
Dinorwic, Wabigoon... Mais ce sont tous des territoires non organisés. Certains d'entre eux ont des conseils de service, mais ils n'ont pas d'administration municipale, alors ils sont tout simplement exclus du processus. C'est une autre façon dont cette histoire de communauté d'accueil consentante est trompeuse parce que ces communautés très proches du site ne sont pas seulement en aval, mais elles se trouvent dans le même bassin atmosphérique.

ÀB! : Quelle est la voie à suivre ?

B.L : La première étape, c'est d'arrêter de produire des déchets nucléaires. Le Québec l'a fait; l'Ontario pourrait le faire. Des études montrent que la province pourrait faire la transition vers un réseau renouvelable à mesure que des options de stockage deviennent disponibles. Nous ne disons pas qu'il faut fermer tous les réacteurs demain. Nous comprenons qu'il faudra adopter une approche par étapes. En 2023, en Ontario, les deux dernières unités de Pickering (A) ont été fermées. Mais malheureusement, ils prévoient d'en construire davantage. En ce qui concerne les déchets qui se trouvent dans les centrales nucléaires, nous avons besoin d'un stockage prolongé sur site, mais avec un système de stockage plus robuste, et dans le cas des réacteurs situés sur le lac Ontario (Pickering et Darlington), les déchets doivent être retirés de la rive du lac. Et puis se concentrer sur le passage à d'autres sources d'énergie. Le discours actuel sur l'électricité est basé sur de grandes platitudes. Pour répondre à nos besoins énergétiques, nous avons besoin d'une stratégie réfléchie fondée sur les services énergétiques et non sur la source d'énergie.

On dit aux communautés proches des réacteurs que les déchets disparaîtront, mais c'est faux. Il faudra attendre la fin du siècle avant que les déchets ne soient déplacés, même si nous arrêtons de les produire. C'est irresponsable. Nous pourrions éviter de contaminer un autre site comme nous le ferions avec le prochain dépôt en formations géologiques profondes, éviter le risque de transport et rendre les déchets plus sûrs à leur emplacement actuel.

La version longue de cet entretien en français et en anglais est disponible sur le site de la revue: www.ababord.org



ENTREVUE

LA RÉCUPÉRATION AU SERVICE DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE

François, membre-utilisateur de la Coop Les Valoristes
Propos recueillis par Louise Nachet ◀

La Coop Les Valoristes est une entreprise sociale de solidarité qui favorise l'inclusion des personnes éloignées du marché du travail en proposant un service de récupération des contenants de matières consignées. L'entreprise existe depuis 2012 et permet à une centaine de personnes d'augmenter leur revenu dans un cadre flexible et chaleureux. La coopérative de solidarité participe aussi à l'effort de lutte à la crise climatique en plaçant la récupération au cœur de son action. À *bâbord!* s'est entretenu avec un membre de la coopérative pour mieux comprendre son fonctionnement ainsi que son apport dans la vie des personnes qui y sont impliquées.

À *bâbord!* : Pourriez-vous présenter ce qu'est la Coop Les Valoristes ?

François : Notre mission, c'est d'améliorer les conditions de travail des valoristes, d'offrir un dépôt où ils peuvent vendre leurs contenants, et de favoriser leur inclusion. Les gens arrivent avec leurs contenants, il y a des machines, mais aussi des personnes qui vont compter les contenants, les séparer et les trier. Puis on remet l'argent en comptant le jour même.

À *bâbord!* : Comment êtes-vous devenu membre-utilisateur de la Coop ?

F. : Dans mon cas c'est assez simple. J'ai été un travailleur, je suis tombé malade et je n'ai plus été capable de travailler et de garder un emploi à temps plein sur le long terme. Je suis présentement sur l'aide sociale. La prestation du gouvernement permet de me loger, mais pas beaucoup plus. C'est donc la seule chose que j'ai trouvée qui me permet de ramasser des sous et de travailler à mon

rythme, selon ce que je peux faire, et d'améliorer ma qualité de vie. Ça me permet de vivre plutôt que de survivre. Je voyais des gens récupérer des contenants consignés dans les parcs et dans les sacs de recyclage. C'était un univers que je ne connaissais pas, même si j'ai eu des membres de ma famille qui récupéraient de la ferraille.

À *bâbord!* : Quels sont les autres profils des personnes qui font ce travail de valoristes ?

F. : Honnêtement, les profils sont très variés. Ça va des gens qui sont très à l'aise financièrement, qui le font pour des raisons écologiques ou pour remettre l'argent à des œuvres de charité, à ceux qui ne sont pas encore arrivés à leurs pensions et qui font ça pour arrondir leurs fins de mois, et bien sûr, aux itinérant-es. Pis là on parle des poubelles et de la consigne, mais en dehors de la Coop, les ferrailleurs que l'on voit passer en pickup font aussi un travail de valoriste. Souvent, ce sont des personnes qui ne gagnent pas beaucoup d'argent et qui font ça à temps partiel.

À *bâbord!* : Quelles sont les difficultés auxquelles vous êtes confronté dans votre travail ?

F. : Autrefois, le dépôt des Valoristes n'était pas ouvert à l'année. Le principal défi était de vendre les contenants. À l'épicerie on n'était pas toujours accueilli-es avec un tapis rouge. On le voyait dans leurs regards, on dérangeait. Souvent, les contenants étaient sales ou mouillés, alors les employé-es n'avaient pas envie de s'occuper de nous. Souvent, c'était la personne à la caisse rapide qui était obligée de tout faire en même temps. Elle venait compter nos contenants qui ne passaient pas dans la machine. La Coop nous permet de pouvoir apporter nos contenants, peu importe notre condition ou notre état, et d'être toujours accueilli-es avec un sourire.



ÀB! : Il y a aussi des endroits où on vous répond qu'il y a des montants maximums.

F : Oui, j'ai tout vu: la machine défectueuse, les montants maximums, les heures restreintes, l'humeur des gérant-es... on refuse de prendre le contenant, on ne nous remet pas le bon montant. À Montréal, j'ai la chance d'avoir la Coop et ce ne sont plus des défis que j'ai à affronter. Parmi les autres obstacles, on travaille l'hiver. Peu importe la température, on est à l'extérieur, souvent tôt le matin ou tard le soir. Chaque saison a ses défis. L'été, les gens boivent plus, mais il y a aussi plus de valoristes qui ramassent, et la chaleur ne rend pas le travail facile. Aussi, même avec des gants dans les bacs d'ordures, il y a toutes sortes de choses dangereuses comme des objets coupants, des seringues... C'est une source d'inquiétude. Enfin, on ne sait jamais combien on va ramasser en argent, c'est comme aller à la pêche. Ça peut aller de 50 sous à 50 dollars de l'heure, mais on s'entend que 50 dollars de l'heure, c'est vraiment rare. Ça reste difficile de faire un budget dans ces conditions.

ÀB! : Quelles sont les relations entre les valoristes et les acteurs plus formels de la gestion des déchets, qu'ils soient publics ou privés? Pourriez-vous nous parler des problèmes qui entourent la reconnaissance ou la non-reconnaissance de vos activités et de vos parcours?

F : La Coop rencontre de grands défis, et elle doit se battre pour être reconnue, même s'il y a présentement des améliorations avec la ville et les autres intervenants. Moi, sur le terrain, je récupère uniquement dans le Centre-Sud de Montréal, à Ville-Marie et dans le Village, où il y a une mixité sociale. Il y a un peu plus de monde qui récupère des contenants ces dernières années, et ça génère parfois de l'agacement et de l'incompréhension de la part des résident-es. De plus en plus, les gens commencent à comprendre que c'est un travail et que ça permet aux personnes de gagner un petit peu de sous. Ça fait que plusieurs citoyen-nes déposent leurs contenants consignés dans des sacs à part pour nous faciliter la vie.


Concernant les éboueur-euses, j'essaie de garder une bonne relation avec elleux. Je récupère seulement la journée du recyclage. Souvent, iels sont un peu déçu-es de l'état des sacs, mais dans la grande majorité du temps, on fait très attention pour ne pas faire de dégâts, voire même nettoyer après notre passage.

ÀB! : Il y a eu beaucoup de discussions autour de la réforme de la consigne. Est-ce que c'est quelque chose dont vous avez parlé au sein de la Coop ou avec les autres valoristes? Comment cela vous impacte?

F : C'est une bonne chose, mais ce n'est pas parfait. Par exemple, l'uniformisation du montant accordé fait qu'on ne se complique plus la vie à se demander le prix de telle canette. Mais si les canettes de 5 sous sont passées à 10 sous, les canettes de 20 sous sont aussi passées à 10 sous. Donc avec le même nombre de canettes, je fais moins d'argent. Comme il y a plus de canettes consignées, je trouve que ça s'équilibre, mais en même temps, il y a plus de gens qui se mettent à ramasser à cause de la hausse des loyers et de l'augmentation du coût de la vie.

ÀB! : Quelles sont les perspectives et les projets à venir pour la Coop et les valoristes?

F : Si je ne me trompe pas, ça va être de pouvoir trouver un nouveau local et d'y demeurer, car le local actuel n'est pas assuré. Je voudrais aussi ajouter que les valoristes font partie d'une organisation mondiale qui représente environ un demi-million de travailleur-euses. J'insiste sur le mot *travailleur*. Peu importe le nombre de canettes, quand vous voyez quelqu'un qui ramasse, il est en train de travailler. Il travaille probablement fort pour pas grand-chose, afin d'améliorer sa qualité de vie. C'est de l'argent qui va être dépensé à l'échelle locale, au dépanneur ou à la pizzeria du coin. Il a vraiment le droit au respect. Ça aide l'économie, et ça aide éventuellement la personne à s'en sortir. Il y a des gens qui arrivent à la Coop et qui parviennent à se réinsérer, à éviter l'itinérance, à payer les factures, à pouvoir manger. Et bien sûr, on parle de vouloir des environnements plus propres, mais sans eux ce serait impossible.

Dans certains pays, l'essentiel de la récupération est fait par des valoristes. 





ÉLECTIONS MUNICIPALES 2025

TENDRE VERS LE ZÉRO DÉCHET

Jean-Yves Desgagnés, pour le Mouvement pour une ville zéro déchet

À l'automne 2025, les citoyen·nes de la Ville de Québec seront appelé·es aux urnes afin d'élire leur nouveau Conseil municipal. Depuis trop d'années, la gestion des matières résiduelles a été souvent un enjeu ignoré lors des élections.


Pourtant, en 2025, pour gérer ces matières, cela coûtera 122 millions\$, soit l'équivalent de 6% du budget de la Ville de Québec. Ce poste budgétaire fait partie des 5 postes budgétaires les plus coûteux de la Ville. Pour les citoyen·nes, cela équivaut à un coût annuel de 193\$ par logement¹.

En plus d'avoir un coût financier important pour les citoyen·nes, l'approche choisie par la ville, soit de privilégier l'incinération comme principal mode d'élimination, a plusieurs impacts négatifs sur le plan climatique, de la qualité de l'air et pour la santé des citoyen·nes. Concernant l'impact climatique, l'incinérateur est un important émetteur de gaz à effet de serre. En 2022, celui-ci a émis 100207 tonnes de CO₂², et cela n'inclut pas les émissions de GES générées par les 40000 camions³ nécessaires au transport des matières vers l'incinérateur. Sur le plan de la qualité de l'air, l'incinérateur a rejeté, en 2022, 460 tonnes de polluants atmosphériques⁴. Une soupe chimique contenant plusieurs polluants reconnus comme étant nocifs pour la santé et l'espérance de vie. À Québec, cette pollution touche principalement l'arrondissement La-Cité-Limoilou, un quartier résidentiel d'environ 116000 citoyen·nes, où l'on retrouve des écoles primaire et secondaire, un cégep, des hôpitaux et un CHSLD. C'est pourtant un quartier où il existe d'importantes inégalités sociales de santé: une espérance de vie plus courte, un taux de mortalité prématurée plus élevé, etc. De manière générale, rappelons que les niveaux de pollution atmosphérique en zone urbaine sont aussi généralement plus élevés dans beaucoup de villes à revenu faible ou intermédiaire et dans les quartiers pauvres des villes à revenu élevé.

L'impact négatif de l'incinérateur a ainsi amené la Direction de la santé publique (DSP) de la Capitale-Nationale à recommander, à la suite de l'étude *Mon environnement, ma santé* «la réduction des émissions polluantes des secteurs industriels, commerciaux et institutionnels, notamment en accélérant la transition vers des énergies propres et en réduisant à la source la production de matières résiduelles à incinérer⁵».

Afin de concrétiser cette recommandation de la DSP de la Capitale-Nationale, les matières recyclables ne doivent pas être incinérées et encore moins enfouies: entre l'incinération et l'enfouissement, il y a d'autres choix! Le Mouvement pour une ville Zéro déchet invite les partis politiques à inclure celle-ci dans leur plateforme électorale en vue des élections municipales de 2025 et à s'inspirer des moyens proposés par notre mouvement pour Tendre vers le zéro déchet, notamment: 1) investir en priorité

dans un meilleur tri des matières, notamment par l'implantation d'écocentres de proximité; 2) adopter des mesures réglementaires et fiscales pour interdire les plastiques à usage unique et pour forcer les secteurs de la construction et des industries, commerces et institutions, qui produisent 72% des déchets de la ville de Québec, à détourner de l'élimination les matières résiduelles récupérables; 3) créer un fonds dédié à l'ISÉ (Information, Sensibilisation, Éducation); 4) favoriser la promotion et le soutien au compostage individuel et communautaire.

Tendre vers le zéro déchet en matière de gestion des matières résiduelles comme l'ont fait d'autres villes, notamment Montréal, voilà une vision courageuse et nécessaire pour laquelle nous invitons les partis politiques à s'engager lors des élections de l'automne 2025 si on veut à la fois cesser de détruire des ressources, s'attaquer aux changements climatiques, contribuer à la réduction de la pollution atmosphérique causée par l'incinérateur et améliorer la santé de la population de la Ville de Québec. 

1. Ville de Québec. Budget de fonctionnement 2025 de la Ville de Québec. En ligne : www.ville.quebec.qc.ca/apropos/profil-financier/docs/budget2025-Detaille.pdf

2. ELCCFP (2022). Émissions de gaz à effet de serre des établissements ayant fait une déclaration pour l'année 2022. En ligne : www.environnement.gouv.qc.ca/changements/ges/registre/index.htm

3. Ville de Québec (2015). Incinérateur de Québec. Présentation dans le cadre de la rencontre publique du 26 février 2015. En ligne : static1.squarespace.com/static/57f5a79e6a49633bcbec59be/t/589e1624e6f2e1ce541ae9a6/1486755368019/Presentation_Incinerateur_Rencontrepublique26fevrier2015_v01.pdf

4. Gouvernement du Canada. Inventaire national des rejets polluants. En ligne : www.canada.ca/fr/services/environnement/pollution-gestion-dechets/inventaire-national-rejets-polluants.html

5. CIUSSS Capitale-Nationale. (2023). *Projet Mon environnement, ma santé: rapports finaux, faits saillants et recommandations rendus publics*. En ligne : www.ciusss-capitalenationale.gouv.qc.ca/actualites/mems-2023

SYRIE, MÉMOIRE D'UN PRINTEMPS


Nicolas Lacroix ◀

Près de quatorze ans après son commencement, la révolution syrienne a triomphé. La chute du régime de Bachar al-Assad survenue le 8 décembre 2024 marque non seulement le succès de la révolution, mais aussi l'entrée dans une période d'incertitude pour l'ensemble des Syrien·nes, en Syrie et en exil. Rappeler les origines et les espoirs de ce mouvement apparaît dès lors nécessaire.

Au début 2011, en écho aux soulèvements égyptien et tunisien, de premières demandes de réformes économiques, sociales et politiques se font jour en Syrie. Les manifestations et les rassemblements prennent de l'ampleur à compter du mois de mars suite à l'arrestation et à la torture d'un groupe d'adolescents par les services de renseignement dans la ville de Deraa. Commence alors à émerger un mouvement populaire organisé sur une base multi-confessionnelle qui revendique la chute du régime. Si la violence de la répression à laquelle il s'expose fait rapidement basculer la contestation dans un conflit armé et contribue à marginaliser l'opposition civile, celle-ci persiste à se mobiliser. Au

plus fort de la révolution, ce sont ainsi près de 800 comités locaux de coordination fonctionnant de manière relativement démocratique qui sont actifs à travers les territoires de l'opposition et qui prennent en charge la vie culturelle, économique, sociale et politique. En outre, la révolution est l'occasion de voir apparaître un ensemble d'organisations (centres de documentation, médias – tels *Enab Baladi* ou *al-Jumhuriya* –, associations de femmes, partis politiques, etc.) qui entendent en incarner l'esprit et en rappeler les revendications de dignité, de justice et de liberté.

Comme l'écrivait récemment l'écrivain Robin Yassin-Kassab¹, si la transition politique entend réussir, elle devra s'appuyer

sur cette société qui a maintenu vivant l'esprit et la mémoire de la révolution bien plus que sur les seuls hommes en armes désormais au pouvoir. 

Quelques centaines de Syrien·nes, d'amie·es et d'allié·es venu·es célébrer la chute du régime Assad. 14 décembre 2024, Place des Arts, Montréal. Photo : Nicolas Lacroix

1. Robin Yassin-Kassab, « Syria Needs a Strong Society, Not a Strongman », *Newlines Magazine*, 23 janvier 2025. En ligne : newlinesmag.com/argument/syria-needs-a-strong-society-not-a-strongman



OFFREZ UN ABONNEMENT EN CADEAU!

à babord!

REVUE SOCIALE ET POLITIQUE

Tout le monde à bord!

Abonnez-vous en ligne
ababord.org/abonnements
ou en remplissant ce formulaire.



FORMULES ABONNEMENTS

- | | | |
|--------------------------|--|-------|
| <input type="checkbox"/> | Abonnement individuel 1 an/4 numéros | 50 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Abonnement de soutien 1 an/4 numéros | 65 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Abonnement individuel 2 ans/8 numéros | 90 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Abonnement étudiant·es et faible revenu 1 an/4 numéros | 30 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Abonnement institutionnel 1 an/4 numéros | 75 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Abonnement communautaire 1 an/4 numéros | 50 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Abonnement numérique 1 an/4 numéros | 35 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Abonnement numérique de soutien 1 an/4 numéros | 50 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Abonnement international 1 an/4 numéros | 90 \$ |
| <input type="checkbox"/> | Don de soutien | - |

CES TARIFS SONT TAXES INCLUSES

Nom _____

Organisation / Institution _____

Adresse _____

Ville _____ Code Postal _____

Tel. _____

Courriel _____

Faites parvenir votre coupon et votre chèque à l'ordre de:

SODEP (Revue À *bâbord!*) – Service d'abonnement
7420 rue St-Hubert, Montréal (Québec) H2R 2N3



Illustration: Ramon Vitesse



Photo: Wasfi Akab (CC BY-NC-ND 2.0)

PALESTINE, LIBAN, SYRIE

RÉFLEXIONS DIASPORIQUES

Youssef al-Bouchi, doctorant en géographie à l'Université de la Colombie-Britannique et exilé syro-libanais depuis 2019
Texte traduit de l'anglais par Nicolas Lacroix

Nous vivons dans un monde où la crise est proche et immédiate pour certain·es, mais lointaine pour d'autres. Les exilé·es existent quelque part entre les deux, suspendu·es entre le deuil et la culpabilité du survivant. Que signifie habiter ces contradictions et porter l'histoire de la dépossession à une époque où les catastrophes se superposent ?

Nos pays d'origines semblent pris dans un cycle de crise perpétuel, chaque crise alimentant la suivante. Mais nous ne devons pas nous contenter d'une analyse sommaire, ni reculer devant la complexité. Comme le suggère leur

étymologie, les crises représentent un point de bascule. Elles contiennent un potentiel de transformation, et incarnent l'une des contradictions que les corps arabes – le mien, à tout le moins – portent quotidiennement : la

peur de ce qui viendra et l'espoir de ce qui pourrait être.

C'est sur cette base que la diaspora a la responsabilité de s'éduquer et d'éduquer les sociétés dans lesquelles elle se (dés)intègre. Une responsabilité déjà alourdie par le fardeau



de devoir naviguer dans un labyrinthe aux impasses infinies: obtenir un statut légal, trouver un emploi, se loger et faire communauté malgré l'aliénation chronique du capitalisme tardif.

ÊTRE TÉMOINS DU GÉNOCIDE

Depuis octobre 2023, nous sommes témoins de l'un des génocides les plus brutaux de l'histoire de l'humanité. Des centaines de milliers de personnes à Gaza sont désormais mortes, disparues, démembrées, orphelines. Les maisons, les hôpitaux, les écoles, les universités, les mosquées, les églises, les abris et pratiquement tous les autres lieux constitutifs du dense tissu urbain de Gaza ont été systématiquement bombardés et détruits. Il n'y a pas une seule personne à Gaza qui n'ait été déplacée et dépossédée par le sionisme et ce, dans le contexte d'une

histoire qui a débuté non pas le 7 octobre 2023, mais en 1948, année de la création de l'État d'Israël sous la tutelle et la protection des puissances coloniales occidentales.

Le génocide à Gaza n'est que la dernière itération d'une longue histoire de violences coloniales qui ne devrait pas être étrangère à celles et ceux d'entre nous qui habitent l'Île de la Tortue, où les peuples autochtones ont été dépossédés pour faire place aux chemins de fer, aux autoroutes, aux villes et aux terres agricoles qui, ensemble, constituent ce que certains appellent la « civilisation ». Pour celles et ceux d'entre nous qui refusent d'être anesthésié-es et distrait-es par le spectacle de la civilisation, qui refusent le confort de la complicité, nous voyons les parallèles en même temps que nous reconnaissons les différences entre les luttes autochtones partout sur cette planète.

Porter cette vérité à travers les frontières fait de la diaspora non plus un corps en exil, mais un corps en lutte et en solidarité. Nous apprenons à construire des espaces de soin et d'entraide où que nous soyons, à nous trouver les un-es les autres et à dire la vérité, malgré les risques. Nous le faisons car le silence est plus risqué encore – non seulement parce qu'il implique de trahir la Palestine, mais aussi parce qu'il sape chaque effort déployé à l'encontre du fascisme à travers le monde. Lorsque la valeur de notre travail est entachée par le sang, nourrissant la bête insatiable du complexe militaro-industriel, il est de notre devoir de répliquer.

CONFRONTER L'HYPOCRISIE ET LES CONTRADICTIONS

Lorsque les dirigeants occidentaux et les médias dominants affirment le « droit d'Israël à se défendre », ces mots ricochent sur notre peau comme une énième attaque. Ils s'écrasent sur nos blessures et nous demandent de considérer l'opresseur dans notre douleur. Et, pratiquement partout en Occident, si on ose rejeter cette violence d'État flagrante et désigner le sionisme pour ce qu'il est – un projet suprémaciste, raciste et colonial – nous sommes accusés de terrorisme ou d'antisémitisme. L'État

allemand est allé jusqu'à poser comme critère de citoyenneté le soutien inébranlable à Israël, menaçant même de la révoquer en cas de critiques à son endroit. Cette posture permet aux descendant-es des nazis de se positionner en tant qu'arbitres mondiaux de l'antisémitisme, au point de réprimer les juifs exprimant leur solidarité avec la Palestine. En propageant la notion d'« antisémitisme importé », l'Allemagne se dédouane de sa responsabilité vis-à-vis de la persistance de l'antisémitisme à l'intérieur de ses frontières – un récit qui profite au parti d'extrême droite en pleine ascension, Alternative für Deutschland (AfD). Il n'est donc pas surprenant que les juifs anti-sionistes s'élèvent contre l'instrumentalisation de leur lutte par Israël pour commettre son génocide.

Le sionisme donne à l'extrême droite l'occasion de tirer parti de la déroute et des contradictions de la démocratie libérale afin de faire avancer son programme de contrôle des corps qui se situent à la croisée des oppressions. Ainsi, intégrer la question de la libération de la Palestine à des luttes politiques sans rapport apparent avec elle en vient à poser un « risque » majeur pour les militant-es, et les force à évoluer en vase clos. Cette division renforce l'idée fautive que des questions telles que le génocide, l'occupation militaire et l'apartheid sont extérieures à des mouvements comme celui pour la justice climatique, alors qu'en réalité, elles sont profondément imbriquées. La diffamation, la censure et le déni des droits de celles et ceux qui osent s'exprimer et agir contre Israël reflètent le sérieux avec lequel les États occidentaux entérinent l'affirmation de Netanyahu selon laquelle Israël se bat en leur nom et mène « une bataille de la civilisation contre la barbarie ». N'était-ce pas aussi une bataille de la civilisation contre la barbarie qui a eu lieu ici, sur l'Île de la Tortue? Je présume que la civilisation est une bataille sans fin.

Affronter ces récits et ces discours, c'est affronter les structures qui les soutiennent – un système-monde capitaliste où la déshumanisation et la dépossession sont des conditions de possibilité essentielles à son fonctionnement. Un système-monde ►

où les institutions conçues pour défendre la justice sont discréditées et où un journalisme complaisant et en quête de profit se substitue à l'éducation politique. Nous voulons reprendre nos voix et nos histoires à ceux qui parlent en notre nom. Pour ce faire, nous devons faire preuve de prudence dans notre manière de laisser place aux contradictions, puisque la répression, qui n'est pas propre au sionisme, est également pratiquée par certains de ses ennemis auto-proclamés.

LEÇONS DE LA SYRIE ET DU LIBAN

À cet égard, Bachar al-Assad était un tyran brutal. Le règne de plus de cinquante ans du parti Baath en Syrie ne peut en aucun cas être présenté comme une réussite pour le panarabisme, le mouvement de libération de la Palestine, la laïcité ou le socialisme. Est-ce que cela signifie que nous devrions simplement accepter ce qui lui succédera? Non. Il nous faut nous souvenir que ceux qui se sont accrochés au pouvoir et qui ont réprimé nos corps – en particulier les corps palestiniens – au nom de la lutte pour la Palestine ne peuvent être associés à une politique d'émancipation. Au contraire, ceux-là sont aussi dangereux que le sionisme et doivent être tenus responsables de leurs actes. Nous ne pouvons pas fermer les yeux sur les atrocités commises par le régime d'Assad et ses alliés en Syrie et au Liban¹, simplement parce que cela convient à un certain type de discours anti-impérialiste. Ce fétichisme de l'«anti-impérialisme» nous déshumanise et nous dépossède de notre autonomie et de tout programme qui pourrait surmonter les oppositions politiques convenues. Nous devons plaider en faveur d'une Syrie gouvernée par son peuple, en particulier par celles et ceux qui se sont organisées au sein de sa société civile fragmentée, tout en demandant des comptes à ceux qui obstruent son chemin vers la liberté et la démocratie – à commencer par Israël, qui bombarde des infrastructures vitales et qui multiplie les incursions sur le plateau du Golan.

Le Liban est, lui aussi, depuis longtemps, un lieu de rupture sociale et politique. Depuis la fin de la guerre civile en

POUR ALLER PLUS LOIN

Leila Dakhli, *Histoire du Proche-Orient contemporain*, Paris, La Découverte, 2015, 124 p.

Yassin al-Haj Saleh, *La question syrienne*, Arles, Actes Sud, 2016, 230 p.


Andrwe Loebstein, *The Palestinian Laboratory. How Israel Exports the Technology of Occupation Around the World*, New York, Verso Books, 2023, 304 p.

Fawwaz Traboulsi, *A History of Modern Lebanon*, Londres, Pluto Press, 2012, 320 p.

1990, les promesses de reconstruction et de réconciliation se sont largement évaporées. Nous avons hérité d'un ordre néolibéral soutenu par un système politique profondément sectaire². Ce système, conçu pour maintenir au pouvoir les élites libanaises, a incessamment sapé les efforts visant à créer une alternative de gauche qui soit juste et non confessionnelle. Pour les mouvements libanais de gauche, ce paysage politique est truffé d'ennemis – non seulement extérieurs comme les forces sionistes, mais aussi intérieurs comme le Hezbollah et l'État lui-même, qui ont tous deux étouffé les tentatives significatives de réforme et de justice. Les partisans d'un Liban affranchi des divisions confessionnelles et des ingérences étrangères ont été victimes de répression. Des figures comme Samir Kassir (journaliste) et Georges Hawi (homme politique) – qui plaidaient pour un État libanais socialiste et démocratique, libéré de l'emprise syrienne et allié du peuple palestinien – ont ainsi été froidement assassinés.

Aussi, bien après avoir été libéré de l'emprise d'Assad en 2005, la répression a continué de faire partie de la vie quotidienne sous différentes formes au Liban. Nous nous sommes retrouvés aux prises avec une constellation d'ennemis qui, malgré leurs différences, forment l'establishment. C'est pourquoi la seule avenue politique que nous ayons est une politique anti-establishment, et pourquoi le principal slogan lors du soulèvement d'octobre 2019 (Thawra) était «Tous veut dire tous». Aucune exception ne doit être faite; tous les membres de l'establishment sont coupables. Des millions de Libanais·es ont envahi les rues, demandant la chute d'un système qui avait favorisé l'enrichissement des élites au détriment du bien-être de la

population, la laissant dans la pauvreté et le désespoir. La Thawra a incarné les aspirations d'une génération assoiffée de justice, de réparations et de changements structurels. Cependant, son élan a été écrasé sous le poids de la répression systémique, de l'implosion économique, du désarroi organisationnel et du pouvoir profondément enraciné des élites confessionnelles qui ont instrumentalisé les divisions mêmes que le soulèvement cherchait à transcender. Malgré sa répression, la Thawra atteste du désir d'émancipation du peuple et du rejet de la logique confessionnelle qui domine la politique libanaise depuis trop longtemps.

Ce n'est qu'en se montrant critique de toutes les formes d'oppression, de l'apartheid israélien aussi bien que des tyrannies locales, que nous pourrions promouvoir une politique véritablement ancrée dans l'émancipation, la solidarité et la justice. L'émancipation au Proche-Orient ne peut dépendre d'une indignation sélective ou de loyautés partisans; elle doit émerger de la poursuite inflexible de la liberté collective pour tous les peuples opprimés. 

1. L'armée syrienne a occupé une partie du Liban de 1976 à 2005.

2. Le système politique libanais est organisé selon des critères religieux, octroyant des postes et des fonctions sur la base de l'appartenance confessionnelle.

ÉLECTIONS AUX ÉTATS-UNIS ET AILLEURS DANS LE MONDE

CE QUI A CHANGÉ

Claude Vaillancourt ◀

L'élection de Donald Trump aux États-Unis s'est faite à l'encontre de certaines règles tacites de la démocratie : auparavant, jamais un homme avec un profil pareil ne se serait fait élire. Ce qui a changé dans cette campagne électorale hors de l'ordinaire pourrait aussi se reproduire ailleurs, dans d'autres pays, y compris le nôtre. D'où l'importance de bien comprendre ces mutations.

Il est clair que la nouvelle conjoncture politique profite à la droite radicale, alors que la gauche en subit les durs contrecoups. Elle se répercute aussi sur le mouvement social qui perd des relais précieux et qui pourrait autrement favoriser la mise en place de politiques progressistes. La tendance réactionnaire de nombreuses personnes nommées par Trump à des postes clés, de même que ses nombreux premiers décrets, nous montre à quel point ce gouvernement aura une grande capacité de nuire.

Les élections canadiennes à venir, sous une apparence peut-être un peu moins excessive, risquent de reproduire à notre échelle ce qui s'est déroulé chez notre voisin. Discours démagogiques, utilisation ciblée des médias sociaux, grande circulation des idées très à droite via les grands médias, dénigrement agressif des idées progressistes : voilà ce à quoi nous pouvons nous attendre dans la campagne qui s'annonce.

Dans ce contexte, les reculs de la gauche sont inversement proportionnels aux avancées de l'extrême droite. Certains

panes des classes populaires tranchent plus que jamais en faveur de cette dernière, à l'encontre de leurs propres intérêts. Essayons donc d'identifier quatre aspects nouveaux de la politique actuelle qui expliquent en partie les dérives du moment.

L'OBSOLESCENCE DE LA CAMPAGNE ÉLECTORALE TRADITIONNELLE

Lors de la dernière campagne électorale aux États-Unis, les démocrates ont fait un parcours sans fautes, selon les critères habituels évaluant les stratégies gagnantes. Ils ont recueilli beaucoup plus d'argent que leurs rivaux. Ils avaient une base militante plus nombreuse et mieux organisée. Ils ont obtenu plus d'appuis de personnalités influentes, comme celui de la chanteuse Taylor Swift. Leur convention a été plus réussie que celle des républicains. Leur candidate a gagné haut la main le débat des chefs. Celle-ci s'est distinguée par ses discours rassembleurs et optimistes, contrairement à ceux, incohérents et polarisants, de son adversaire. Il ne faut certes pas croire que tous ces avantages sont nécessairement souhaitables du point de vue de la santé démocratique, entre autres celui d'un financement élevé, dont les sources sont souvent problématiques. Mais ces facteurs ont toujours favorisé l'accès au pouvoir dans les pays démocratiques, ce qui a été démenti par l'élection de Donald Trump.

Les analystes de la campagne électorale ont souvent fait remarquer que les bons coups des démocrates — de même que les grandes bourdes de Trump — n'ont pas eu d'incidence dans les sondages. Si

les bonnes vieilles stratégies n'ont pas fonctionné, c'est que l'influence véritable emprunte maintenant d'autres canaux. Avec comme résultat de favoriser, aux États-Unis entre autres, l'arrivée au pouvoir d'un parti encore plus ploutocrate et élitiste que les précédents.

Le ras-le-bol d'une grande partie de la population contre les partis traditionnels se tourne aussi contre la façon dont ils se sont toujours fait élire : par l'appui des grands médias, un peu de porte-à-porte et d'actions sur le terrain, quelques promesses peu compromettantes lancées sur la place publique. Un système alternatif permet maintenant à la droite radicale de marquer des points, d'une tout autre façon. Celle-ci mise sur les réseaux sociaux, les *podcasters* et influenceurs à la parole forte et démagogique, les trolls, l'intelligence artificielle, les mégadonnées. Ce qui lui permet de contourner avec efficacité un environnement médiatique qui lui est souvent peu favorable au départ.

En Roumanie par exemple, un candidat de l'ultradroite inconnu au début de la dernière campagne électorale dans ce pays et ignoré par les médias, a réussi à remporter le premier tour grâce à son usage quasiment exclusif de TikTok. L'illusion d'être antisystème est maintenue par l'utilisation de canaux qui le sont aussi, en apparence. Les réseaux sociaux, donnant la parole à tous et toutes, si importants dans la balance, appartiennent pourtant à des milliardaires qui les manipulent selon leurs intérêts. La révolte des perdants du système est ainsi détournée, afin de générer de gigantesques profits pour quelques ultraprivilégiés. ▶

LE DÉCLIN DE LA VÉRITÉ

Le recours aux médias sociaux comme principale source d'information pour un public toujours plus large a transformé le rapport à la vérité. L'éthique

professionnelle, la course à obstacles qu'un-e journaliste doit accomplir avant d'être établi-e, le processus de sélection qui permet à une actualité de voir le jour: tout cela ne tient plus dans le monde des

médias sociaux. Plusieurs ont reproché au journalisme traditionnel d'être en partie responsable de sa propre déchéance en raison de son élitisme, de son soutien aux politiques néolibérales et de sa grande difficulté à se remettre en question. Mais ce qui s'impose aujourd'hui n'est pas mieux.

On évalue désormais la valeur des contenus en nombres de clics, de partages, de visionnements, alors que les informations sont propulsées ou ignorées selon le caprice d'algorithmes dont on ne connaît pas le fonctionnement. Les contenus courts, spectaculaires, simples, polarisants sont favorisés. On cherche à garder un public hétéroclite devant les écrans, à retenir les internautes le plus longtemps pour compulser des données et pour permettre d'envoyer des messages ciblés sur ce qui vient d'être vu. L'extrême droite sait fort bien utiliser ce système. Il lui permet de répandre des théories du complot, de pointer du doigt des boucs émissaires et de diffuser, en toute impunité et à répétition, ses explications simplistes.

Ce à quoi on a assisté aux États-Unis depuis la première élection de Trump est unique: désormais, il y a les *faits* et les *faits alternatifs*, comme le disait en 2017 la conseillère du président Kellyanne Conway. Le public peut puiser là où il le veut, la «vérité» devant s'accorder avec la vision du monde et les intérêts personnels de chacun-e. Ce qui a permis à Trump de mentir de façon inimaginable sans qu'il en subisse les conséquences, et de se faire élire comme président. Même certaines personnes, qui savent très bien distinguer le vrai du faux, n'accordent plus la même importance à ce qu'on fasse cette distinction. La seule chose qui compte, c'est que leur point de vue l'emporte.

L'IMMORALISME DÉCOMPLEXÉ

Les difficultés causées par tous ces changements sont considérables pour les progressistes. Comment lutter contre une mentalité selon laquelle tous les coups sont permis et la fin justifie les moyens, alors qu'on tient soi-même mordicus



Illustration: Élisabeth Doyon



à démontrer de la rigueur et à dire vrai? Comment se battre contre de grossiers mensonges devenus des vérités parce que certaines personnes choisissent d'y croire?

Il n'est pas évident de parler de «moralité» du point de vue de la gauche, alors que cette dernière a tant dénoncé les enseignements étouffants de la classe bourgeoise au nom du conformisme et des bonnes mœurs. Mais avec ses coups de gueule, ses insultes, son non-respect bien affiché des institutions, l'extrême droite propose une nouvelle façon de débattre, axée en grande partie sur l'intimidation et le mépris, aux dépens de tout sens moral. S'affirme surtout la volonté de sortir de la société libérale et de tout ce qu'elle offre pour tempérer le pouvoir des puissants: des institutions gouvernementales indépendantes, des contre-pouvoirs, d'une fonction publique non partisane, des groupes communautaires bien organisés.

L'élection de partis d'extrême droite est le résultat d'une grande arnaque qui prend des dimensions insoupçonnées. En votant pour eux, les électrices et les électeurs partagent l'impression de donner un bon coup de pied dans des institutions qui les ont si mal traité-es, contre des partis obséquieux qui ont sollicité leur vote en donnant si peu en échange. Comment les blâmer de penser ainsi? Les politiques néolibérales, défendues avec un grand consensus chez les partis de centre droit ou centre gauche, ont fait beaucoup de mal. Et les propositions économiques de Kamala Harris semblaient trop faibles et insuffisantes. Pourtant, le prix à payer d'avoir dirigé leur colère au mauvais endroit sera très élevé.

Ce grand revirement laisse la gauche la plus authentique déconcertée. Elle réagit difficilement devant le vol de son électorat. Elle ne lutte pas à armes égales pour corriger la situation, et doit se battre contre des milliardaires omnipotents, possédant médias et réseaux sociaux. Elle se retrouve à devoir défendre certaines institutions nécessaires, mais identifiées, dans les grands amalgames faits par la droite radicale, comme causes des difficultés vécues par les classes populaires et moyennes.

L'ANTI-IMMIGRATION SOUS DIVERSES DÉCLINAISONS


L'extrême droite a rapidement compris à quel point les nouvelles vagues d'immigration peuvent lui servir. La recette est facile à appliquer: il s'agit de créer une menace, de mettre en scène un bouc émissaire, dans ce cas l'immigrant, et de proposer des mesures autoritaires pour lutter contre ce «danger». Certes, il faut comprendre qu'un sentiment d'insécurité puisse être provoqué par l'arrivée importante «d'étrangers» sur un territoire. Mais plutôt que de trouver des solutions pour une bonne intégration et d'en voir les avantages, l'extrême droite préfère attiser la haine et en faire du capital politique. Cependant, elle a vite vu les limites de cette stratégie. En effet, une partie importante de la population demeure rébarbative devant cet alarmisme et dénonce le racisme qu'elle implique.

Il lui faut donc corriger le tir et agir sur deux fronts. D'abord, ne pas abandonner celui du racisme et de la diffusion de la haine, comme pendant les dernières élections aux États-Unis, alors que Trump répétait en boucle que les immigrant-es proviennent de prisons ou d'instituts psychiatriques dans leur pays d'origine et représentent un danger public. Mais il lui faut aussi offrir des arguments d'apparence plus «rationnels» et «subtils» sur les dangers présumés de l'immigration. Par exemple, en jouant sur la distinction entre l'immigration légale et illégale, la première étant acceptable, et non la seconde. Ce qui paraît recevable pour plusieurs: comment peut-on accepter ainsi ce qui est illégal? Il s'agit cependant d'une vision simpliste et manipulatrice qui ne tient pas compte des circonstances dans lesquelles se fait l'immigration, du rôle économique de ces «illégaux» et, surtout, d'une nécessaire compassion devant des individus victimes de problèmes créés en grande partie par les pays qui les reçoivent. On les accuse ensuite d'accentuer les crises par leur seule présence, que ce soit celles du logement ou de l'accessibilité aux services publics. Au Québec, la CAQ et le PQ ont largement exploité cette idée, négligeant les nombreux autres facteurs non reliés à l'immigration qui expliquent ces difficultés.

QU'EN EST-IL POUR LA SUITE ?

Il est devenu courant, chez les analystes progressistes, d'attribuer le succès de l'extrême droite aux effets dévastateurs des politiques néolibérales appliquées depuis plusieurs décennies. Mais, plutôt que de donner leurs votes punitifs aux partis qui, pendant cette période, ont dénoncé ces choix idéologiques et proposent des solutions conséquentes, de nombreuses personnes préfèrent l'accorder à des réactionnaires qui accentuent les problèmes.

Comment peut-on sortir de ce grand paradoxe? Faudra-t-il attendre de nouvelles crises, un effondrement aux conséquences désastreuses, avant que nombre d'électeurs et d'électrices se détournent de l'extrême droite? Le mouvement semble si profond, si bien installé, qu'il est difficile d'envisager autre chose. Reste par ailleurs à déterminer comment remobiliser les forces progressistes et combattre le découragement qui fait grandir l'abstention, au profit du conservatisme.

Les prochaines élections au Canada donneront sans doute le pouvoir au parti conservateur, dans sa version la plus radicalement à droite, même si pendant les années où Stephan Harper était premier ministre, il nous semblait que nous ne pouvions pas aller plus loin dans cette direction. Les phénomènes mentionnés dans cet article seront en toute probabilité reconduits, ne serait-ce que parce que le parti de Pierre Poilievre s'inspire nettement des républicains américains. Mais il se peut aussi que la même histoire, racontée deux fois, ne produise plus le même effet. D'autant plus que les comportements erratiques de Trump seront un important avertissement, un bon contre-exemple. C'est le seul élément de suspense qui pourrait perturber une campagne électorale qui semble en partie déjà écrite. 

L'ÉVEIL D'UNE NOUVELLE GAUCHE AU MEXIQUE

UN MOUVEMENT PROGRESSISTE INDÉPENDANT GAGNE EN FORCE AU MEXIQUE

Alexy Kalam et Daniel Arellano Chávez*

L'élection de Claudia Sheinbaum à la présidence continue d'être présentée dans les médias comme un succès pour la gauche et les femmes au Mexique. Alors que s'entame ce mandat présidentiel d'une durée de six ans, un vent d'indignation défie le gouvernement du parti MORENA.

À la veille de la nouvelle année, un rassemblement contraste avec les festivités traditionnelles. À l'invitation du mouvement zapatiste, des milliers de personnes viennent d'assister à un séminaire de plusieurs jours et se trouvent réunies pour le 31^e anniversaire de l'EZLN (Ejército Zapatista de Liberación Nacional) dans la communauté d'Oventik. Au Chiapas, les

Rencontres internationales de rébellions et résistances témoignent d'un mouvement qui prend vie et s'organise au Mexique. Au cours du séminaire, des activistes de tout le pays ont pris la parole. À partir d'une réflexion sur les jours de tourmente vécus au pays et dans le monde, les zapatistes invitent à d'autres horizons de lutte et de solidarité.

Ce séminaire a lieu dans un contexte de crise au Chiapas. Une situation liée à l'établissement de mégaprojets et au règne de terreur de groupes criminels. On compte depuis quelques mois des dizaines de milliers de personnes déplacées et des centaines de victimes. Il y a un an, le mouvement zapatiste alertait via communiqué de presse de risques d'une guerre civile. Les communautés affrontent aujourd'hui la crise avec courage et conviction. Selon leur analyse politique, le gouvernement actuel fait le jeu de ces dynamiques de violence et d'oppression au Chiapas.

LE SENS DE LA TRANSFORMATION

Mexico, le 12 janvier. À l'occasion du centième jour depuis son entrée en fonction, la présidente Claudia Sheinbaum tient un discours dressant le bilan des réalisations de son gouvernement et appelant à l'unité nationale face à la menace posée par les États-Unis. Le discours se présente comme un « compte-rendu du deuxième étage de la Quatrième Transformation ». L'expression empruntée au vocabulaire de l'ancien président Andrés Manuel López Obrador confère au parti MORENA¹ un rôle le mettant en parallèle avec trois moments historiques majeurs : l'Indépendance, la Réforme et la Révolution. Il appartiendrait ainsi au mandat de la présidente actuelle de créer un « deuxième étage » à cet édifice politique mis en œuvre par le gouvernement de MORENA.



Rencontres internationales de résistances et rébellions, décembre 2024. Photo : Johana Utrera**



Rencontres internationales de résistances et rébellions, décembre 2024. Photo : Johana Utrera**

Outre les programmes sociaux et la réforme du système judiciaire (dont l'élément le plus déterminant se trouve dans l'élection des juges par vote populaire), son discours met à l'honneur les succès économiques du Mexique et son affirmation en tant que puissance mondiale.

VOIR AU-DELÀ DES MASQUES

Delmy Cruz, autrice et professeure en anthropologie sociale et féminisme à l'UNICACH², compte parmi les personnes présentes lors des Rencontres internationales de rébellions et résistances. Grâce à un projet avec des femmes paysannes autochtones, l'anthropologue travaille au quotidien avec les communautés vivant dans les zones frontalières entre le Chiapas et le Guatemala. «Je me rends compte que plusieurs organisations paysannes ont été cooptées par le gouvernement» déclare-t-elle. «Il existe des mégaprojets auxquels nous avons tenu tête durant des années et qui s'implantent aujourd'hui facilement.»

Elle note aussi que la surveillance et la répression à l'endroit des communautés autochtones – ce qu'on appelle communément la guerre de basse intensité – continuent d'augmenter sous ce gouvernement. «Avec des camarades engagées, je travaille depuis des années à développer

des perspectives féministes critiques de la situation et nous analysons comment l'avancée des groupes criminels dans les territoires ouvrent la voie à des projets extractivistes.» L'anthropologue voit un espoir dans le séminaire qui est venu réunir plus de 5 000 personnes au Chiapas: «Je crois qu'on assiste à une nouvelle étape pour la gauche au Mexique. À mon avis, on assiste aux débuts d'un tout nouveau mouvement.»

AUTORITARISME À OAXACA

«L'idée navrante voulant que la gestion du gouvernement de l'État de Oaxaca soit "pire que celle de ces partis qui gouvernaient si mal à Oaxaca" fait maintenant partie des idées qu'on entend régulièrement dans les conversations privées, mais aussi dans l'espace public.» Voici ce qu'écrivait il y a quelques semaines le sociologue et journaliste Ernesto Reyes dans un article mis en ligne par le média indépendant Paola Flores. Ce professeur à l'Université Autonome Benito Juárez de Oaxaca (UABJO) relève que: «Les abus et la corruption sont plus visibles dans l'administration étatique. Il y a une crise qui couve à Oaxaca.»

Le 4 octobre, l'avocate Sandra Domínguez a été déclarée disparue à

Oaxaca. Quelques semaines avant sa disparition, cette juriste d'origine ayuuk avait dénoncé des groupes sur le réseau en ligne Telegram où des photos intimes de femmes autochtones étaient échangées par des politiciens et des hauts fonctionnaires de l'administration de l'État. Selon Ernesto Reyes: «La famille de la victime s'est retrouvée presque toute seule lors de la vigie de plusieurs nuits qu'elle a faite devant le parlement. Il existe des situations qui auraient peut-être conduit à une émeute il y a quelques années et qui entraînent maintenant une faible réaction.»

Le 22 janvier, le conseiller politique Arnoldo Romero a été retrouvé mort sur son terrain dans l'isthme de Tehuantepec. À titre de représentant de l'ejido de Buenavista³, il s'opposait à l'expansion du mégaprojet de Corridor interocéanique, un corridor ferroviaire et pétrolier de l'Atlantique au Pacifique qui pose des conséquences majeures pour les communautés et l'écosystème à Oaxaca. «On assiste régulièrement à des assassinats d'opposants», indique Ernesto Reyes. «Il y a aussi un grand nombre de disparitions.» Ce dernier croit que compte tenu de cette situation et des critiques entraînées par l'administration de Salomón Jara, affiliée au MORENA, il y aurait lieu pour des changements drastiques à Oaxaca. ▶



Manifestation contre l'exploitation sur le site de la mine de San José del Progreso, mai 2013
Photo : Daniel Arellano Chávez




QUAND PROLIFÈRE L'INDUSTRIE MINIÈRE

Autre sujet de tension, les établissements d'entreprises minières canadiennes et états-uniennes qui continuent de proliférer dans l'ensemble de l'État. Celles-ci s'accompagnent souvent d'assassinats liés à la division sociale et à la répression, de nombreux décès de travailleur·euses en raison de conditions de travail dangereuses et de maladies dues à la contamination. À Capulápam de Méndez, dans la Sierra Norte de Oaxaca, la communauté se trouve en état d'alerte. Alors que la population a réussi au terme d'un combat juridique à obtenir la fermeture d'un projet minier sur son territoire, une compagnie y opère illégalement. À environ 150km de distance, la

population de San Pedro Quiatoni vit une situation d'irrégularité semblable depuis l'établissement de l'entreprise états-unienne Gold Resource. Enfin, notons les ravages causés depuis près de 20 ans par l'entreprise canadienne Fortuna Mining - dont le nom original est Fortuna Silver Mines, qui a fait l'annonce de la vente de la mine qu'elle opère à San José del Progreso, dans la vallée d'Ocotlán.

L'expansion des entreprises minières transnationales contredit le discours du gouvernement fédéral de protection de l'environnement. Avec l'administration fédérale actuelle, les entreprises minières continuent d'ouvrir de nouveaux gisements au Mexique. Si les nouveaux projets économiques sont régulièrement mis à

l'honneur, les revendications des familles de personnes disparues et des peuples qui défendent leurs territoires trouvent difficilement écho dans les discours gouvernementaux.

Deux ans après la disparition de l'avocat Ricardo Lagunes Gasca –juriste de renom qui travaillait à créer un dialogue avec l'industrie minière dans l'État de Michoacán, la [lettre ouverte](#)⁴ signée le 15 janvier 2025 par sa sœur Ana Lucía Lagunes Gasca appelle à ouvrir les yeux et à prendre la parole sur les blessures liées à ces violences. «Vaudrait-il mieux nous résigner au discours de la transformation “par étages” du gouvernement et nous résoudre à croire que tout va bien? Si nous arrêtons nos recherches et que nous abandonnions nos luttes, qu'arriverait-il avec toutes ces personnes absentes? À qui pèsent-elles? Qui hantent-elles?». Un cri de douleur et d'indignation qui rejoint celui qui se faisait entendre il y a quelques semaines au Chiapas. 

* Alexy Kalam est journaliste indépendant. Il se trouve actuellement établi au Mexique. Daniel Arellano Chávez est journaliste, travailleur communautaire et s'intéresse à titre de chercheur aux mégaprojets au Mexique.
** Johana Utrera est journaliste et photjournaliste indépendante. Elle collabore notamment avec Somos el Medio et Desinformémonos au Mexique.

1. Movimiento de Regeneración Nacional
2. Université des Sciences et des Arts du Chiapas
3. Système communautaire de gestion des terres agricoles où les unités de terres appartiennent à l'État et sont laissées en usufruit à de petits paysans qui les exploitent individuellement ou collectivement en coopératives de production.
4. Ana Lucía Lagunes Gasca, *A dónde van los desaparecidos*, le 15 janvier 2025.

ENTREVUE

DES LIVRES MILITANTS POUR UNE ÉDITION ENGAGÉE

Avec Antoine Deslauriers et Alexis Lafleur-Paiement
Propos recueillis par Louise Nachet

Depuis plus de dix ans, la maison d'édition québécoise M éditeur produit et fait circuler des ouvrages de critique sociale. Avec sa nouvelle collection matérialistes, l'éditeur entend réflexion et de lutte. L'équipe d'À

lancée à l'automne 2024, Recherches fournir de nouveaux outils de *bâbord!* est allée à leur rencontre.

À bâbord! : Pouvez-vous présenter l'origine et les objectifs de M éditeur et de la collection Recherches matérialistes?

Antoine Deslauriers : M éditeur a été fondé en 2011; cela fait un peu plus de deux ans et demi que notre petite équipe en a repris la direction. On se connaît depuis un moment déjà; on s'est rencontrés à l'université où on avait un cercle de lecture qui touchait à la fois aux sciences sociales, à la philosophie et à la littérature. L'idée, avec cette reprise de M éditeur, c'était de prolonger une partie du travail qui était effectué par l'ancien propriétaire, M. Richard Poulin.

En premier lieu, la revalorisation d'un ensemble de textes qui appartiennent aux traditions socialistes et qui nous semblent avoir une certaine pertinence vis-à-vis des problèmes auxquels nous faisons face à l'heure actuelle, comme la crise climatique, la droitisation des champs politique et médiatique, ou les atteintes aux droits des minorités de genre et de sexe. Évidemment, les traditions socialistes n'ont pas toujours pris en compte ces problèmes-là; cela dit, lorsqu'elles l'ont fait, elles sont su mettre de l'avant des réflexions et des pratiques qui nous semblent parfaitement actuelles. L'idée, pour nous, c'est donc de revaloriser et de faire circuler des textes qui appartiennent aux traditions socialistes et qui, pour beaucoup d'entre eux, ne sont pas disponibles en librairie. Certains sont accessibles sur Internet, mais dans des versions ou des traductions qui ne sont pas toujours de bonne facture.



Photo: M éditeur

En second lieu, l'accompagnement des luttes des mouvements sociaux contemporains, syndicaux et populaires. Récemment, on a produit un livre pour le Réseau des délégués sociaux de la FTQ. Là encore, l'idée c'est de produire et de faire circuler des textes qui sont autant d'instruments de lutte pour nos camarades.

Alexis Lafleur-Paiement : La collection Recherches matérialistes répond à la dynamique qui a été soulevée par Antoine, c'est à dire la volonté d'utiliser la recherche ou le travail intellectuel pour en faire des outils au service des luttes. On considère qu'à l'heure actuelle, les mouvements sociaux ont un manque théorique et un manque de connaissances par rapport à l'histoire et aux sciences sociales. Il y a beaucoup d'idées politiques, il y a de l'activisme, mais on a l'impression qu'on a besoin d'un apport supplémentaire pour gagner en clarté

stratégique. On le fait déjà avec des collectifs comme Archives Révolutionnaires ou *Temps Libre*. Mais on veut se donner collectivement un nouveau débouché pour cette recherche afin de répondre à l'appel que Lénine lançait en 1902: sans théorie révolutionnaire, pas de mouvement révolutionnaire.

ÀB! : Ces dernières années, le terme «matérialiste» s'est de plus en plus répandu parmi les cercles militants de gauche en Europe et en Amérique du Nord, y compris les jeunes activistes. Qu'est-ce que cela vous inspire et comment la collection Recherches matérialistes s'ancre dans cette revitalisation politique?

A. L.-P. : En choisissant d'appeler la collection Recherches matérialistes, on indique un cadre d'analyse, tout en voulant garder un horizon relativement ouvert. La direction de la collection est ouvertement marxiste, mais on a conscience que ce n'est pas uniquement les recherches qui se disent marxistes qui ont un intérêt pour les militants de gauche, les mouvements sociaux ou les révolutionnaires. Un des problèmes que les théoriciens révolutionnaires ont rencontrés historiquement c'est que, par dogmatisme, ils n'ont pas suffisamment lu et pris au sérieux les autres traditions de gauche, ou même plus largement les autres traditions intellectuelles. Cela a mené à une attrition au niveau de leur vigueur intellectuelle. ▶

ÀB! : Quel est le rôle de l'histoire et de la théorie révolutionnaire dans les mouvements sociaux et politiques au Québec? Et comment la pratique de la réédition s'insère là-dedans?

A. D. : Nous pensons que l'actualité de certains ouvrages est différée, qu'elle n'est pas nécessairement fonction de leur date de parution originale. On trouve cette idée dans un texte de Walter Benjamin sur Baudelaire¹ dans lequel il dit, en parlant d'œuvres poétiques, qu'elles sont pareilles à des clés qui sont confectionnées sans savoir à quelle serrure elles serviront. L'esprit derrière cette image c'est de souligner qu'il y a des moments qui permettent la réception de certains textes et que cette réception fonctionne parfois à retardement.

Notre vision du travail d'éditeur, ce n'est pas de fournir des textes hagiographiques ou de considérer que les textes qui sont republiés sont des textes dont les auteur·rices sont des saint·es. C'est une erreur dans lesquelles ont parfois pu verser et versent encore parfois les traditions qui sont les nôtres. Concrètement, cela veut dire qu'on a affaire à des textes qui, au-delà de leurs auteur·rices et de leur moment de publication, ont une certaine prise sur le présent et peuvent être pertinents aujourd'hui. C'est ce qui nous a poussé à republier *La Plateforme* d'Archinov et *Sur Lénine* de Jean-Marc Piotte, par exemple.

A. L.-P. : J'en profite pour dire que nous ne faisons pas uniquement des rééditions. Dans le cas du premier titre de la collection, *Capitalisme et confédération* de Stanley Ryerson, c'est parce qu'on a considéré qu'effectivement, c'était un livre dont le potentiel n'a pas été pleinement réalisé et qui mérite d'être réédité. Ryerson offre une lecture extrêmement riche de l'histoire du Canada et de ses structures. Sa thèse est que le Canada a été construit par et pour la bourgeoisie anglo-saxonne de la vallée du Saint-Laurent et que le Canada, c'est d'abord une prison des peuples. C'est une structure qui enferme les peuples (que ce soit les nations autochtones, les Canadiens



Photo: M éditeur

français, les Acadiens, les Métis) et qui vise à exploiter les territoires et à prolétarianiser ces mêmes peuples. Le travail de Ryerson, pédagogique et accessible, est écrit pour que les travailleurs et les citoyens du Canada puissent comprendre ce pays et ses structures d'exploitation afin de les combattre et les dépasser.

ÀB! : À l'automne, vous publierez une étude sur les classes sociales dans le Québec d'aujourd'hui et leur potentiel révolutionnaire. Pouvez-vous nous en dire plus?

A. D. : Cet ouvrage est le troisième volume de *Temps Libre*, une revue initialement publiée à compte d'auteur, qui sera désormais éditée chez nous.

A. L.-P. : L'objectif est d'étudier les classes sociales au Québec. L'ouvrage contiendra, entre autres, une étude sur la restructuration de la société québécoise depuis l'hégémonie du néolibéralisme dans les années 1980, ainsi qu'une étude des classes sociales au Québec basée sur le recensement de Statistique Canada. Sauf erreur de ma part, il n'y a pas d'équivalent qui a été produit depuis le milieu des années 1980. Il y a des études sociologiques qui existent, mais il n'y a aucun ouvrage

qui offre une grille d'analyse des classes sociales marxiste et rigoureuse appliquée aux statistiques publiques.

A. D. : Ça rejoint le sens de la question sur la reprise du vocable matérialiste. On a de plus en plus de gens qui prennent au sérieux cette question des classes sociales et qui souhaitent les comprendre sous cet angle matérialiste. Cet ouvrage, c'est l'exemple type de ce retour.

ÀB! : On parle de sciences sociales, mais vous avez également publié un ouvrage de Pierre Popovic, *La vie romanesque des textes*, qui traite de l'esthétique et de l'art, des sujets souvent délaissés dans les librairies et chez les militant·es.

A. D. : Et pourtant, ils ont toute leur importance, surtout dans une société industrielle avancée comme la nôtre. Les champs culturels et artistiques ne peuvent pas ne pas être pris en considération parce qu'ils sont hypertrophiés, qu'on en soit heureux ou pas, on ne peut pas les délaissier. Il ne s'agit pas, non plus, d'instrumentaliser la chose artistique ou littéraire, mais de montrer qu'il y a une forme de potentialité critique propre aux arts et à la littérature. Il y a un beau texte de Nathalie Quintane dans lequel celle-ci se demande pourquoi l'extrême gauche lit aussi peu de littérature². Peut-être aurait-elle intérêt à le faire, justement.

ÀB! : Quels sont les projets à venir?

A. D. : Je l'ai indiqué plus tôt: nous nous sommes lancés dans l'aventure M éditeur en étant avant tout des lecteur·trices. Le travail d'édition, avec ce qu'il comporte de tâches proprement concrètes, nous a obligés à repenser notre rapport aux livres et à leur production. Nous avons notamment pris conscience que derrière cette activité, il y a aussi tout un circuit de production et de distribution, avec ses impératifs propres. Comme l'ensemble des sphères d'activité humaine en régime de production capitaliste, le champ éditorial obéit par ailleurs à une logique marchande à laquelle on n'échappe pas. Le fonctionnement actuel des subventions impose en outre de publier des nouveautés



Photo : M éditeur

de manière constante, sans que l'on ait le temps de lire, de discuter et de faire circuler les livres. L'opportunité qu'on a, à l'heure actuelle, c'est qu'il n'y a personne qui est salarié chez M éditeur, ce qui nous donne une certaine souplesse vis-à-vis du volume et du type de publication.

En ce qui concerne les ouvrages à venir, nous allons publier un livre sur la gentrification et la crise du logement, qui mêle récit et réflexions à partir de l'expérience d'une ancienne conseillère municipale. Nous allons aussi publier une anthologie des textes de la revue *Mobilisation*³ sur les questions d'organisation et de stratégie au sein des mouvements de gauche.

A. L.-P. : Concernant Recherches matérialistes, on collabore déjà avec les camarades français des Éditions sociales et des Éditions Amsterdam, qui proposent des modèles dont nous aimerions nous inspirer à long terme. Sinon, nous allons tenter de maintenir un rythme de deux publications par année, à l'automne et au

printemps. Nous proposerons des rééditions d'ouvrages historiques importants ainsi que des recherches en histoire, en économie ou en sociologie, et possiblement des essais politiques. On aimerait bien publier un essai sur les relations entre Autochtones et allochtones, ou sur le capitalisme financier au Canada. L'idée pour nous, c'est de maintenir une certaine régularité et de chercher des études substantielles et rigoureuses afin d'informer et d'outiller les mouvements révolutionnaires. Car aussi rigoureuse que la recherche doit être, elle reste subsidiaire par rapport aux desseins politiques et révolutionnaires qui sont les nôtres. Il n'y a pas de valeur à la recherche en tant que telle: seulement une valeur heuristique, pédagogique, de compréhension, de lutte et de transformation.

Nous enjoignons fortement les gens à nous contacter s'ils font des recherches dans une perspective progressiste et libératrice. Autant on a une vision de la manière dont on veut mener nos recherches et de

la manière dont on veut transformer le monde, autant on ne pense pas que cette vision-là doit stagner et se figer. C'est dans l'échange, dans la collaboration et dans un esprit d'ouverture envers les camarades des autres tendances révolutionnaires qu'on peut bonifier notre approche et la rendre vivante et dynamique pour répondre aux enjeux et aux problèmes actuels.

1. Benjamin, W. (2013). *Baudelaire*, édité par Giorgio Agamben. Barbara Chitussi et Clemens-Carl Härle, Paris, La Fabrique éditions, 829-1022.

2. Quintane, N. (2014). *Les années 10*. Paris. La Fabrique Éditions, 175-201.

3. Revue militante publiée à Montréal de 1970 à 1975, notamment par Pierre Beaudet et André Vincent.

RECENSIONS



MARIE-LOUISE ET LES PETITS CHINOIS D'AFRIQUE, CATHERINE LAROCHELLE, MÉMOIRE D'ENCRIER, 2024, 144 P.

Ce livre découle de recherches dans les archives de l'Oeuvre de la Sainte-Enfance, une association missionnaire internationale qui oeuvrait au Québec jusque dans les années 1960 et qui récoltait les dons d'enfants catholiques afin de « racheter » l'âme d'enfants lointains en besoin de rédemption (« les petits Chinois »), autrement dit afin de les convertir au

christianisme. Ces enfants et jeunes catholiques écrivaient parfois à la direction parisienne de la Sainte-Enfance; c'est donc à partir de 200 missives adressées entre 1890 et 1930 que Catherine Larochelle interprète et reconstruit un pan méconnu de l'histoire du Québec.

Ces lettres sont pour la plupart écrites par des voix déconsidérées, celles de jeunes femmes francophones, pauvres et pieuses. Ces femmes, lorsqu'elles ne sont pas carrément absentes du récit historique québécois dominant, y sont exclusivement présentées comme des victimes (de l'Église, du colonialisme britannique, du patriarcat). Pour Larochelle, ces femmes sont pourtant des actrices de l'histoire coloniale, économique et transnationale du Québec qu'il est important d'écouter, car ce qu'elles disent dans leurs lettres fait partie de ce qui nous constitue aujourd'hui en tant que société.

Larochelle trouve de nombreuses choses dans ces lettres: complexe de la sauveuse blanche, stratégies ingénieuses de survie, volonté de tisser des liens de solidarité, etc. Elle montre comment ces jeunes femmes participent elles aussi à la reproduction de l'ordre colonial et du racisme en se figurant « les petits Chinois » comme étant inférieurs, comme devant être sauvés. Ces femmes ce sont pas que des colonisées; elles sont aussi les commanditaires d'un réseau missionnaire catholique mondial, dont le Canada a aussi été le « bénéficiaire », notamment dans le cadre des pensionnats autochtones. En dernière instance, elle montre que ces lettres proposent une autre représentation du duo « femmes + catholicisme » dans l'histoire du Québec, une image nuancée « qui ne peut se réduire à la figure de la victime, car celle-ci ne peut résumer l'expérience et la capacité imaginative de ces correspondantes. » (p. 123)

La démarche de Larochelle est à souligner. Elle se bat ici avec sa posture d'historienne, et cherche à lire l'histoire de ces lettres « intimement ». La forme du livre s'éloigne ainsi considérablement de l'essai d'histoire classique, et certains choix (fragmentation du livre en courts chapitres thématiques, écriture épistolaire à un ami anonyme, forte présence d'une voix narrative subjective, absence de linéarité), bien que créatifs et propices pour faire de l'histoire autrement, donnent parfois un résultat quelque peu embrouillé (ce qui fait peut-être écho à la difficulté d'extraire un portrait clair et linéaire des archives).

Grâce à l'histoire de ces 200 lettres, Larochelle souhaite repenser ce qu'on entend par l'histoire du Québec. Il s'agit d'un objectif ambitieux pour un si petit livre, dont les conclusions sont en dernière instance exploratoires. Néanmoins, on apprécie grandement que l'autrice nous invite dans l'intimité de son exploration, et qu'elle nous fasse découvrir, avec humilité, un pan curieux et méconnu de l'histoire du Québec « qui ne se [lit] pas comme une histoire de colonisés » (p. 28). Un petit livre fort sympathique au propos original, par une historienne qui repousse les limites de l'histoire du Québec. **ab**

Arianne Des Rochers ◀



FRONTIÈRES ET DOMINATION : MIGRATIONS, CAPITALISME ET NATIONALISME, HARSHA WALIA, TRADUCTION PAR JULIEN BESSE, LUX ÉDITEUR, 2023, 398 P.

Le ministre Roberge annonçait en décembre la fermeture d'un troisième programme d'immigration en quelques mois, et voilà que le livre de Harsha Walia acquiert une actualité nouvelle. Traduit par Julien Besse chez Lux Éditeur, l'ouvrage explore la relation entre la crise du

capitalisme racial et la montée du nationalisme réactionnaire. Le concept d'« impérialisme de frontières » y est central, et structure l'ouvrage en quatre temps. D'abord, Walia rend compte du processus historique d'établissement des frontières, en particulier entre les États-Unis d'Amérique et le Mexique. Elle montre comment la

violence de l'expansion impériale a produit, historiquement, la catégorie du migrant. La partie suivante étend géographiquement l'étude du régime d'établissement des frontières aux cas de l'Australie et de l'Europe, avant d'explorer dans la troisième partie le rôle central de la main-d'œuvre temporaire. Cette contribution originale permet de comparer le système de la *kafala* dans les États du golfe Persique et ceux des États-Unis d'Amérique et du Canada. C'est ici que les politiques canadiennes en matière d'immigration temporaire sont étudiées avec le plus de précision. Ainsi, contre l'idée reçue d'un État fédéral laxiste, l'autrice rappelle que le modèle canadien de gestion de l'immigration est érigé en exemple par l'extrême droite allemande. La dernière partie, plus ambitieuse, appelle donc à penser l'abolition des frontières face à la montée du nationalisme réactionnaire, à laquelle n'échappe pas le Québec. **ab**

Maël Foucault ◀



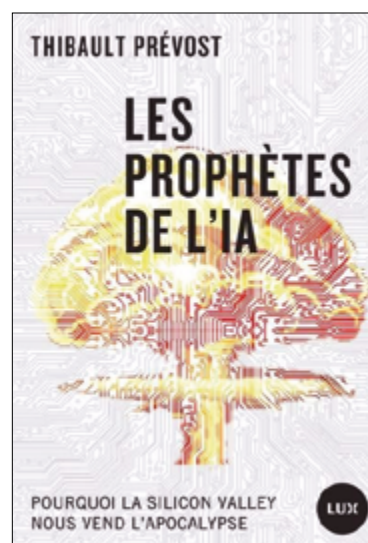
COCORICO. LES GARS, FAUT QU'ON SE PARLE, MICKAËL BERGERON, ÉDITIONS SOMME TOUTE, 2023, 224 P.

Je pensais ne pas être le public cible des adresses à la deuxième personne du pluriel (aux hommes, aux gars) que Mickaël Bergeron fait dans ce livre. Pourtant, je le suis. Aussi cliché que cela puisse paraître, le sujet de la masculinité nous concerne tous-tes. L'essai est fluide, punché et surtout, agréablement imagé. J'ai trouvé très louables les

efforts entrepris par Bergeron pour dénoncer certaines situations sexistes et pour les expliquer à partir des concepts féministes phares, par le biais de métaphores aussi originales qu'accessibles. L'irritation de Bergeron est palpable, notamment sur la passivité des hommes devant les injustices générées par le patriarcat. Elle est bien transmise et résonne avec empathie. L'auteur est également généreux de son vécu, même s'il admet que ses réflexions sont encore en friche. Pour celle-eux qui aiment quand les livres critiques sont aussi des vecteurs de solutions, vous allez y trouver votre compte. Parmi les suggestions de Bergeron pour construire un monde moins machiste, je note: que l'on apprenne collectivement à nommer les «green flags» en relation (et pas seulement les «red flags»), que les hommes se confient davantage sur leurs complexes physiques pour mieux les déconstruire (pourquoi n'y a-t-il pas de cercles de discussion sur la calvitie?), que les hommes optent plus souvent pour la sincérité, ou encore que le non-partage de la charge mentale entre les hommes et les femmes soit

davantage identifié comme une problématique. Sur l'imbrication entre masculinité, amour et amitié, il est un peu dommage que Bergeron n'ait pas mobilisé bell hooks et son puissant ouvrage *La volonté de changer*. Toujours est-il que nous avons bien trop rarement la chance de lire sur les «coulisses» de la masculinité. En se croisant maintenant les doigts pour que le public cible s'y intéresse. **ab**

Camille Simard



LES PROPHÈTES DE L'IA. POURQUOI LA SILICON VALLEY NOUS VEND L'APOCALYPSE, THIBAUT PRÉVOST, LUX ÉDITEUR, 2024, 211 P.

Journaliste indépendant spécialisé dans les enjeux liés aux technologies, Thibault Prévost tient l'excellente rubrique «Clic gauche» chez *Arrêt sur images*, site français d'analyse critique des médias. Dans ce premier ouvrage, Prévost propose une «alternative à la sidération»

qui caractérise généralement le traitement médiatique de l'intelligence artificielle et du discours de ses principaux promoteurs.

Qui sont les «prophètes de l'IA»? Certains sont connus, comme les Américains Elon Musk, Sam Altman ou Nick Bostrom et, au Québec, Yoshua Bengio. D'autres s'activent plus discrètement, comme Peter Thiel, Marc Andreessen et Eliezer Yudkowsky. «Issus des élites universitaire et entrepreneuriale anglo-saxonnes», nous explique l'auteur, «ils sont ingénieurs, chercheurs, philosophes, patrons et investisseurs». Tous sont très investis dans les développements actuels en IA et «tous diffusent un discours d'apocalypse, articulé autour d'une intelligence artificielle divine». Ce paradoxe devrait nous interpeller: pourquoi les promoteurs d'une industrie s'acharnent-ils à nous alerter des dangers colportés par leurs propres créations? Thibault Prévost propose ainsi de nous aider à replacer «le récit propagé par la caste technocritique (...) dans le champ des idées politiques». Ce discours entrepreneurial messianique émerge à la suite de la crise financière de 2008 et s'accompagne de concepts exotiques tels que l'accélérationnisme, l'altruisme efficace, le long-termisme et, bien sûr, le transhumanisme. Essentiellement, on fait face à une nouvelle itération du projet ultralibéral, cette fois imbibé dans la vision mystique d'une technologie surpuissante.

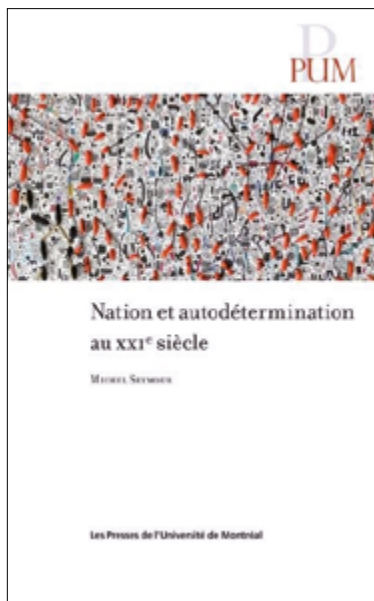
L'ouvrage est particulièrement pertinent dans le contexte de la seconde victoire de Donald Trump, qui a propulsé Elon Musk dans les hautes sphères du pouvoir états-unien. Prévost montre que ▶

le virage autoritaire d'une bonne part de l'élite du numérique est en cours depuis la deuxième moitié des années 2010: «*un continuum s'est consolidé entre la blogosphère néofasciste la plus rance, certains milliardaires de la Silicon Valley et une nouvelle phalange d'élus républicains*». L'utopie des prophètes est souvent sécessionniste, parfois même eugéniste, et toujours profondément élitiste.

Alors, quel rôle concret jouent ces fantasmes dignes de romans de science-fiction? Prévost soutient qu'ils imposent un certain cadre à travers lequel les débats publics sur l'IA se tiennent, et offrent à ses propagateurs l'attention des décideurs, allant jusqu'à séduire les Nations Unies. Cette élite se voit du même coup promue en tant que «*référence culturelle et morale*». Enfin, ces scénarios délirants éloignent les préoccupations des problèmes tangibles et immédiats que connaissent nos sociétés, notamment en raison de ces technologies. Au final, l'IA dystopique détourne l'attention d'une autre entité hors de contrôle qui menace réellement l'existence humaine sur la planète, à savoir «*la multinationale capitaliste*».

Au fil des pages, des personnages et des concepts, je me prenais parfois à souhaiter ici un schéma, là un diagramme, qui auraient aidé à cartographier cette nébuleuse. Cela dit, la démonstration de Thibault Prévost est éloquent et efficace. Souhaitons qu'elle se trouvera entre les mains de journalistes technos, qui trop souvent, «*donne[nt] de la substance à une IA imaginaire, tout en occultant l'impact réel de cette technologie sur le monde*». **ab**

Philippe de Grosbois **◀**



NATIONS ET AUTODÉTERMINATION AU XXI^e SIÈCLE, MICHEL SEYMOUR, PRESSES DE L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL, 2024, 597 P.

Contre la doxa dominante, le philosophe Michel Seymour publie un ouvrage important par son ambition et sa pertinence théorique et politique. En effet, après *Raison, déraison et religion* qui reprenait à rebrousse-poil tout le débat sur le port des signes religieux dans l'espace public, cette fois-ci, c'est la question de la nation et du nation-

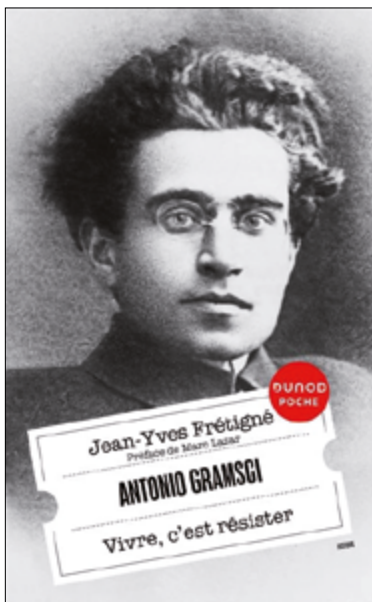
lisme que revisite l'auteur, et ce, dans une perspective explicitement de gauche. Ambitieux, «*l'objectif premier de l'ouvrage [est de] sensibiliser la gauche à la vertu du nationalisme contemporain*». On comprend ici que le nationalisme, historiquement associé à la droite ou à l'extrême-droite, a plutôt mauvaise presse chez une

partie de la gauche québécoise, dont de nombreux intellectuel·les et sympathisant·es de Québec solidaire.

Seymour décortique le phénomène nationaliste dans toute sa complexité en tenant compte des usages variées des mots «*peuple*» ou «*nation*», de la diversité des groupes sociaux dans un territoire donné, ainsi que «*des identités multiples des personnes et du caractère dynamique de l'identité*». Il y a plusieurs types de nations et de nationalismes (dont des formes de gauche ou de centre-gauche), et il est nécessaire de reconnaître une telle approche pluraliste, affirme-t-il, pour rendre compte de la justice réparatrice, du génocide ou du racisme systémique, et pour faire avancer les débats concernant l'origine du nationalisme et du territoire national.

En considérant le lien identitaire national avec rigueur, l'auteur, inspiré par l'œuvre de John Rawls, considère les peuples comme des agents moraux incontournables pouvant jouer un rôle crucial dans l'amélioration du sort de l'humanité. En conséquence, «*il faut accorder de l'importance une fois pour toute aux droits des peuples. C'est un problème sempiternel de la gauche en Europe, au Québec et partout à travers le monde. On laisse croire que le droit à l'autodétermination est une idée ancienne et dépassée, tout comme le sont la souveraineté populaire et l'État-nation.*» Pour l'auteur de *La nation pluraliste*, l'enjeu n'est pas la disparition de l'État-nation envisagée par des auteurs comme Eric Hobsbawm au profit d'une identité postnationale, ni un patriotisme constitutionnel à la Habermas. Il s'agit plutôt d'envisager la création de politiques de la reconnaissance, comme le suggère Nancy Fraser. Or, très peu d'États pratiquent une politique de la reconnaissance à l'égard des peuples sans État qui les composent. Reprenant la formule d'Aurélien Bernier voulant que «*l'erreur de la gauche traditionnelle est qu'elle ne répond pas à la cause principale de la montée de l'extrême droite: la destruction de la souveraineté nationale au profit de l'oligarchie financière*», Seymour est d'avis que la lutte contre la concentration du capital, des moyens de production et des pouvoirs de décision est inséparable du droit des peuples. Il déclare ainsi que «*même si l'État-nation ne constitue plus le cadre à l'intérieur duquel se déploie la lutte contre le grand capital, il se peut qu'il faille pour lutter contre l'oligarchie apatride du 1% défendre le droit des États-nations*». **ab**

Benoit Gaulin



**ANTONIO GRAMSCI.
VIVRE, C'EST RÉSISTER,
JEAN-YVES FRÉGNÉ,
DUNOD, 2024, 320 P.**

Alors que l'histoire avec un grand H est souvent racontée à travers la vie de grands hommes (car trop souvent les femmes ont été malheureusement effacées), c'est plutôt la vie d'un homme qui permet de mieux la comprendre dans cette biographie. Gramsci est un nom célèbre mais qui connaît la vie d'Antonio ?

Spécialiste de la pensée politique, Jean-Yves Frégné met l'accent sur la vie de ce célèbre homme de pensée et

d'action. Né en Italie en 1891 dans une région rurale, ce jeune Sarde à la santé fragile va côtoyer les destins de nul autre que Mussolini, Trotsky ou même Staline. Étudiant à la Faculté de lettres de Turin à partir de 1911, il vit pauvrement et ne se destine pas du tout à un avenir politique.

L'industrialisation et la constitution du mouvement ouvrier provoquent, en Italie comme ailleurs, une vaste remise en question des idées libérales traditionnelles et la montée du socialisme. C'est dans ce contexte que le jeune Gramsci deviendra tout d'abord journaliste dès 1915, à peine deux ans avant la révolution bolchévique. Un contexte national et international qui le marquera profondément.

Malgré l'influence marquante des idées communistes après la révolution russe de 1917, puis la mise en place de l'Internationale communiste en 1919, l'auteur nous démontre que l'on ne peut pas bien comprendre la pensée de Gramsci sans prendre en considération l'évolution de la société italienne. Cette dernière est notamment marquée par la division entre le monde ouvrier au nord et rural au sud mais également par la prise de pouvoir du fascisme.

Présent à Turin en 1921 lors de la «grève des aiguilles», l'occupation des usines et la mise sur pied de conseils ouvriers, Gramsci deviendra député en 1924 puis secrétaire général du Parti communiste italien en 1926. Alors victime du fascisme de Mussolini, l'instance qui le porte au pouvoir se maintiendra dans la clandestinité en France. Il participera aux rencontres de l'internationale communiste alors que les tensions augmentent en son sein. Antonio Gramsci défendra le Front uni avec les forces démocratiques opposées au fascisme, mais également avec le monde paysan.

De manière paradoxale, son emprisonnement dès 1926 lui vaudra en partie sa postérité car c'est dans ce contexte qu'il livrera ses principaux écrits théoriques (*Les cahiers de prison*) «à l'abri» des tensions politiques internes et internationales. Il meurt en 1937 à cause de son mauvais état de santé alors qu'il vient d'obtenir une libération conditionnelle en échange de ne plus publier.

À la fois intellectuel et homme d'action, une de ses citations célèbres rappelle qu'il faut : «Allier le pessimisme de l'intelligence à l'optimisme de la volonté». Alors que nous vivons dans un monde de post-vérité dans lequel les émotions semblent l'emporter sur la raison, ces paroles peuvent encore résonner dans l'esprit des personnes militantes d'aujourd'hui. Pour prendre toute la mesure de l'homme et de sa pensée, il est nécessaire de fouiller le concept d'hégémonie culturelle et de lire *Les cahiers de prison*. Retenons cependant de Gramsci, outre l'importance de lier engagement et réflexions intellectuelles, sa capacité à prendre un recul critique sur l'idéologie progressiste dominante du moment pour mieux la faire vivre concrètement selon les dynamiques historiques et sociales à l'œuvre dans chaque société. **ab**

Pierre Avignon

À TOUT PRENDRE !

Ramon Vitesse ◀

Sur les ondes de CKUT 90.3 FM,
Pirate & libre !

www.ckut.ca / ramonvitesse.wordpress.com/blog

DOMINER LE MONDE?!



Martin Veyron, *Erostrate*, Dargaud, 2024, 216 p.

Godbout, Bourget-Godbout, Fournier, *Red Ketchup - L'Agent Orange*, La Pastèque, 2024, 160 p.

Plus vrais que nature, ces deux romans graphiques nous entraînent dans une réalité qui ne cesse de boursouffler et

qui risque de nous sauter à la figure... Le vétéran Veyron propose une immersion dans la mythologie grecque en introduisant ici et là des philosophes joyeusement digressifs. Le parcours central demeure celui d'Erostrate, un humain qui se rêve populaire tel les dieux et déesses et met le feu à une des sept merveilles du monde, le temple d'Artémis, afin de devenir célèbre! L'érudit feuilleton donne à rigoler. Toutefois, on comprend vite que la réflexion vise l'égoïsme, l'autoportrait à répétition et ces riches qui accumulent plus et encore plus au détriment de la survie du bien commun ou de la planète.

L'agent secret *Red Ketchup* de Godbout et Fournier qui a fait les beaux jours de la revue *Croc* reprend du service... comme son célèbre inspirateur – Dump. Ce pastiche iconoclaste de Trump et d'une course à la présidentielle américaine est délirant. Le style « buzz » propre aux médias fera qu'on ne voit que l'inutile en confondant ce qui devrait être débattu par delà un concours de personnalités avalisé par des potentats rêvant de faire exploser leur pactole. Dans un style ligne claire et caricatural pur jus de crétin.

L'ÉVOLUTION TRANQUILLE



Anne Villeneuve, *Cap Égalité*, Les publications du Québec, 2023, 48 p.

Philippe Girard, *Le Prince des oiseaux de haut vol*, La Pastèque, 2024, 152 p.

Villeneuve est autrice de plusieurs livres jeunesse et de rares BD. *Une longue canicule* (Ed. Mécanique générale), le récit

intimiste d'une jeune femme arrivant à Montréal, était sa première

fois. Son style fluide sied à merveille pour cette BD où des ados larguent les amarres. L'idée d'égalité entre les sexes se trouve naturellement débattue dans l'action. La jeune capitaine est magnanime en offrant la casquette à son co-capitaine en plus de s'illustrer par un style rassembleur stimulant pour toustes!

Girard présente à nouveau une captivante biographie fiction – cette fois, il s'agit d'Antoine De Saint-Exupéry durant son séjour québécois de 1942. Après une tournée promotionnelle, il se trouve coincé puisque les ambassades françaises sont fermées. Habilement, l'auteur tricote sur les tiraillements du couple tout en épilouant sur la genèse du célèbre *Petit Prince* qui aurait germé à travers les avatars de ce périple. Le titre de la BD fait référence au nom que l'aviateur écrivain a reçu lors d'un rituel à Kahnawà:ke!

ÊTRE OU NE PAS ÊTRE PERSONNAGE



Alix Garin, *Impénétrable*, Le Lombard, 2024, 304 p.

Pierre-Henry Gomont, *Slava T. 3 Un enfer pour un autre*, Dargaud, 2024, 112 p.

Impénétrable s'avère l'œuvre autobiographique de l'autrice aux prises avec une maladie peu connue: le vaginisme. Les

pressions diverses, y compris venant d'elle-même, pour « offrir » des relations sexuelles à son compagnon malgré la douleur absolue, le parcours médical, humain et amoureux se trouve être une saga mais aussi une remise en perspective de la relation par delà les diktats genrés. Véritable invention de soi pour Garin qui livre un récit phénoménal ayant des résonnances universelles.

Pierre-Henry Gomont complète, avec cet album sur les chapeaux de roue, sa trilogie de vente de feu ultracapitaliste campée dans la Russie post-communiste. Que ce soit la reprise sauvage de la mine ou un marché de l'art axé sur la flambée des valeurs, il est toujours question de banditisme à cravate.

MUSIQUES



Mononc'Serge & Anonymus, Métal canadien-français (Les Productions Serge, 2024)

La collaboration avec Anonymus date de 2001 au Festival Polliwog et compte désormais un troisième album avec *Métal canadien-français* dont la pièce titre éponyme amalgame, dans une joyeuse pitrerie, métal et folklore. L'album s'avère tonique et forcené. Le côté auto dérisoire et résolument caricatural de l'affreux jojo a le mérite de ne ménager personne! Son *Hommage aux hommages* et *La guerre de la technologie* sont de belles pièces d'un album à rigoler...



BARF, Région sauvage (Boîte à musique, 2022)

Bien qu'un nouvel album soit imminent, il faut crier partout la qualité pompière et punk de cet ensemble souvent plus enclin au hardcore. De la pochette au chevreuil s'enflammant aux pièces transfigurées (citons *Comme Chartrand* de Jim Corcoran, *Illégal* de Marjo / Corbeau ou *Y va tu toujours y avoir* de Desjardins) sans oublier une verve d'enfer à pourfendre le pillage organisé, que voici une bombe.



Bon Enfant, Demande spéciale (DuPrince Records, 2024)

Pour son troisième album le quintette rock sous la houlette et les compositions du guitariste Guillaume Chiasson (Ponctuation) et du chant de Daphné Brissette (Canailles) prend une tangente art punk jouissif et hard rock pop. Les musiciens, Alex Burger (basse) et Étienne Côté (batterie), ainsi que Mélissa Fortin (claviers) sont bougrement présent-es et l'ensemble groove. Le registre de la voix de Daphné Brissette prend de l'ampleur, du bonheur et, pour en rajouter, elle illustre la pochette avec brio: «À main levée / Je dessine et je m'édite».



Dumai Dunai, Between Now and Never (Auto édité, 2024)

La première fois que j'ai vu ce groupe j'ai eu un choc; ç'était au Café Campus en compagnie du tonitruant Lemon Bucket Orchestra de Toronto... Ce groupe de Montréal qui entremêle avec swing et introspection des compositions renversantes autant que des pièces traditionnelles d'Europe de l'Est

livrées en langues originales. Déjà, le groupe présente trois cuivres particulièrement inspirés, la section rythmique guitare/clavier, basse et batterie correspondent allègrement et, on en arrive au cœur sacré, une sorte de «polyphonie», du groupe: ses voix! Celles de Natalia Telensto et Eli Camilo (également à la trompette) transcendent littéralement un brouet musical phénoménal en faisant crépiter folklores slaves et élans punk ska dub d'une sensibilité à fleur de peau.



Avec pas d'casque, Cardinal (Bravo musique, 2024)

Le folk country introspectif qui mène à des états méditatifs atteint ici des sommets de simplicité et de bienfaits alors nous sommes de plus en plus troublés par les incongruités d'un monde qui nous échappe. Il y a quelques années j'avais invité Stéphane Lafleur à présenter un de ses films. Miracle, il avait accepté de jouer quelques pièces avec ses comparses d'Avec pas d'casque... Ces deux univers créatifs se complètent aussi simplement qu'un lever et un coucher de soleil – ils sont indissociables; pour peu qu'on prenne le temps de les voir! 



Illustration: Ramon vitesse



Vos déchets ne disparaissent pas par magie.

En librairie

luxediteur.com



ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

514 593-7495
5357, 5^e avenue, Montréal (Qc) H1Y 2S6
vincent.marissal.rose@assnat.qc.ca

VINCENT MARISSAL
DÉPUTÉ DE ROSEMONT



Manon Massé
Députée de Ste-Marie-St-Jacques

533, rue Ontario Est, bur. 206
Tél: 514-525-2501
manon.masse.smsj@assnat.qc.ca

ASSEMBLÉE NATIONALE
DU QUÉBEC

L'ÉDUCATION VOUS PRÉOCCUPE?

La maternelle 4 ans, les inégalités scolaires, le décrochage scolaire des filles, l'accueil et la francisation, etc.



NOUS, ON Y A PENSÉ.

Lisez
nos grands
dossiers



LE MOUTON NOIR

JOURNAL INDÉPENDANT PLUS MORDANT QUE LE LOUP

moutonnoir.com

ÇA

fait couler beaucoup d'encre

La liberté académique au collégial, **ÇA** mérite aussi votre attention



Fédération de l'enseignement collégial (CSQ)

Pour tout savoir sur notre campagne



fec.jacsq.org

QUEL AVENIR



POUR LES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES ?

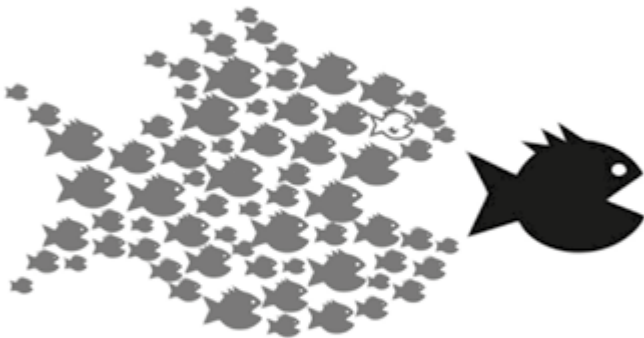


Lisez notre dossier spécial :
ftq.qc.ca/electionsFederales



Passez à l'ATTAC !


paradis fi\$caux - taxe sur les transactions financières - libre-échange



**Devenez membre
dès aujourd'hui !**

www.quebec.attac.org

SCFP

Syndicat canadien de la fonction publique 

**Une force pour
les services publics
de demain**



scfp.qc.ca



SCFP-Québec



@SCFPQuebec



SCFP-Québec



ASSEMBLÉE
NATIONALE
DU QUÉBEC

HAROUN BOUAZZI

Député de Maurice-Richard

Porte-parole du deuxième groupe d'opposition en matière d'infrastructures

1421 Fleury Est, Montréal
Tél. 514 387-6314
haroun.bouazzi.maur@assnat.qc.ca

ÊTRE
RE
HUMAIN

Dans notre enseignement

fneeq 
Fédération nationale
des enseignantes et
des enseignants
du Québec

sodep
revues culturelles
québécoises
SODEP.QC.CA

REVUES CULTURELLES QUÉBÉCOISES



ARTS DE LA SCÈNE
ARTS VISUELS
CINÉMA
CRÉATION LITTÉRAIRE
CULTURE ET SOCIÉTÉ
HISTOIRE ET PATRIMOINE
LITTÉRATURE
MUSIQUE
THÉORIES ET ANALYSES

SERVICES ÉDUCATIFS



but lucratif



CPE & RSGE



Conseil central
DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN  **CSN**

 Conseil central du Montréal
métropolitain-CSN

www.cmm-csn.qc.ca

Pour se syndiquer :
1-800-947-6177



UNIES DÉTERMINÉES EN SANTÉ MOBILISÉES



FÉDÉRATION
INTERPROFESSIONNELLE
DE LA SANTÉ DU QUÉBEC

à babord !

POUR NOUS SUIVRE, NOUS JOINDRE ET S'ABONNER
WWW.ABABORD.ORG - INFO@ABABORD.ORG

